

BULLETIN

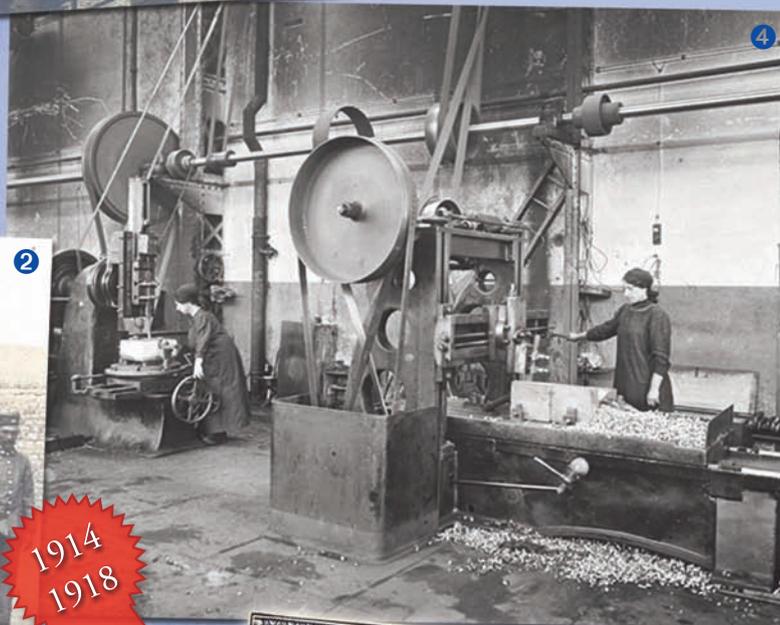
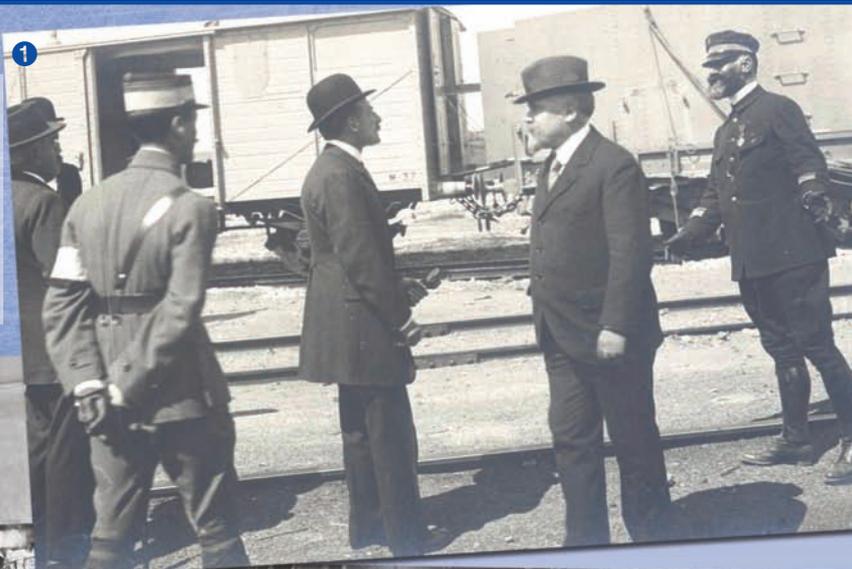
de

l'ACADÉMIE FRANÇOIS BOURDON

N°15 - MARS 2014

Photos du fonds AFB

- ①② *Visite du Président Poincaré et de M. Millerand, Ministre de la guerre, au Creusot le 7 juin 1915.*
- ③ *Salle du Jeu de Paume transformée en hôpital.*
- ④ *Les femmes remplacent les hommes à l'usine.*



1914
1918

Un soldat écrit ce qui suit : « ceux qui n'ont pas souffert dans leur chair, ceux qui n'ont pas reçu le sacrement de la souffrance, ceux-là n'ont pas le droit de se plaindre... D'abord, les pieds gelés, les rats, les poux, la paille pourrie, la veillée des cadavres : après, nous verrons !... Nous demandons à l'arrière une action et un effort comparable au nôtre. Il ne doit pas y avoir une France en guerre et une France en paix, mais une seule France ! ».

Cote : AFB, 01L0512, dictée, d'après Ernest Lavisse



ACADÉMIE FRANÇOIS BOURDON



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membres d'honneur	SCHNEIDER ELECTRIC INDUSTRIES S.A. Société AREVA M. Philippe BOULIN M. Jean-Louis DEVOISSELLE M. Jean-Claude LENY
Président Honoraire	Georges CHARNET
Vice-Président Honoraire	Robert GARCELON
Président	Michel PRÉTET
Vice-Présidents	Antoine de BADEREAU Philippe RAULIN Michel PISSELOUP
Secrétaire	Henri PIERRAT
Secrétaire adjoint	Maurice DELAYE
Trésorier	Michel AUCLERC
Trésorier adjoint	
Membres	Monsieur le Président du Conseil général de Saône-et-Loire : Rémi CHAINTRON Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau : Jean-Claude LAGRANGE Monsieur le Maire du Creusot : André BILLARDON Fondation des Arts et Métiers : Jacques PACCARD Raymond-Paul ASSEMAT Gilles BERTRAND Maurice BONZON Philippe BOURGES Gérard CHRYSOSTOME Michel COURBIER Jean DOLLET Lucien GANDREY Jean-Pierre GIROT Jean-Bernard GRILLOT Bernard LHENRY Christian MONTAGNON, Schneider Electric Industries SAS Jacques de MASIN Jean-Philippe PASSAQUI André PROST Roger STANCHINA Maurice THIERY

COMITÉ SCIENTIFIQUE DE L'ACADÉMIE FRANÇOIS BOURDON

M. Antoine de BADEREAU, Académie François Bourdon
M. Gilles BERTRAND, Président du CCSTI
M. Henri BONIAU, Directeur de la Galerie Européenne de la Forêt et du Bois
M^{me} Claudine CARTIER, Conservateur en Chef du Patrimoine, Direction des Musées de France
M. Gérard CHRYSOSTOME, Délégué du Pôle nucléaire de Bourgogne
M^{me} Anne DALMASSO, Maître de conférence en histoire à l'université de Grenoble
M. Jean-Claude DAUMAS, Professeur à l'Université de Franche-Comté, membre sénior de l'Institut Universitaire de France
M^{me} Anne-Françoise GARÇON, Professeur d'histoire des techniques à l'université de Paris I Pantheon Sorbonne
M. Ivan KHARABA, Directeur de l'Académie François Bourdon
M. François LABADENS, Ancien Secrétaire général d'Usinor
M. Paul LACOUR, Directeur de Wendel-Participations
M. Christian MONTAGNON, Directeur immobilier de Schneider Electric Industries SAS
M. Philippe MIOCHE, Professeur d'histoire à l'université d'Aix-en-Provence, chaire Jean Monnet de l'histoire de l'intégration européenne
M. Michel PRÉTET, Président de l'Académie François Bourdon
M. Philippe RAULIN, Ancien secrétaire général de Framatome
M. Olivier RAVEUX, Chargé de recherches au CNRS
M^{me} Dominique VARINOIS, IA - IPR, Déléguée Académique à l'Action Culturelle
M^{me} Isabelle VERNUS, Directrice des Archives Départementales de Saône-et-Loire
M. Serge WOLIKOW, Vice-Président et professeur d'histoire à l'université de Bourgogne
M. Denis WORONOFF, Professeur émérite d'histoire à la Sorbonne

DIRECTEUR

M. Ivan KHARABA



La première guerre mondiale 1914-1918 a exercé et exerce encore pour nous une certaine fascination.

Elle aura fait éclater les frontières et aura entraîné un bouleversement considérable

de l'économie, des sociétés, de la politique. Toutes les familles françaises mais aussi étrangères ont été concernées par ce conflit.

QUELQUES CHIFFRES, SIMPLEMENT POUR LA FRANCE :

sur une population de 40 000 000 de personnes : mobilisés, 8 350 000 personnes ; pertes militaires, 1 400 000 personnes ; pertes civiles, 300 000 personnes ; blessés, 4 200 000 personnes. Toutes les familles ont été touchées, quelques soient leurs statuts sociaux, du simple ouvrier agricole au dirigeant d'entreprise.

L'Académie François Bourdon est riche du fonds d'archives historiques de la Compagnie Schneider, fonds qui a été numérisé et mis en ligne en 2013, (100 000 documents, 650 plans et 800 photos).

Il est naturel que nous nous associons à la commémoration du centenaire de ces années de guerre.

Nos arrière-grands-parents, grands-parents, parents nous ont très rarement entretenu des années difficiles qu'ils ont pu vivre, tant pendant la première guerre mondiale que pendant la seconde. Cependant nombreuses sont les familles qui détiennent des documents souvent riches de contenu.

*Par Michel Prêtet,
Président de l'Académie François Bourdon.*

Associant archives publiques et archives familiales, nous avons sollicité nos membres rédacteurs pour qu'ils apportent leur contribution à cette mémoire du passé.

Les publications sur la première guerre explosent depuis un an, 126 pour le seul premier semestre 2013. Nous n'avons pas l'ambition de concurrencer ces auteurs. Ce que nous avons souhaité, c'est faire connaître ce qui s'est passé au niveau local du Creusot et dans son entreprise Schneider et Cie qui furent très fortement sollicités pendant ces années. C'est ainsi que sont présentés des textes uniques se référant à des documents inexploités, méconnus ou ignorés tels les lettres échangées entre la famille d'Eugène Schneider et ses trois fils engagés sur le front, sauvées et classées par Dominique Schneider, ou des documents numérisés de la Bibliothèque Nationale de France peu connus, synthétisés par Agnès d'Angio-Barros.

Au-delà de ce bulletin, sans évoquer les combats qui furent extrêmement violents et meurtriers sur le front, on ne peut pas ne pas se questionner sur les exploits qu'ont réalisés nos ancêtres pour satisfaire l'effort de guerre, comment nourrir les milliers de personnes mobilisées, comment reconvertir et faire tourner les usines en recrutant un important personnel, français ou étranger, dont beaucoup de femmes, comment dans une période de rationnement construire et équiper de nouveaux sites industriels.

Ce sont des thèmes de recherches qui seront poursuivis par nos rédacteurs bénévoles pour nous éclairer sur ces exploits en s'intéressant à la transition provoquée par ce conflit. Il y a un avant et un après la guerre.

Si le cœur vous en dit, vous pouvez vous associer à leur travail...

ACADÉMIE FRANÇOIS BOURDON



SOMMAIRE

1	ÉDITORIAL - <i>Michel Prêtet</i>	P. 1
2	GENÈSE DU CONFLIT DE 1914-1918 - <i>Raymond Assémat</i>	P. 3
3	LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE VUE PAR J. MAROT - <i>André Prost</i>	P. 6
4	RAVITAILLEMENT DES ARMÉES EN VIVRES - <i>Yves Meunier</i>	P. 16
5	LA RENTRÉE DES CLASSES LE 1 ^{ER} OCTOBRE 1914 - <i>Maurice Thiéry</i>	P. 24
6	LES ÉCOLES SCHNEIDER PENDANT LA GUERRE - <i>Fabrice Daviot</i>	P. 26
7	RÉQUISITION DES LOCAUX PAR L'ARMÉE - <i>Raymond Assémat</i>	P. 28
8	LE CREUSOT ET L'ARTILLERIE DE LA GUERRE DE 1914 - <i>Antoine de Badereau</i>	P. 31
9	PRISE EN MAINS DE L'USINE THYSSEN DE MONDEVILLE - <i>Jean Philippe Passaqui</i>	P. 35
10	LES DÉBUTS DE SCHNEIDER DANS LA GUERRE (juillet - décembre 1914) - <i>Antoine de Badereau</i>	P. 40
11	SCHNEIDER - LE CREUSOT VU PAR LA PRESSE DE L'ÉPOQUE - <i>Agnès d'Angio Barros</i>	P. 45
12	LA MONNAIE DE NÉCESSITÉ APRÈS 1914 - <i>Ivan Kharaba</i>	P. 50
13	LA GUERRE VUE DE LA PAIX « LES SCHNEIDER PENDANT LA GUERRE, CORRESPONDANCES » - <i>Dominique Schneider</i>	P. 51
14	LE MONUMENT AUX MORTS DU CREUSOT - <i>Roger Cabaton</i>	P. 60
15	LE LIVRE D'OR DES ÉTABLISSEMENT SCHNEIDER (1914 - 1918) - <i>Roger Cabaton</i>	P. 63
16	LES COMMÉMORATIONS DU 11 NOVEMBRE - <i>Maurice Thiéry</i>	P. 65
17	QUE SONT-ILS DEVENUS - <i>Maurice Thiéry</i>	P. 66
18	NÉCROLOGIE 2013 - <i>Georges Charnet</i>	P. 68
19	ACTIVITÉS 2013, CONFÉRENCES ET MANIFESTATIONS - <i>Raymond Assémat</i>	P. 69
20	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - <i>Michel Prêtet</i>	P. 74



GENÈSE DU CONFLIT DE 1914-1918

EN QUELQUES MOTS :

Par Raymond Assémat,

Membre de l'Académie François Bourdon.

Si on demande quelle est l'origine de la guerre, la seule réponse héritée de nos connaissances scolaires qui vient à l'esprit : « *l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand* ». C'est un peu court, tant la situation politique européenne avec l'enchevêtrement des alliances défensives était devenue complexe et les tensions nombreuses.

Replongeons-nous brièvement dans les livres d'histoire. Pour un approfondissement plus complet, on consultera les nombreux ouvrages qui sont publiés à l'occasion de ce centenaire.

1) LA SITUATION DE L'EUROPE EN 1914

À la veille de 1914, cinq pays dominent l'Europe :

- L'**Angleterre**, monarchie constitutionnelle, berceau de la révolution industrielle. Sa politique coloniale et son empire lui offrent de nouveaux débouchés.

- La **France**, troisième puissance européenne a été amputée de l'Alsace-Lorraine depuis la guerre de 1870. Elle souffre d'une faiblesse démographique mais développe une présence coloniale importante à travers le monde. L'entente cordiale avec l'Angleterre a été signée en 1904.

- La **Russie** est encore un vaste empire agricole dont seule la partie occidentale amorce une évolution industrielle. Elle tente de développer son emprise sur les pays d'Europe centrale. Des mouvements révolutionnaires se développent préparant la révolution bolchévique de 1917.

- L'**Allemagne**, gouvernée par la main de fer de l'empereur Guillaume II depuis 1888 a réalisé son unité après le succès prussien de 1870-71 contre la France. Elle est devenue la première puissance économique mondiale mais possède très peu de colonies. Elle s'appuie sur une armée très forte, une marine puissante et une diplomatie mondiale active.

- L'Empire **austro-hongrois** dirigé par l'archiduc François Joseph est une véritable mosaïque de peuples et de nationalités avec des tensions nationalistes très fortes. La moitié de la population est slave mais sans pouvoir.

2) LES RISQUES DE CONFLIT

La période 1871-1914 est riche en tensions complexes causées souvent par des questions internationales et d'influence impérialiste en Afrique et en Asie, avec des renversements d'alliances et le développement des nationalismes. Les guerres locales se multiplient alimentées par les antagonismes des grands pays européens et leur expansionnisme.

La tension monte tandis que chaque pays renforce son potentiel militaire et noue des alliances défensives avec ses alliés.

3) LES GUERRES DES BALKANS

Les Balkans sont caractérisés par une diversité ethnique générant des tensions et la présence de nombreux groupes nationalistes très actifs.

En 1903, le roi de Serbie Alexandre I^{er}, dernier roi de la dynastie des Obrenovitch est assassiné. Pierre I^{er}, hostile aux Habsbourg et à "l'homme malade de l'Europe" (l'Empire Ottoman) monte sur le trône. Il signe une alliance militaire avec la Russie. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, dans le but de s'opposer à la présence turque, la Serbie crée en 1912, la Ligue des Balkans, composée de la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie. Cette même année, la Ligue déclare la guerre à la Turquie, qui vient de perdre la Libye au profit de l'Italie : c'est la première guerre des Balkans, qui se solde par le traité de Londres (1913) et la victoire de la Ligue des Balkans.

En juin 1913, mécontente de n'avoir pas obtenu de véritables gains territoriaux, la Bulgarie déclare la guerre à la Serbie (elle est alliée à la Grèce, à la Turquie et à la Roumanie) : c'est la seconde guerre des Balkans. Par le traité de Bucarest (1913), la Serbie obtient des territoires en Macédoine. Le traité de Constantinople (1913) autorise la Turquie à reprendre les territoires qu'elle avait perdus au profit de la Bulgarie lors de la première guerre des Balkans. La Serbie, dont l'influence dans les Balkans a très fortement augmenté, représente la principale menace

envers la Bosnie-Herzégovine et donc envers l'Autriche-Hongrie.

4) DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE : L'ENGRENAGE

Le 28 juin 1914, lors d'un voyage à Sarajevo pour une célébration historique de la victoire de "Kosovo" entre les Turcs et les Serbes en 1389, l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie l'archiduc François-Ferdinand est assassiné par le nationaliste Gavrilo Princip. Ce territoire de Bosnie Herzégovine est en effet revendiqué par le gouvernement serbe.



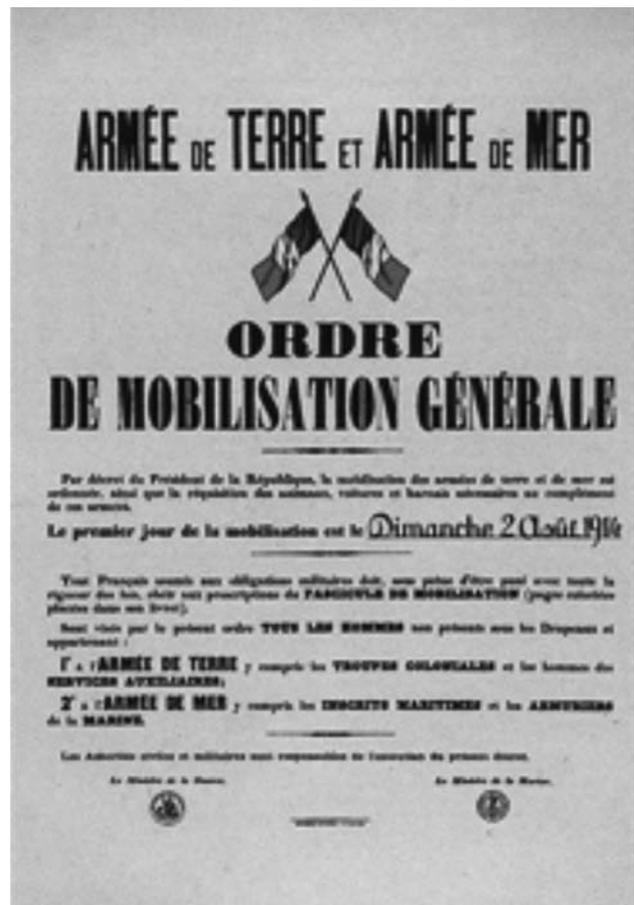
28 juin, l'Archiduc François-Ferdinand et son épouse sortant de l'hôtel de ville de Sarajevo quelques instants avant leurs assassinats

François Joseph y voit l'occasion de se débarrasser de son encombrant voisin par une petite guerre locale. Toutefois, l'Autriche-Hongrie s'assure du soutien de l'Allemagne (qui a des arrières pensées expansionnistes) et présente un ultimatum en 10 points à la Serbie qui en accepte neuf sous la pression de la Russie, (à l'exclusion de l'autorisation d'enquête sur son sol). Le 28 juillet l'archiduc déclare une mobilisation partielle contre la Serbie malgré les efforts de médiation développés par la Russie et la tentative d'une conférence internationale à Londres. Le 30 juillet la Russie alliée des Serbes, a commencé à mobiliser et déclare la guerre à l'Autriche, ce qui entraîne, le 1^{er} août, l'Allemagne, soutien de l'Autriche, à déclarer la guerre à la Russie. La France a signé des accords de défense avec la Russie et l'Angleterre depuis 1894 pour s'opposer aux ambitions allemandes. Le gouvernement français ordonne cependant un retrait de son armée à 10 km en deçà de la frontière pour tenter de sauvegarder des chances de paix. Cette décision coutera cher en vies humaines au mois d'août suivant.

Le 2 août, l'Allemagne adresse une demande d'autorisation de passage à la Belgique, neutre. Le 3 août, l'Allemagne envahit le Luxembourg et la Belgique dont l'indépendance est garantie par l'Angleterre et la France puis déclare la guerre à la France. Le lendemain, c'est au tour de la Grande-Bretagne de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Le 3 août le gouvernement français lance la mobilisation générale.

L'Italie qui a conclu un accord secret de neutralité avec la France en 1902, bien que faisant partie de la Triple Alliance reste neutre jusqu'au 2 novembre 1914.



Ordre de mobilisation générale

Le socialiste Jean Jaurès, farouche artisan de la paix, sera la première victime de la guerre : il a été assassiné le 31 juillet par Raoul Villain. Le pacifisme français meurt avec Jaurès et une union sacrée se crée autour du Président de la République fraîchement élu (1914-1920), Raymond Poincaré.

L'Europe bascule alors dans une guerre qui, de l'avis de tous, devrait être courte.

Elle oppose la Triple Alliance (Allemagne - Autriche - Italie) à la Triple Entente (Angleterre - France - Russie).

l'intervention de l'Angleterre, qui ne pouvait cependant pas tolérer une violation du traité garantissant la neutralité de la Belgique; traité contresigné, d'ailleurs, par toutes les puissances y compris la Prusse.

L'adoption par l'Allemagne de ce passage à travers la Belgique, devait permettre à ses troupes d'entrer en France, en évitant la ligne de forteresses établie sur notre frontière nord-est. Le département du Nord, en effet, était relativement moins défendu, comme étant couvert par un pays neutre.

Le tout était de savoir comment ce pays défendrait sa neutralité.

Or les Belges ont défendu leur d'une façon à laquelle les Allemands étaient évidemment loin de s'attendre. D'où, pour ceux-ci, un retard considérable de l'invasion du territoire français et, pour nous, le temps d'accomplir régulièrement la mobilisation de notre armée.



AVANT LA DÉCLARATION DE LA GUERRE

DIMANCHE 2 AOUT



C'est ce jour-là que les hostilités ont commencé. Car, avant toute déclaration de guerre, les Allemands envahirent notre territoire sur plusieurs points; violant notre frontière en même temps que la neutralité du Luxembourg, puisqu'ils n'hésitèrent pas à traverser ce pays pour atteindre le territoire français. C'est ainsi qu'une de leurs colonnes put entrer en France non loin de Longwy, cherchant à contourner cette place par le sud. Mais les canons de celle-ci l'eurent bientôt arrêtée, et il lui fallut rebrousser chemin après une randonnée de quelques kilomètres.

Presque en même temps, à l'autre extrémité du département de Meurthe-et-Moselle, en face de Cirey-sur-Vezouse, quelques pelotons de cavalerie franchissaient la frontière et venaient occuper Bertrambois, qui s'en trouve à près de 2 kilomètres. Mais ils en furent bientôt chassés. A Montreux-Vieux, en face de Montreux-le-Château, sur le territoire de Belfort, ce furent des cyclistes allemands qui attaquèrent notre poste frontière. Heureusement les douaniers, à coups de fusil, les contraignirent à se replier. Il n'y eut que quelques blessés de part et d'autre. Non loin de là, à Suarce, tout près de Petit-Croix, un escadron de cavalerie allemande pénétra brusquement dans le village au moment même où le maire opérait la réquisition des chevaux. Tous ceux-ci se trouvèrent ainsi capturés, en même temps que les hommes qui les conduisaient; ils furent emmenés de l'autre côté de la frontière.

Un autre escadron de cavalerie parvint même jusqu'à près de Delle. D'ailleurs, dès le matin, un certain nombre de cavaliers, commandés par deux officiers, avaient poussé jusqu'à Joncheray, à 10 kilomètres de la frontière, distance à laquelle, par un excès de correction, nous maintenions nos troupes de couverture. Toutefois le poste qui défendait Joncheray, et dont le chef, un caporal, fut tué, empêcha les Allemands d'aller plus loin: tuant un de leurs officiers et prenant quelques hommes, tandis que les autres s'enfuyaient.

Il en fut de même encore sur plusieurs points de la région des Vosges, où nos avant-postes eurent à repousser des cavaliers accompagnés parfois de fantassins. Ces diverses opérations pouvaient sembler ne pas avoir, matériellement, une très grande importance. Elles n'en avaient pas moins, sans doute, un but militaire très sérieux: celui de tâter notre couverture pour en apprécier la solidité, afin de savoir jusqu'à quel point l'attaque brusquée sur Nancy, par exemple, était possible.

Seulement, une telle façon d'agir avant la déclaration de guerre, dut paraître un défi jeté par les Allemands à l'opinion publique européenne. Et il en fut encore ainsi, même après la guerre déclarée, de leur passage à travers le Luxembourg, un pays neutre. Pourtant, loin de l'évacuer quand ils l'eurent traversé, les Allemands continuèrent à l'occuper.

PREMIER JOUR DE GUERRE

LUNDI 3 AOUT

Le Grand-Duché de Luxembourg est occupé par 60.000 Allemands.

Dès le "premier jour de la guerre", on pouvait évaluer à près de 60.000 hommes les troupes que les Allemands avaient accumulées dans le Luxembourg. Ils l'avaient fait, d'ailleurs, avec une telle rapidité, que les Luxembourgeois n'en pouvaient croire leurs yeux, quand, le dimanche matin, la ville leur apparut pleine d'uniformes allemands.

Ce n'était cependant que l'avant-garde, pour ainsi dire, de ce qui devait amener le jour suivant les chemins de fer, occupés militairement. D'ailleurs les généraux allemands faisaient connaître ouvertement leurs intentions à la population luxembourgeoise. Ainsi le commandant du 8^e corps d'armée prussien leur annonçait par une proclamation, que ce corps marchait en "première ligne" des troupes qui devaient occuper le Grand-Duché. Et bientôt après, en effet, le général commandant le 9^e corps vint "proclamer" à son tour qu'il unissait ses régiments à ceux de son collègue.

"Sa Majesté", expliquait-il, n'a ordonné l'entrée "des troupes dans le Luxembourg qu'en cédant à "la dernière nécessité et forcé par la violation "de la neutralité du Luxembourg de la part de la "France".

Quoi qu'il en soit, avec deux corps d'armée, c'est largement 60.000 hommes que les Allemands avaient mis dans le pays.



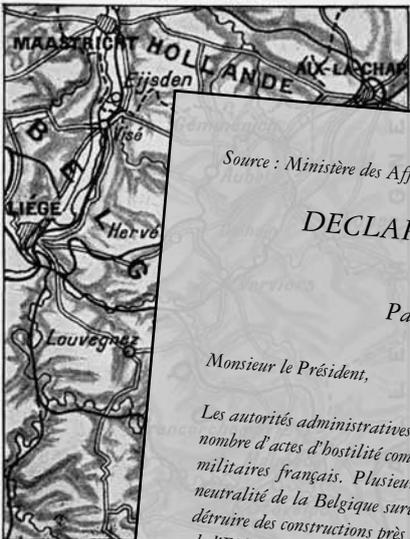
comme on l'a vu plus haut — l'Allemagne fit sa déclaration de guerre à la Belgique. Car celle-ci n'avait pas voulu comprendre la proclamation que le général von Emmich avait pris la peine de lui adresser en entrant sur son territoire: "C'est à mon grand regret, disait-il, que les troupes allemandes ont été forcées de franchir la frontière par une contrainte inévitable, la neutralité de la Belgique ayant été déjà violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont passé en automobile".

Suivaient des protestations d'amitié, des promesses et des assurances de toute espèce que les Belges s'obstinèrent à ne pas croire sincères. Si bien que Liège refusa d'obtempérer à la sommation de se rendre; ce qui obligea les Allemands à entreprendre contre ses forts une lutte qui devait être aussi longue qu'acharnée.

L'attaque commença le 5 août, d'une part sur les forts de Fléron, de Barchon, d'Evegnée, situés à l'est et au nord-est de la ville, de l'autre sur ceux de Boncelles de Chaudfontaine et d'Embourg, qui se trouvent du nord-ouest.

DEUXIÈME JOUR DE GUERRE

MARDI 4 AOUT



L'armée

Ce fut sans doute l'armée de l'Allemagne qui fut la première à franchir la frontière, à une quinzaine de kilomètres au sud de Liège, puis à se manifester sur le territoire luxembourgeois. Les Allemands montés à cheval sur leurs chevaux armés de sabres et de pistolets, et passant par le pont de Delle, ils se dirigèrent vers la ville de Liège, et se dirigèrent vers la ville de Liège, et se dirigèrent vers la ville de Liège.

Un combat s'engagea, et les Allemands furent obligés de se retirer. Ils furent obligés de se retirer, et ils furent obligés de se retirer.

TROISIÈME JOUR DE GUERRE

MERCREDI

Liège, sommée de se rendre, résiste.

Ce fut sans doute pour pouvoir adresser officiellement cette sommation à Liège, que le 5 août —

Source : Ministère des Affaires Étrangères.

DECLARATION DE GUERRE

1914-1918

Paris, le 3 août 1914

Monsieur le Président,

Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique survolant le territoire de ce pays. L'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg.

Je suis chargé et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'Empire Allemand se considère en état de guerre avec la France du fait de cette dernière puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans des ports allemands mais qu'elles les relâcheront si dans les quarante-huit heures la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports et de prendre les mesures qu'elle jugerait utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'Ambassade ainsi qu'avec le personnel de la Légation de Bavière et du Consulat Général d'Allemagne à Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signé : Schoen
Ambassadeur d'Allemagne à Paris

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE VUE PAR JEAN MAROT

Inspecteur des Écoles primaires / Sergent de réserve, mobilisé au 256^e R.I.

*Transcrit par André Prost, membre fondateur de l'Académie François Bourdon,
Colonel de Réserve Honoraire du Service d'Etat-Major.*

La fin d'une guerre c'est avant tout la fin des combats, non point celle des souffrances. L'armistice ne console pas les familles qui ont perdu l'un des leurs.

Jean MAROT, né en 1885, est en 1914 Inspecteur des Ecoles Primaires à Montceau-les-Mines. Sergent de réserve depuis son service militaire, il est mobilisé au 256^e RI (régiment de réserve dérivé du 56^e RI de Chalon-sur-Saône).

Par un des nombreux trains militaires, il quitte Montceau-les-Mines le 4 avril 1914. Le régiment gagne son secteur dans la Meurthe-et-Moselle où il est aussitôt engagé. En septembre il partira pour la Meuse à Bois-d'Ailly. D'intenses combats y font rage. Le 30 août 1914, Jean MAROT a été nommé Adjudant et chef de section.

Blessé à la tête le 15 octobre 1914, il est évacué à l'hôpital de Vendôme. Convalescent, le 24 novembre il est envoyé à Chalon-sur-Saône puis à Mâcon, étant muté au 334^e RI (régiment dérivé du 134^e RI de Mâcon).

Nommé Sous-Lieutenant, il rejoint son nouveau régiment à l'HARTMANNSWIL-LERKOPF (Vieil Armant) piton des hautes Vosges de 956 m d'altitude, situé au nord de Cernay. Sur ce sommet qui verrouille la sortie sud de la plaine d'Alsace des combats incessants se déroulent. Leur paroxysme sera atteint les 15 et 16 octobre 1915 lors d'une grande attaque allemande. Ce sera l'une des toutes premières où l'on utilisera une arme nouvelle : le lance-flammes. Jean MAROT terminera la guerre Lieutenant, puis sa carrière civile Directeur de l'Ecole Normale de Laval en Mayenne.

Curieusement, il arrête son récit ce 15 octobre 1915 sans donner de détails sur les combats de ce jour. Peut-être que pour lui tout ce qu'il voulait dire l'avait été et qu'une suite ne serait que redites.

Pourtant dans le récit de Pierre MARTEAUX, Capitaine de réserve du Service d'Etat Major, récit intitulé « Diables Rouges, Diables Bleus à l'Hartmannswillerkopf », où le dernier chapitre s'appelle « Autres Braves », les journées des 15 et 16 octobre 1915 sont entièrement détaillées. L'intérêt du récit de Jean MAROT est celui de la sincérité. Les hommes n'y sont pas jugés, mais leurs travers comme

le meilleur d'eux-mêmes transparaissent à chaque paragraphe. L'humour n'est pas absent, hors des descriptions pathétiques.

Nous allons découvrir des passages particulièrement remarquables extraits des 125 pages de récit. J'y ai conservé intégralement les valeurs de distances, de nombres, etc. telles qu'elles sont données, tantôt en lettres, tantôt en chiffres.



Première Rencontre avec... Souvenir de la mobilisation et des premiers mois de guerre. Par Jean MAROT - Édité en 1919

LA MOBILISATION

Montceau-les-Mines, du 1^{er} au 4 août 1914.

Depuis midi, devant la mairie et la poste stagne une foule silencieuse, qui n'a rien à dire, puisque tout le monde pense la même chose : l'in vraisemblance de l'inévitable.

À cinq heures un agent placarde, au haut du perron, l'affiche blanche. On se rue pour la lire, comme si on ne savait pas... Un peu sèche, au gré des cœurs battants, cette annonce du « premier jour de la mobilisation », euphémisme administratif pour ménager les nerfs de la nation : la mobilisation ce n'est pas forcément la guerre. On le dit, on fait semblant de le croire, parce que les femmes, déjà, pleurent.

Des clairons, sortis de je ne sais où, sonne la « générale » à tous les coins de rues. Nouveaux pleurs

des femmes, que déchire cette mélodie lugubre. Dès le soir, des hommes partent. Des trains passent tous les quarts d'heure, bondés de soldats, de chevaux ou de réservistes. Le 4 au matin, c'est mon tour. La place de la gare, pleine, déborde sur les quais, lentement, sans bruit, sans bousculades, chacun prend le train qu'il veut, choisit le wagon qui lui plaît.

Chalon-sur-Saône, 4 août.

Le voyage est long ; nous ne sommes à Chalon qu'à midi (60 km). La fatale grille franchie, tout de suite nous nous dépouillons, avec notre personnalité, de nos vêtements civils, ficelés en baluchons étiquetés pour quand nous reviendrons. Combien en restera-t-il pour compte ? Hélas ! Nous voilà tout raides dans du drap neuf, et tout drôles sous des képis rigides.

Les nouvelles circulent. Des patrouilles allemandes violent la frontière. La Belgique est envahie. L'escadre anglaise débarque une armée au Havre. L'Italie ne marche pas ... C'est étrange : ces mots énormes ne sont ni plus gros ni plus sonores que les autres. Cela bouleverse le monde, ne fait pas plus de bruit que, naguère, la chute d'un ministère.

LE DÉPART

Chalon-sur-Saône, 11 août 1914.

Depuis le 4, préparatifs compliqués et lents. On y va par petits morceaux : rassemblement de 2 heures pour « toucher » une ficelle à fusil ou la trousse à coudre. Tantôt, on porte les choses comme des reliques ; tantôt on les balance du troisième étage, aux pieds des dames bénévoles qui cousent pour nous dans la cour. L'absence de toute méthode nous avertit que désormais nous sommes propriété de l'état.

Inspections par les caporaux, sergents, adjudants, lieutenants, capitaines, commandants ; il y a toujours une martingale mal boutonnée, une baïonnette hors du pan de capote. Maintenant on peut y aller ; il ne manquera pas le bouton de guêtre de 1870.

Savants mouvements, calculs profonds pour amener juste assez d'hommes devant chaque compartiment. On y empile sacs, fusils, équipements, puis les hommes. Impossible d'y rester : il fait trop chaud.

Distribution de vivres adaptés à cette chaleur : sardines à l'huile et gryère. Mon compartiment s'est muni déjà de chocolat, de charcuterie et d'un melon. Cependant nous aurons faim vers le soir. Tout en suant dans les wagons surchauffés, on argumente sur la destination possible. La seule possible est Gray. On

se demande où est le 56^e RI, et des renseignements qui se croisent, il ressort que personne n'en sait rien.

LE TRAIN

Chalon-sur-Saône, le 11 août 1914.

Le train part. Ce train qui nous emmène à la gloire et à la mort – aussi bêtement qu'un train quelconque. À peine quelques douzaines de curieux, et muets. Au pied des montagnes de caisses d'essence de la station-magasin, une guirlande de territoriaux présente les armes (cela fait plaisir quand même). Nous allons à la vitesse des trains de marchandises, avec d'interminables arrêts, toujours hors des gares.

Bientôt, le wagon infecte. Les cabinets envahis, mal respectés, mal fermés, répandent dans le couloir, avec des flaques, une immonde odeur de vinasse et de dégueulis. Des poivrots sifflent, chantent, braillent, se disputent. Là dessus un soleil d'équateur, qui fait craquer les joints des boiseries, ramollir et craquer les peintures. On enlève cravates, capotes, même les chemises ; il se mêle alors, à la puanteur première, des relents de corps crasseux et suants, et l'obsédante odeur de naphthaline, qui nous poursuit depuis dix jours, s'exaspère dans cette chambre de chauffe, prend à la gorge et suffoque.

LA FEMME

Corbenay (Haute-Saône), 12-14 août 1914.

Ma section cantonne en face du lavoir aux belles dalles de grès rouge, où toute la journée, on savonne des chemises et des torsos.

Chaleur affreuse. Tout le monde écrasé, « en écrase » dans tous les coins, tournant, à la recherche de l'ombre, à mesure de la rotation du soleil. Les orties froissées sentent fort, les pierres moisies du puits aussi, et plus encore les « traces » laissées au pied des clôtures et des murs par des goinfres que la revanche des prunes à empêché d'aller jusqu'aux feuillées. Nous ronflons dans ces puanteurs ... plus ça change ! ...

On se croirait aux grandes manœuvres ; on ne parle plus de la guerre (déjà). Bien des gens ont l'esprit trop pauvre, l'imagination trop froide pour concevoir d'autres grandes choses que manger et rôder la gueuse. Béraud, l'aide débardeur au port de Montceau, est sale pour la vie, tatoué de charbon dans tous les plis de sa peau pileuse. Il est lent, massif et laborieux. Avec le gras accent du charollais, il profère sentencieusement d'horribles obscénités, au milieu du cercle des gros malins de la section, qui viennent bavarder autour des marmites et rigolent de ses saloperies, rigolent à grands hoquets, ventres secoués, à en craquer.

C'est la bourgeoise qu'il lui faut à lui Béraud, ou au copain Brenin, à Robert Macaire ou à Bertrand ; c'est un tout à ces inséparables. Le patron est mobilisé de la veille. La patronne, bonnetière foraine, est une forte bougresse, bien en peau, « tétonneuse », viandée, pas bégueule, forte en gueule : Madame Angot, moins la beauté. Elle échange avec eux des rigolades de corps de garde. Dans le cercle rassemblé, à l'antique, autour des feux, elle tient sa place parmi les mal embouchés, et la palme de la verve pornographique ne revient pas toujours à la galéjade pimentée de Brenin, ni à la grasse truculence de Béraud. L'accent vosgien de la patronne donne aux gauloiseries un imbattable ragoût scatologique. Elle défend à grandes claques son corsage archiplein et sa croupe de poulinière. Les gars hésitent : elle est de taille à en rosser deux où trois, et des plus gros. Quand elle a poussé le verrou de sa chambre, le soir, elle ne leur laisse en partage que la lumière aux fentes des persiennes. Elle écoute par contre, toutes les déclarations, ne s'effare pas des précisions les plus éhontées. Visiblement, cette femme forte jouit d'être au centre de soixante désirs qu'exaspèrent la liberté, le désœuvrement et le soleil chauffant les reins. Quinze jours d'émotion de guerre ont peut-être, dans son imagination renseignée, ouvert des perspectives nouvelles et rajeuni en elle le vieil esprit d'aventure...

LES ÉTAPES

De Fougerolles à Remiremont, 15 août 1914.

Le réveil à 3 heures du matin a jeté le régiment à vau de route, en plein gâchis. Il manque des hommes, enfouis dans le foin des granges, et que n'ont pu éveiller les « debout, là dedans » des caporaux, les jurons, disputes, fracas de marmites et d'outils, tous les vacarmes, enfin d'une première alerte de nuit. Il manque des choses, quelques uns des objets sans nombre qu'on a entassés, à la caserne, dans les voitures, les sacs, les musettes, les poches et les cartouchières. Désordre de novices : bientôt on saura qu'il vaut mieux être présent au rassemblement que de courir à la quête de son régiment, sur les routes toutes nues qui ne disent rien, les sournoises ! ... On saura vite aussi les choses qu'il faut jeter et celles qui sont plus précieuses que la prunelle des yeux – ces yeux inutiles, à cette heure, dans la grisaille et la poussière et de l'aube indécise.

La colonne rampe, en moutonnant, sous des bois très sombres, longtemps. Il fait froid, d'abord, sous la capote sans veste. La rosée des hautes herbes fouaille jusqu'au ventre. L'air enclos sous l'épaisse ramée est dense, chaud, immobile. On sue bientôt ;

on est mal. Le chemin descend en zigzag, raviné, caillouteux, dur aux semelles, hostile aux chevilles, cassant les genoux. Puis, très loin, quelques clartés, cloutant les feuillages annoncent la lisière. Un dernier détour, et brusquement un porche de lumière s'ouvre sur l'aurore divine : ors, rouges, roses, verts, jaunes, violets. Mauves, pâleur d'ivoire et claquants vermillons, gazes de vapeurs irréelles, blocs de nuées, lames étirées, tout se mêle et s'oppose, se nuance, s'irise, bouge, s'irradie autour d'un point vif, entre deux croupes noires. Où va surgir le soleil ? C'est si beau que les plus grossiers même, le sentent et cessent de grogner. Un murmure admirant s'enfle et bruit le long de la colonne, qu'il réveille. Les pieds s'allègent, les jambes s'assouplissent, les fronts se relèvent. Tout en tête, un chanteur commence... des voix cueillent le refrain, grossissent, par compagnies entières, le chœur des réveillés. De ces êtres appauvris de nuit et de fatigue, la beauté féconde a refait des hommes.

La route est devenue large, unie, accueillante, aux pieds blessés. C'est tout le régiment qui maintenant chante et siffle. Ce n'est pas risible, et si nous savions, nous, où il faudra les mener, nos pieds déchirés, déjà, par la première étape, je crois que le courage s'en irait de nous. Durant des jours, nous ne serons plus que des jambes mécaniques, portant des corps qui ne savent pas pourquoi, ramant à l'aveugle sur les monotones canaux de poussière ou de boue des routes qui n'en finissent pas. Pauvres biffins, mes frères de grand'route, cassés par le sac, sciés par les courroies, coltinant votre chargement d'animaux dociles, et dans votre cerveau lourd, l'autre fardeau des pensées éreintées ! ... Vous marchiez quand même, pleins de fatigue à en crever, mais sans plainte, ressassant seulement, dans votre esprit vidé, le seul désir, celui qui criait par vos voix engravées de poussière, aux mauvaises fins d'heure : « La pause, bon Dieu ! » ...

LA FRONTIÈRE

De Gérardmer à la Schlucht, 17 août 1914.

Pluie, encore et toujours, « l'étape sera courte », nous dit-on : 15 kilomètres. Ce qu'on ne dit pas, c'est que le régiment doit se hisser au haut des Vosges, jusqu'au 1 139 mètres du col de la Schlucht. On part, longeant la voie du tramway de Gérardmer à Retournemer, où nous dépasse parfois un train haletant, bondé d'infirmières et de brancardiers. D'autres descendent, chargés de blessés bandés de linges où le sang suinte. Cela rend le courage plus mince et la côte plus abrupte. Eclopés et trainards à tas dans les fossés ; des masses de sacs branlent sur les

voitures surchargées, qui grincent. Le paysage a pitié de nous, lui. Des sapins gigantesques soutiennent la pente, que scie le ruban dur de la route. Les troncs roux élèvent, droit, extrêmement droit, et très haut sans une branche, leurs colonnes triomphales. Puis la masse somptueuse des verdure lourdes de pluie où s'accrochent des nuées effilochées. Chargée de cette forêt de colosses, la montagne dévale jusqu'aux fonds où vaguement luisent les lacs de Longemer et Retournermer.

LA FAIM

19 août 1914.

Marche extrêmement dure. Nous arrivons de nuit ; ma section est isolée. Un homme envoyé à la recherche de la compagnie ne trouve rien : la nuit dans un village inconnu... Pas de distributions.

20 août 1914.

Le fourrier m'explique que les voitures sont restées en arrière ; alors... Alors, on part le ventre creux, sans même le « jus » qui ferait illusion. Le pain est dans les voitures ; on le touchera à la grand'halte, à défaut d'autres vivres. À la grand'halte, les voitures sont arrivées, mais elles sont vides ! Et ce col à escalader, jusqu'à Saales, en Alsace. La route monte, les hommes se baissent, cassés en deux au niveau de l'estomac ; le soleil nous plaque à nos ombres. Trop à plat pour grogner : on a trop à faire de ne pas crever de faim et de soif. Pas de distributions. Le soir, je mendie, dans une auberge d'Alsace un morceau de pain ; on me donne une belle tranche de pain de seigle, bis mais frais, en regardant de côté ce « libérateur de l'Alsace » qui n'a pas de pain.

21 août 1914.

Pas de distributions (refrain). Il faudrait aller à 5 ou 6 kilomètres, sur la route de Molsheim. Nous arrachons des pommes de terre dans un champ voisin de nos tranchées ; on fait bouillir ces patates minuscules et verdâtres, sans sel ni rien ; les cuisiniers nous apportent cela tout chaud, à pleines marmites. On en mange sans arrêt, en grande série, pour la faim présente, la passée et la future. Le gasthaus du village vend du vin et même un schnaps assez réjouissant, qui fait descendre les pommes de terre.

22 août 1914.

Pas de distributions. Les cuistots se débrouillent : ils ont trouvé des boîtes de singe boche, nous promettent un rata aux oignons, et des frites. Ce

festin est pour 19 heures. Ouais ! À 18 heures, ordre de partir immédiatement... On bouscule les plats de campement où déjà chantait la friture... et on se sauve (On se sauvera comme cela, cette nuit, jusqu'à Frapelle, et pendant quatre jours jusqu'à Saint-Dié !). Couchés à 3 heures du matin, levés à 4 heures et demie pour ne rien faire jusqu'à 8 heures. Soleil qui réchauffe, et ne nourrit pas. Des artilleurs charitables nous jettent quelques boules de pain du haut de leurs caissons. Un cuistot a réussi à faire du café (avec quoi ? ... c'est un sauveur). Enfin à la grand'halte, distributions... de tabac !

24 août 1914.

Pas de distributions avant la nuit. C'est du pain seulement : celui du 20, resté dans les voitures sans qu'on sache pourquoi ; il est daté (quel luxe !) du 12. Il a tout l'aspect du roquefort ; il faut le sculpter de la pointe du couteau pour en extraire ce qui n'est pas tout à fait moisi.

25 août 1914.

Pas de distributions, sauf d'eau-de-vie, ignoblement lessivée et réduite par des intermédiaires : un litre pour 30 hommes ! Le soir pas de distributions. On réclame au capitaine, qui sans quitter sa pipe, renvoie au sergent-major ; celui-ci aux fourriers... qui n'ont rien à donner.

Si : ils annoncent qu'on va toucher... le prêt du 20. Avec dix sous, en ce désert, où il n'y a rien à acheter que de l'herbe et des cailloux, on est sauvés ! Les hommes la trouvent mauvaise, ils grognent fort, et les fourriers s'enfuient sous l'engueulade universelle.

27 août 1914.

On rassemble pour les distributions, à cinq heures du matin : il s'agit de distribuer... des cartouches. Le soir, cantonnement à 500 mètres derrière les batteries en action ; le boche n'est pas loin ! Pas de distributions. On se couche sans manger, et le lendemain... 28 août, les cuisines recevront des obus, les convois seront en dérouté et les hommes ne mangeront pas de la journée. Tout arrive pourtant, même les voitures de cette détestable compagnie. À 11 heures du soir, nous avons fini par déguster un vrai dîner : bouillon, bifteck, frites, et un quart de vin. Tout le cantonnement a rigolé la nuit durant. Une botte de paille fraîche, après une gamelle de bouillon sans légumes et une tranche de bœuf filandreux, c'est un des visages du bonheur.

LE CHANT DE BATAILLE

20 août 1914.

À force de marcher, finirons-nous par arriver où l'on se bat ? C'est si bêtement exténuant, qu'il faut souhaiter quelques émotions, même les pires, pour varier. Un village, à gauche, et sa plaque d'identité bilingue, où les rudes mots allemands (Bezirk, Kreis) n'arrivent pas à offusquer les noms français (Champenay, Plaine). Des gens nous répondent en français ; les enseignes portent des noms français, avec de vieux prénoms évangéliques. Et voici que le romantisme patriotique fait briller les yeux ; ils sont déjà moins laids, mes hommes relevés par le souvenir et l'espoir.

Dans les fossés, des chevaux, pattes en l'air, ventres ballonnés, pourrissent. À l'angle d'un chemin où nous tournons, un mulet répand ses boyaux ; il dresse la tête, qui retombe avec un bruit mat. Nous sommes repassés là trois jours après : le mulet vivait encore, soulevant obstinément sa tête écorchée. Une balle dans l'oreille a libéré cette pauvre âme entêtée... Bourg-Bruche. Voici les premiers blessés : des alpins, touchés aux jambes, clopinent sur un bâton ; d'autres un bras en écharpe, ou la tête bandée, leurs yeux brillent bizarrement : fièvre, souffrance, horreur de ce qu'ils ont vu... Puis des brancards, sur des roues grêles, portent de plus abîmés. Un artilleur râle, la face couverte d'un mouchoir raide de sang. Sous lui, du sang goutte. Du sang rouge sur les pansements ; du sang brun sur les toiles de brancard, du sang noir dans la poussière...

Ma section s'installe pour la nuit dans un boqueteau, sur un mamelon. On s'est battu là il y a huit jours. Epars sous les arbres, des vestes françaises, des manteaux noirs allemands, des bidons, des sacs, des crosses brisées. Les tranchées comblées de morts, la pluie (peut-être des bêtes) les ont fouillées. Une pestilence filtre par les fissures du sol émietté, avec des



Tranchées et abris français

bouts d'étoffes. Dans un trou d'obus, des choses informes : entrailles pourries, et un bras coupé, noir. Une alliance brille au doigt momifié (une veuve). Un village flambe, loin, vu à travers le clocher de Rothau qu'un obus a percé à jour. Horreur ! ... Mais lumière splendide sur les fumées dorées de couchant. Le soleil

tombe derrière le Donon bleu festonné de sapins. Très haut dans le ciel pâle, une étoile - quand même...

LES ESPIONS

Champenay (Alsace), 21 août 1914.

Nous ne sommes en Alsace que depuis vingt-quatre heures, et déjà règne la maladie qui fit tant de ravages cette année-là : l'« espionnite ». Le plus atteint, dans la compagnie, c'est ce pauvre Baret, sous-lieutenant de réserve, il flaire les espions à longue distance : il y en a ; il faut les trouver. Il les trouvera ! Il les trouve. Il a tant fait qu'une patrouille du poste de police en a trouvé deux. Qu'ont-ils fait ? Le caporal de la patrouille m'explique que, voulant visiter la maison d'un forestier, il a trouvé deux hommes, dont un d'âge militaire. Ils n'ont pas ouvert tout de suite la porte, qu'il a fallu secouer à coups de crosses. Alors, il les amène au poste ; mais Baret a voulu les interroger personnellement. Baret reste avec sa courte honte et une musette de documents trouvés chez le forestier. Il lui faut de l'aide ; l'adjudant sait un peu d'allemand. Les voilà tous deux plongés dans les paperasses... et les perplexités ! Je me garde bien de révéler que je sais l'allemand. Cela peut devenir drôle.

Je reçois l'ordre d'aller fouiller la maison du forestier, à fond. Emmenez une escouade en armes ! ordonne le lieutenant. Je me contente d'un caporal. Naturellement, nous n'avons rien trouvé dans la maison du forestier : un livret militaire d'exempté, un diplôme de « forster », des lettres banales, des feuilles de contributions. J'ai rejeté tout cela en haussant les épaules, et nous sommes revenus pour « rendre compte », les mains vides. Baret nous attendait. « Ah vous n'avez rien trouvé ! ... Eh bien, j'ai trouvé, moi, quelque chose d'important. Oui, quelque chose de suspect, de très suspect, n'est-ce pas adjudant ? ... L'adjudant n'a pas pu tout traduire, et c'est peut-être en langage conventionnel, d'ailleurs ; mais les parties déchiffrées ne laissent pas de doute : il est question de marches, de cuivre, la lettre est datée du 5 août, lendemain de la déclaration de guerre... tout cela est suspect... Il me met sous le nez sa trouvaille ; je regarde de l'air du « monsieur-qui-ne-sait-pas-l'allemand ». Le traducteur a raison : il est question là dedans de marches, de cuivre, et la lettre est datée du 5 août ; le destinataire est un allemand de Dresde... C'est même un éditeur de musique, à qui l'on commande des partitions de marches pour instruments de cuivre...

///

LA MORT

Remémont, 26 août 1914.

Jusqu'à cinq heures ! Cela ressemble à la consigne du cimetière d'Eylau : « Tâcher de n'être mort qu'à six heures du soir ». Ici, il paraît qu'on ne meurt pas, à moins que cela ne change. L'ennui pèse ; c'est gênant, de ne pas savoir : nous sommes isolés sans liaisons. Des mitrailleurs, avec leurs mulets passent et se font repérer. Immédiatement des 105 sur eux. Ils fuient. L'un porte un sac par les courroies ; il l'a lâché pour se sauver. Bernigaud va examiner ce sac, rapporte une boîte de singe percée d'une balle ; puis le gros sergent Carré va chercher le sac, et revient vert, les yeux exorbités ; c'est le sac de Sersot ! ... Il est criblé de balles de schrapnell, les bretelles sont déchiquetées, la gamelle défoncée ; pas de trace de sang. Nous essayons de raisonner, de croire qu'il avait quitté son sac, ou que, blessé, il a coupé les courroies lui-même... mais cela ne persuade personne ; personne non plus n'ose dire le vrai mot que chacun pense. Le premier tué... On ne se le figure pas bien, faute d'avoir vu ce qui peut rester d'un homme coiffé par un obus (nous le saurons, plus tard, trop bien, et nous la gardons tous, au fond des yeux, l'hallucinante vision des camarades hachés tout vifs).

Sur le chemin, à 200 mètres, un homme. À 100 mètres, c'est François ! Il porte deux marmites de campement ; il a du aller ramasser cela aux cuisines, en lisière du bois. Je l'ai mal jugé : il est courageux. Une rafale d'explosifs s'écrase à notre hauteur : éclats, cailloux, poussière, fumée, cris. Quelques blessés qu'on panse sommairement, et qui filent par un sentier, derrière, vers Saulcy. Cela crée une agitation et un peu d'émotion. Et François ? François n'est pas là. À la place où il était tout à l'heure, il y a un trou d'obus, et une masse bleue informe... Le deuxième mort ! ...

Pauvre Cersot ! Pauvre François ! et pauvres de nous, que le même sort guette. Mes galons me pèsent aux bras : pourquoi ai-je envoyé cet homme là ? Est-ce moi qui ai marqué son heure, ou ne suis-je qu'un infime grain de sable dans le sablier de son temps ?

Combien d'autres faudra-t-il désigner encore, et envoyer se faire tuer ? Jusqu'à ce qu'on m'envoie, moi aussi, vers les destins inconnaisables ? ... Les grands chefs, qui jettent des armées, d'un coup, sous les obus, comment dorment-ils après ? ... Je ne sais ; mais moi, j'ai fait tuer cet homme ; j'ai joué mon rôle de chef, mon rôle d'acteur obscur dans ce mélodrame sinistre que les races, les peuples et les rois recommencent depuis que le monde est monde...

LES CONTRE-ORDRES

Taintrux, 27 août 1914

La batterie de 75 que je soutiens commande la route de Saint-Dié, d'où arrivent quantités d'alpins blessés. Des chasseurs à cheval se replient au trot : les boches sont dans la ville. Rien donc entre eux et nous : quelques kilomètres vides de toute défense. Mes canons s'en vont ; ordre de suivre et de rester en soutien. Heureusement, ils ne reculent que de 500 mètres. Impossible de traverser le village où s'embouillent les convois désorientés ; à l'entrée, des dragons ne laissent entrer que les blessés. On tourne donc par les jardins détrem pés, par une bouillasse ! ...

Les pièces ne m'on pas attendu... Un officier de l'état-major de la brigade me les situe à 2 kilomètres, à la lisière du bois, au pied de la côte. Mes 4 pièces sont en batterie sur la pente, dans les sapins, à droite de la route. La côte est un rude mont, vue du pied. Ceux qui passent par la route n'ont pas l'air de s'en apercevoir ! Ils filent vent arrière. Il passe de tout. Je compte trois batteries de 75 ; la valeur de 8 bataillons. Puis mêlés de l'artillerie de montagne ; des alpins, des ambulances et des blessés, des voitures à viande, et tout ce qu'on voit fuir depuis l'Alsace, sans qu'il y ait de raison pour que cela cesse. Occupé à dénombrer ce qui se sauve, je n'ai pas pensé à me demander pourquoi cela se sauve. Vraiment, je ne sais pas : j'ai trop sommeil, j'étends ma pèlerine sur un buisson de ronces ; je me glisse dessous, et je dors. Un coup de klaxon me réveille. Une auto stoppe à 30 mètres. En sort un commandant à brassard rouge-blanc : état-major d'armée. Il court à un groupe de cavaliers, crie : « qu'est-ce que vous foutez ! » ... Et à qui ? ! Je me frotte les yeux : c'est au général de division, arrêté à regarder la plaine où il ne se passe rien. Réponse : ... Je n'entends rien mais les gestes se voient : et les fuyards même lèvent le nez pour ne pas en perdre... Des officiers à brassards, des dragons, des chasseurs, des cyclistes, fuient plus vite que la fuite, pour ? ... pour faire faire demi-tour à tout ce qui s'en va, et que voici revenir maintenant. Le général part au galop vers Taintrux sur la route vide.

Va-t-il arrêter le boche avec son porte-fanion et quatre chasseurs ? Il est trois heures après midi. Nous voyons redescendre, le 229^e, le 334^e, le 299^e, le 256^e, les artilleurs, les alpins, les pièces de 65. La route se repeuple, et se met à couler en sens courageux. Des cavaliers surgis je ne sais d'où se déploient au galop et s'égaillent en éclaireurs. Derrière, la colonne déboîte, se désarticule en lignes de sections, plaquées derrière la croupe à droite du village. Cela se disloque en colonnes d'escouades, grêles, qui se déploient en

tirailleurs. Un « kriegspiel » de soldats mécaniques. Il est six heures du soir : on fuyait depuis huit heures du matin.

Pas un coup de fusil, pas un obus. Le boche n'est pas là, on a rien vu. On a reculé sans savoir pourquoi ; à moins que le divisionnaire ait voulu se donner le mérite d'une savante retraite, et la gloire



Abri français

d'avoir « repris en mains » ses troupes, et l'offensive. Pile ou face ! Il aura son communiqué... ou Limoges. Ce fut Limoges !

C'est à Limoges qu'étaient envoyés les militaires, de haut rang, défaillants. D'où l'expression : « être limogé ».

LA BATAILLE

Saint-Léonard, 29 août 1914.

Le bataillon est chargé d'une « mission spéciale », avec un escadron de chasseurs, une batterie de 75 et, dit-on, un bataillon alpin sur la droite. Nous traversons Arnould, le pont sur la Meurthe, près de la papeterie du Souche, au pas gymnastique ; puis arrêt en position d'attente, à l'abri d'une croupe boisée. De l'autre côté, fusillade. Nos 75 tirent ; les boches bombardent Saint-Léonard. Nous doutons d'être en troisième ligne, comme on nous l'affirme depuis trois semaines. Tout à coup, notre artillerie arrose les maisons et les lignes d'arbres, en débusque un tas de boches qui remontent vers la crête. Il y en a une compagnie, en groupes épars. Nous faisons là-dedans un feu à volonté, à 800 mètres ; les manteaux noirs roulés sur les sacs font des cibles parfaites. Il en tombe ! Les hommes tirent avec entrain, tout à coup ragaillardis de voir fuir l'ennemi. Le chemin se couvre de taches grises, et bien peu de Bavarois atteignent les bois de sapins. Homme par homme, nous franchissons au trot les cinquante mètres entre une briqueterie et la première maison du groupe. Les boches nous tirent comme à la foire : à notre tour d'être de belles cibles bleues et rouges. Le premier passe, puis le deuxième. Le troisième, c'est moi. Mon caporal de tête, Saudin, va passer aussi ; à quelques pas, il trébuche et tombe à mes pieds. Il ne bouge plus. Cela refroidit les autres, qu'il faut appeler par leur nom et à grand gestes pour les décider. Ils passent ; mais ce passage coûtera cher aux autres sections, quand une mitrailleuse s'en mêlera. J'ai compris pourquoi le règlement interdit les mouvements sous le feu.

Nouveau bond entre les maisons, heureusement plus serrées. À droite le chemin est encaissé ; grimant sur le talus, je distingue, au bout du pré, une ligne de tirailleurs couchés. Rejoignons ! Les uns par le chemin, d'autres par le pré. L'un vaut l'autre : les balles pleuvent. Dans le pré, je trébuche sur un cadavre : l'adjudant-chef.

Les balles portent terriblement. Elles claquent sec, comme si elles éclataient, ce qui fait croire à des balles explosives. Elles viennent de partout : l'adjudant Bernigaud en reçoit une au genou, d'en face, le sergent Carré, une dans le mollet, par derrière ; Il crie qu'il est blessé par une balle française. Nous ne tirons pas ; sur quoi tirer ? À peine peut-on lever la tête pour observer. Pourtant, dans une avoine, à flanc de coteau, des groupes de trois ou quatre formes grises s'infiltrèrent. Feu là-dessus ! Le tonnerre des coups de fusils rassure et raffermit : c'est bon d'agir ; cela remet les nerfs en bonne place. Je n'ai plus de cartouches ; j'en demande à mon voisin de gauche ; pas de réponse : il est mort. Un retardataire arrive à ma droite... et tombe la face sur mon bras, sa cervelle répandue sur ma manche.

Deux ou trois bonds encore : on galope dix pas et on se plaque pour souffler. Ma section a la chance de se trouver à droite, où des genêts assez hauts nous dissimulent ; il y arrive moins de balles. Le terrain se relève jusqu'au bois. Je grimpe en rampant jusqu'aux premiers arbres. Des képis bleus dans un bout de tranchée : le reste de la 17^e. Le reste de cette compagnie serait plus haut sous le bois, avec les mitrailleuses. Le soleil est couché ; Le jour baisse vite. Brusquement, le feu d'en face cesse ; celui de gauche seul continue. Dans cette accalmie, s'entend une rumeur singulière, en avant et à droite. Elle augmente, se précise : sonnerie de cuivre, grave, nasale, triste, mêlée à des hurlements. Cela se rapproche ; la sonnerie s'accélère, s'essouffle. Qu'est-ce ? Je crois distinguer : Hourrah ! *Worwärts* ! Ils nous chargent ! « Debout ! Baïonnette au canon ! Sur le chemin, à cent pas, une masse grise. Feu à répétition ! ». Soudain, une fusillade formidable éclate du bois : c'est la 19^e qui nous sauve en tirant dans le flanc des boches, à cent mètres. Il en tombe. D'autres flottent, et se dispersent en brailant. Le chemin est nettoyé. Le lieutenant rallie ce qui reste de la compagnie : nous sommes vingt ou trente. De la maison, d'autres sortent par les fenêtres et rejoignent à travers le jardin, deux ou trois. Premier combat ; succès ? Défaite ? Qui pourrait le dire ? Les pertes sont rudes pour ma compagnie : le capitaine a été tué en combattant avec le 334^e ; il n'y a plus d'adjudant ni de sergent-major,

ni de fourriers. En tout 300 tués, blessés ou disparus. Ma section tombe de 58 à 31 hommes ; je reste le seul sergent.

LA CASERNE

Camp de Corcieux (Vosges), 30 août 1914.

Nous repassons à Arnould, où les papeteries du Souche sont transformées en ambulance. En route, nous croisons des touristes qui, à la jumelle, examinent les éclatements d'obus au-dessus de la vallée. Si cela les amuse ! ... Des autos de la Croix-Rouge grimpent la côte, chargées de blessés ; un convoi de blessés légers, sur des charrettes, prend la route de Gérardmer : j'y aperçois des camarades de la compagnie. Déception : sortir de la bataille pour être enfermés entre quatre murs ! Retomber dans l'atmosphère de caserne ! ... La compagnie se réorganise à huit escouades au lieu de seize. Des propositions sont, paraît-il, à la signature ; mais c'est le plus grand secret du monde : le commandant tient à proclamer lui-même, solennellement, les noms des élus. Il passe en revue les compagnies, et commence par la nôtre, la plus abîmée. Il fait sortir du rang quatre ou cinq hommes qui seront nommés « Première Classe ». Il annonce ensuite les nominations. Je suis Adjudant.

LES CAPONS

Arnould, 1^{er} septembre 1914.

Vers minuit, alerte sérieuse : coups de fusils tout proches, nombreux, de deux sons différents, d'avant, d'arrière ; la ferme semble entre deux feux. Cette fois, gare ! Les agents de liaison partent aux renseignements. Le feu d'arrière cesse le premier ; celui d'avant presque aussitôt. Les sentinelles avancées ont vu une troupe d'une vingtaine d'hommes au moins, défiler dans les fossés du chemin, et qui venaient vers la ferme, lentement, avec précaution. Au lieu de crier : « Halte-là ! » et de reconnaître cette troupe, des emballés ont fait feu ; les arrivants ont crié on ne sait quoi, et riposté. Ces arrivants, c'était nos hommes de corvée retour du ravitaillement, qui marchaient lentement, parce que chargés de sacs et de bidons ; recevant des coups de fusil, ils ont cru à une embuscade boche, tiré puis filé. Nous nous passerons de « jus » ce matin là et peut-être de repas à midi.

LA BLESSURE

Cambrin, 15 octobre 1914.

Le jour baisse : bon moment pour reconnaître le terrain. J'ai fait préparer des barrières de fil de fer

arrachées à des clôtures ; il faut aller les poser en avant des maisons. Du coin de l'une d'elles, le lieutenant Vigier et moi repérons le meilleur emplacement. Comme je vais rentrer derrière l'angle du mur, un choc m'assomme. Explosion en même temps. Le lieutenant par terre. Plaqué au mur, je ne tombe pas ; mais je suis aveugle. Demi-minute très désagréable... Enfin, une idée claire : voir je veux voir. Effort énorme : paupières de plomb. L'œil droit s'ouvre... voit ! Le gauche fait mal, mal... Lueur rouge, tiède... Ma main à mon front, toute rougie. J'appelle le lieutenant : blessé ? Non : il s'est plaqué par prudence. Le bruit a été si fort que j'ai cru à un obus ; c'est ma tête qui a résonné ! On se groupe autour de moi. Je fais impression : le sang coule sur ma barbe, ma capote en est raide ; j'en ai jusque dans mes poches. Mes braves types ont l'air tout retourné. Moi si heureux de voir, je ne peux pas me croire très touché. J'ai une chance ! ... Une demi-seconde, plus tôt, la balle me faisait éclater le crâne, en le prenant d'une tempe à l'autre. Ce boche a bien fait de viser longuement, comme le recommande le règlement de tir ; il m'a laissé le temps de retirer la tête des quelques millimètres qui m'ont sauvé.

Je voudrais donner ici le tableau des héroïques pensées qu'on est en droit d'attendre d'un des glorieux poilus de la grande guerre. Au vrai, les choses allèrent plus simplement. Je dis au sergent : « Mon vieux Carré, je te passe la section ». Des mains boueuses me capitonnèrent le front de paquets de pansement, me bouclèrent mon sac sur le dos. Mon sabre fit une excellente canne, et je m'en fus, derrière un guide benévole, le doux Pugeault, qui savait, je ne sais comment où était le poste de secours. Des balles rases claquaient, sonnait très fort dans ma tête bousculée. Je n'avais nulle peur, non par héroïsme naturel, mais parce que j'aurais trouvé très inconvenant d'être touché une deuxième fois.

Au poste de secours, on m'accueille avec empressement. On me fait boire du lait, on me lave, on me tamponne, on me fait le front net, et le major pousse la complaisance jusqu'à me présenter un miroir, comme chez le coiffeur ; j'ai un trou au dessus de l'œil, un beau coup de gouge proprement donné ; mais la plaie de sortie est sabotée, trop large et déchiquetée. Le major appelle cela un séton et tout en m'expliquant que j'ai le frontal fêlé, mais que cet os a heureusement deux lames superposées, etc. Il m'injecte dans un trou une giclée de teinture d'iode – aïe – qui ressort de l'autre côté. Je perds un peu le fil de son cours d'anatomie.

Un cycliste du bataillon, Lhenry, prend mon sac et me mène au poste de brancardiers. J'ai la tête empaquetée de blanc ; on m'a fait bonne mesure de bandes. J'impressionne les civils qui, sur le pas des portes, me regardent avec des airs de circonstance : ils n'ont pas l'habitude.

J'ai la tête énorme - bouche amère : fièvre, quinine. Dehors, la bataille, bien plus tonnante ici, près des canons. Je pense aux camarades, aux trois tranchées boches devant eux... tandis qu'un infirmier m'apporte un bol de café au lait. Plus tard, j'ai su qu'ils en étaient, de cette bataille, que ma compagnie a attaqué Cuinchy, que ma pauvre section, lancée à découvert dans un champ de betteraves, a été fauchée par des mitrailleuses, et anéantie.



Après la bataille

L'HÔPITAL

Vendôme, 20 octobre 1914.

Trois jours et trois nuits dans le train, et l'aube nous ramène à Saint-Just-en-Chaussée, où nous passons dix jours plus tôt, en sens inverse. Nous reprenons le même itinéraire : Creil, Enghien, Aubervilliers. À Aulneau, on nous informe que nous descendrons à la prochaine : c'est Vendôme, où, tout rompus par quatre vingt-cinq heures de train, nous descendons péniblement. Des autos nous emportent dans un désert de rues, étonnantes de silence.

L'hôpital. Marches basses, couloirs sourds, chambrées claires obscures au clignotement des veilleuses. Bonnes sœurs douces, tilleul tiède, linge frais. Dans un angle, un lit blanc, blanc !

Mes reins douloureux, ma tête où le sang cogne à grands coups... et puis me couler dans cette mollesse...

Les trois tranchées dans les betteraves...

Pauvres camarades ! ...

C'est bon ! Dormir, enfin !

LE DÉPÔT

Chalon-sur-Saône. Quelques jours, quelques semaines.

Quelques jours, quelques mois. Décidément, ce seront quelques mois. Combien faut-il d'adjudants tués ou blessés pour que je reste un an ? Un convoi de dix est parti le 25 novembre ; un autre de huit, un mois après. Moi 33^e, j'en ai pour quatre ou cinq mois. Je m'installe, avec ma famille dans le tranquille quartier de la citadelle, où je vais passer un hiver et un printemps qui me dédommageront du dernier automne. J'apprends des nouvelles de ma compagnie, qui deux jours après ma blessure, a perdu 27 tués et 32 blessés. Le régiment a deux cents tués, cinq cents blessés. Je rencontre le colonel Rimaud, un bras en écharpe, le capitaine Dumas-Vence, le lieutenant Trolliet, cinq fois blessé. Je revois des camarades, et ressens la première fois cette cordialité de sympathie qui nous faisait si forts pendant ces quatre années, et que depuis, nous avons si lâchement laissée se dissoudre et se perdre.

MÂCON

Mai-juin 1915.

En avril 1915, le 406^e régiment de marche se forme dans le corps d'armée pour partir, dit-on aux Dardanelles. Il se concentre à Mehun-sur-Yèvre, près de Bourges, jolie petite ville où des tours de Charles VII se mirent dans l'eau claire de la rivière doublée d'un canal trouble. J'y accompagne un détachement, mais je reviens à Chalon, parce que je vais être nommé sous-lieutenant. J'espère rejoindre le 256^e, et le commandant Méquillet m'écrit qu'il me demandera ; mais le 10 mai je suis désigné pour le 134^e à Mâcon. Il faut des paperasses compliquées avant que je puisse partir. On me donnera une couverture, des jumelles, une capote à la mode, bleu-horizon, et des argents : indemnité d'entrée en campagne, de premier équipement, etc. Mais comme je ne toucherai plus mon traitement civil, finalement, l'opération se solde en perte : devenu officier, je gagne moins et partirai plus tôt. Pour les heures de loisir, Mâcon offre maintes distractions. La ville a fait peau neuve ; vide et morose avant la guerre, la voici remuante, riante, vivante et galante. Le cercle endiablé des sous-lieutenants du restaurant Carrière (dont l'un enleva la serveuse) est affreusement indiscret, et si les dames de la ville savaient comme leurs fredaines sont révélées..., mais comment en vouloir à ces jeunes fous, qui se hâtent

de vivre, parce que qu'ils ont un rendez-vous avec la mort ?

Le 15 juin, ma compagnie quitte la ville pour cantonner à Saint-Martin-belle-Roche. Quelques jours après, je reçois l'ordre de rejoindre le 334^e en Alsace. Mes petits « classe 16 » me font des adieux gentils. Dessiaux m'embrasse en pleurant, comme s'il prévoyait la séparation éternelle. Je quitte Mâcon le 22 juin. Le Nancéen Mariotte sera mon compagnon de voyage ; mon voisin de secteur à l'Hartmannswillerkopf, où le 15 octobre, une grenade le tuera. Je me réjouis de retrouver des gens de ce bon pays de Bourgogne, solides à l'ouvrage, braves au danger, et francs comme leur rire. Depuis que je les ai connus et aimés mieux encore, en vivant avec eux les aventures du beau régiment qu'était le 334^e, et que je conterai sans doute quelque jour.



Croix de guerre d'Auguste Prost
à titre posthume



Tombe d'Auguste Prost

Pierre MARTEAUX, Capitaine de réserve du Service d'Etat Major, dans le récit intitulé « Diables Rouges, Diables Bleus à l'Hartmannswillerkopf » décrit ces journées d'octobre :

Le sommet du Viel Armand est tenu par deux bataillons du 334^e RI et un bataillon du 57^e RIT (Régiment d'Infanterie Territoriale composé de mobilisés déjà âgés). Depuis le début d'octobre, les échanges de grenades et de bombes ont atteint une violence inaccoutumée. À partir du 10 les tranchées et leurs boyaux d'accès sont pris à partie par l'artillerie allemande avec une persistance inquiétante. Plus de 200 grosses torpilles pulvérisent les organisations de terrain françaises.

Le 15 octobre à 4h45 malgré la brume qui enveloppe la montagne, les guetteurs français rendent compte que des troupes ennemies nombreuses se rassemblent dans les sapes qui leur font face. Peu avant 5 heures une nuée de projectiles s'abat sur tout l'Hartmannswillerkopf. Surgissant du brouillard et précédé de lance-flammes, l'ennemi se rue sur les tranchées françaises. La 17^e compagnie du 334^e RI résiste énergiquement et parvient à faire échouer l'attaque devant elle.

Par contre à sa droite et à sa gauche, les compagnies sont enfoncées malgré des combats acharnés et de nombreux tués et blessés de part et d'autre. La 17^e compagnie du 334^e RI, encerclée par l'avance des ailes ennemies et complètement isolée, continue de résister. Et l'un de ses chefs de section n'est autre que le sous-lieutenant Jean MAROT.

Soutenues par le 15^e BCP arrivé en renfort, les troupes bloquent l'attaque allemande, sur ses tranchées de deuxième ligne. Le sommet de l'Hartmannswillerkopf est aux mains des Allemands et les vues sur la plaine d'Alsace et les mouvements qui s'y déroulent, échappent aux Français. Par des actions incessantes, les troupes françaises parviennent à limiter l'organisation du terrain dans la zone conquise par les Allemands. Le lendemain 16 octobre, le 15^e BCP lance une furieuse contre attaque après une intense préparation d'artillerie. Le commandement à quand même décidé ces tirs d'artillerie malgré la présence de la 17^e compagnie du 334^e RI dans les lignes allemandes, faute de quoi la contre attaque était irréalisable.

À noter que cette 17^e compagnie n'a pas cessé de s'opposer aux unités allemandes, qui, en vain, voulaient la réduire. Après des combats inouïs de violence du 15^e BCP, d'une compagnie du 334^e RI et d'une demi-compagnie du 57^e RIT, l'ennemi décimé se replie sur ses lignes de départ. Ainsi le sommet de l'Hartmannswillerkopf reconquis restera français jusqu'en 1918.

Dans ces combats le 334^e RI a perdu 14 officiers et 400 hommes. Le deuxième bataillon du 57^e RIT compte 30 tués dont un officier et 77 blessés.

Parmi les 30 tués se trouve le sergent Auguste PROST. Né en 1873 dans l'arrière côte de Beaune, il était major de l'une des toutes premières promotions de l'Ecole de Viticulture de cette ville. Sergent, après deux années de service militaire de 1895 à 1897, il s'était fixé à Puligny-Montrachet vers 1900 où il s'était marié et avait eu deux garçons.

Auguste PROST mobilisé à 41 ans dans l'infanterie territoriale, (en fonction des besoins en relèves, ces unités se sont rapidement retrouvées en première ligne) voit ce 15 octobre 1915 son destin de viticulteur s'arrêter dans les tranchées de l'Hartmannswillerkopf sous les jets mortels des lance-flammes. Et il est resté à jamais dans cette terre d'Alsace, à la Nécropole Nationale de Cernay, tombe N° 589.

Cet homme était mon grand-père.



Auguste Prost
1873-1915



LE RAVITAILLEMENT ALIMENTAIRE DE PLUS DE HUIT MILLIONS D'HOMMES MOBILISÉS LORS DE LA GRANDE GUERRE

Par Yves Meunier,

Membre de l'Académie François Bourdon.

De la planification intérieure à la mise en œuvre opérationnelle du ravitaillement alimentaire assuré à plus de huit millions d'hommes mobilisés lors de la Grande Guerre entre août 1914 et novembre 1918.

AVANT-PROPOS, OU DE L'ART DE LA PROLEPSE DISCURSIVE

Les développements topiques qui sont présentés dans cet article s'appuient, mutatis mutandis, et de manière sélective, sur le corpus d'une étude publiée en mars 1917 dans le Journal Universel hebdomadaire, L'Illustration. Ce rédactionnel a été, pour la période 1843-1945, le miroir référent de la vie quotidienne, civile et militaire, et des grands événements qui se sont déroulés en France et dans le monde, sous la plume accréditée de grands écrivains, journalistes, explorateurs et scientifiques.

La raison d'être de ce texte mémoriel se cristallise autour d'un témoignage historique, factuel et critique, sur le ravitaillement alimentaire quotidien, assuré par l'État français à ses troupes mobilisées sur le front de la Grande Guerre. À ce titre, le récit, abordé à travers le prisme de la réglementation militaire en usage et de la logistique opérationnelle déployée, dépeint avec discernement l'organisation, l'acheminement et la distribution des vivres, par le sol et dans la durée, au plus près de la ligne de feu.

L'évocation authentique, dans son substrat historique, de cette étude qui traite du rôle du service des subsistances de l'Intendance militaire dans sa mission opérationnelle de pourvoir à l'approvisionnement alimentaire destiné aux troupes, prend part, par sa singularité et sa spécificité, à l'objectif énoncé en commun dans le cadre commémoratif du Centenaire du Premier conflit mondial, c'est-à-dire le choix d'un temps de mémoire dédiée et partagée. Il n'est pas de reconnaissance plus forte que celle de l'exigence de la connaissance du passé, d'où naît la prise de conscience des valeurs qui constituent le fondement même d'une nation, ainsi que la volonté, par le génie du renouveau, de continuer à les porter à travers le monde.

PRÉAMBULE

« La victoire, a dit un soldat, appartiendra à celui des deux adversaires qui pourra tenir un quart d'heure de plus que l'autre. La victoire, dira un économiste, appartiendra à celui des deux belligérants qui aura, dans ses dernières réserves, un mois de vivres de plus que l'autre ».

Il faut nourrir les hommes comme il faut nourrir le matériel, à temps et longtemps : des munitions pour les canons, des vivres pour les troupes. Une armée qui ne mange plus ne se bat plus. Aucune vérité ne s'est affirmée avec plus de cruauté au cours de la Grande Guerre, sur divers points du vaste théâtre d'opérations militaires.

« Aujourd'hui, après trente et un mois de lutte qui, à des degrés divers pour les deux parties, ont été trente et un mois d'usure économique profonde, le réapprovisionnement en vivres apparaît comme un engin de guerre capable d'emporter brusquement la décision – militaire ou diplomatique – en faveur de l'un ou de l'autre des deux groupes de peuples aux prises. Par des moyens de prévoyance extrêmement rigoureux, nos ennemis, privés de la mer, ont pu subsister jusqu'à ce jour. Il semble, à des symptômes graves, qu'ils ne subsistent plus maintenant qu'à grand'peine. Mais nous-mêmes, malgré nos côtes libres, nous nous heurtons à des difficultés qui nécessitent l'application de mesures de sagesse tardives et la réorganisation complète des directions du ravitaillement civil et militaire ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

Si, sur le sol français, des rationnements, ou plutôt des limites dans la prodigalité alimentaire, sont imposés à l'intérieur, les vivres resteront assurés en quantité suffisante aux armées positionnées sur le front jusqu'à la fin de la guerre. En effet, on peut réglementer le ravitaillement civil pour lequel presque rien n'a été prévu, mais le ravitaillement militaire, basé sur un chiffre de rations fixes et nécessaires en fonction du total des effectifs, ne peut comporter que des modifications dans les détails d'exécution.

LE RAVITAILLEMENT PAR LE SOL

Le temps n'est plus où des armées en

campagne pouvaient compter vivre entièrement sur le sol traversé ou occupé par elles. Sur cette même surface territoriale où jadis une armée de 30 000 hommes nourrissait ses bataillons dispersés, des centaines de milliers d'hommes évoluent, cantonnent ou se retranchent aujourd'hui, non plus pendant des jours, des semaines, des mois, mais durant des années entières. L'habitant ne nourrit plus le soldat ; mais il arrive que le soldat soit parfois obligé de nourrir l'habitant. D'où une transformation économique complète des conditions de la guerre.

Le ravitaillement des troupes en campagne, organisé dès le temps de paix, a été prévu minutieusement dans le plan de mobilisation. Les vivres pour les hommes, les fourrages pour les chevaux, les ingrédients de chauffage et d'éclairage, le charbon, le bois, l'alcool solidifié, les bougies, le pétrole doivent arriver régulièrement et en quantité suffisante aux troupes en marche, aux unités cantonnées, aux bataillons en ligne, à tous les éléments, qu'ils soient au repos ou au combat, en progression ou en retraite, quels que soient le temps, le lieu et les difficultés qui peuvent résulter des circonstances heureuses ou malheureuses. D'où un vaste problème à résoudre instantanément en chiffres toujours exacts, malgré ses données mouvantes et ses inconnues. Sauf de rares et inévitables exceptions résultant, au début, de mouvements de troupes rapides et, au cours de ces actions, des impossibilités absolues de forcer les barrages d'artillerie, les vivres, dans toute l'ampleur du terme, sont toujours parvenus, ni peu ni prou et à temps, à leurs destinataires.

Autant que possible, les troupes doivent utiliser pour leur ravitaillement les ressources locales. C'est là un vieux principe qui s'inscrit en tête des règlements du service de l'alimentation en campagne. Mais, dans la pratique, et dès le début d'une guerre, alors que les régions traversées ont encore toutes les disponibilités de leur sol, les ressources locales n'ont qu'une valeur de complément presque toujours assez faible ; et, lorsqu'une guerre a duré plus de trente mois, on doit considérer que ces approvisionnements immédiats deviennent, non pas une quantité absolument négligeable, mais une source dont il faut faire abstraction dans les prévisions utiles. Le seul réservoir sur lequel on doit compter est le réservoir de l'arrière, les moissons du sol de la France entière et les produits du cheptel national, complétés par les importations des colonies, des pays alliés et surtout des pays neutres, dont les envois journaliers affluent dans tous les ports de nos côtes. Les vivres importés,

dès qu'ils sont emmagasinés sur notre territoire, suivent, en ce qui concerne leur conservation, leur transformation et leur itinéraire sur le front, les mêmes règles que les vivres indigènes.

COMMENT ON DEMANDE ET COMMENT ON OBTIENT

« Jusqu'à ces derniers temps, il y a eu rattaché, soit au ministère de la Guerre, soit au sous-secrétariat de l'Intendance, un organe central : l'Inspection générale du ravitaillement, qui a présidé au prélèvement des vivres militaires sur les ressources nationales, à la réunion des vivres importés, et à la répartition, entre le front et la zone arrière, des millions de quintaux de blé, de pommes de terre, d'avoine, de paille, de fourrages, des centaines de milliers de quintaux de légumes secs, de pâtes alimentaires et de légumes frais, des dizaines de milliers de quintaux de sel, de sucre, de café, de lard, du million de bovins et des quatre millions et demi d'hectolitres de vin, qui sont annuellement nécessaires - au simple taux des rations normales - à l'alimentation des dépôts de l'intérieur et des armées en campagne ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

Le contingent global à demander au sol français se base sur le chiffre total des effectifs à servir, et se répartit entre les départements, d'après l'importance de leurs cultures et sur les indications des statistiques agricoles des années précédentes. Au chef-lieu de chaque département, il y a un Comité départemental de ravitaillement présidé par le préfet qui en nomme les membres civils et dont font partie le sous-intendant militaire chargé de la direction locale du service des vivres. Ce comité discute l'imposition et les tarifs d'achat fixés par le ministre et, s'il y a lieu, demande la réduction de l'une et le relèvement des autres. Après quoi, il procède à la répartition du contingent - maintenu ou réduit - entre les circonscriptions de ravitaillement du département fixées dès le temps de paix et qui ne se confondent pas nécessairement avec les circonscriptions administratives, sous-préfectures ou chefs-lieux de canton. L'important est que, dans la circonscription, il existe une gare bien desservie, par où les embarquements des grains, du bétail et des fourrages puissent être aisément assurés.

Dans chaque circonscription, il y a une commission de ravitaillement (ou de réception) dont le président est membre du Comité départemental, et qui procède à une nouvelle répartition de contingent entre les communes. Enfin, dans chaque commune, la municipalité fait une dernière répartition entre les

cultures de son territoire, indiquées par les capillaires symbolisés sur le schéma du ravitaillement des armées de la figure infra. Le chef-lieu est lui-même circonscription de ravitaillement et a son contingent particulier à répartir dans sa propre banlieue.

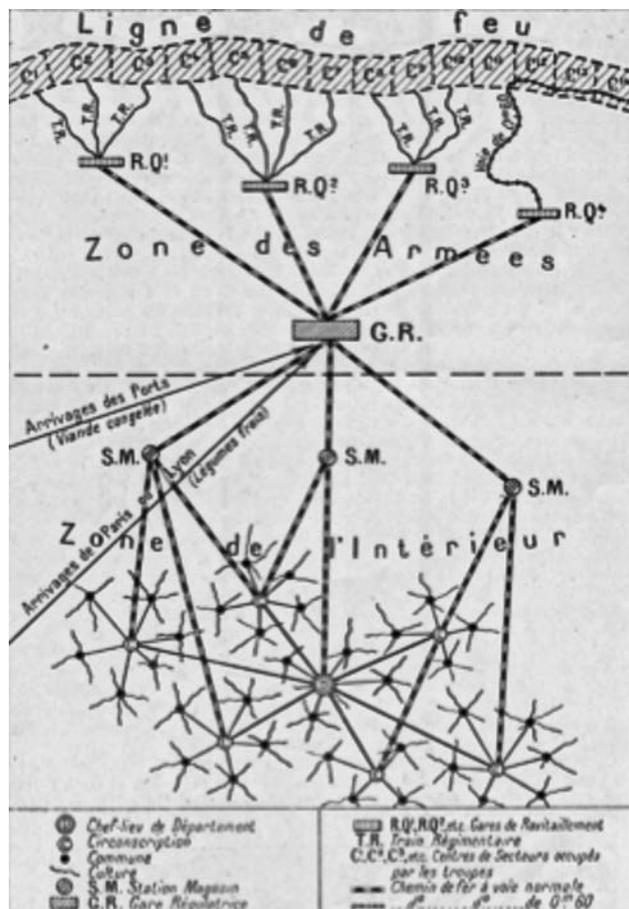


Schéma du ravitaillement des armées, depuis les circonscriptions de culture et d'élevage jusqu'aux secteurs occupés par les troupes

INTENDANCE, CULTURE ET COMMERCE

Si le principe de ravitaillement est très simple, les difficultés ne commencent qu'avec son application. En effet, même si le contingent départemental a été accepté sans protestations ni réserves par le comité réuni au chef-lieu, même si les présidents de commission se sont entendus pour leur répartition entre leurs circonscriptions respectives, il est bien rare que, dans chacune de ces circonscriptions, la répartition entre communes, puis entre cultures, ne se heurte pas à de multiples résistances.

« Les cultivateurs, en général, se soucient peu de vendre à l'Intendance. Les quantités considérables à prélever pour les besoins de l'armée sur les récoltes ou le cheptel disponible diminuent l'offre et élèvent la demande. Dès que le tarif des achats amiables (à caisse ouverte) est fixé par le ministre, le prix de vente, dans les transactions libres, fait un bond au-dessus de ce tarif. Ainsi, notamment les pommes de terre qui, en 1916, ont

été payées par l'armée de 10 à 13 francs le quintal selon leur quantité, ont été aussitôt achetées sur place de 12 à 16 francs et plus par des marchands en gros, puis, après une série de surenchères aboutissant à un véritable agiotage [i.e. spéculation], ont été, au mois de septembre dernier, offertes sur le marché de Paris à un prix tel qu'il a fallu recourir à la taxation de la vente au détail ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

Le cultivateur vendra ainsi presque toujours plus cher au marchand qu'à l'administration militaire, si rémunérateur en soi que puisse être le prix offert par cette dernière. Et, d'ailleurs, il aimera mieux, même à égalité de prix, même à un prix un peu inférieur, traiter avec le marchand qu'il connaît, qui le fait vivre en temps de paix, qui lui consent des avances à l'occasion et avec qui il aura de nouveau affaire quand les temps calmes seront revenus. Le commerce s'interpose donc entre l'Intendance et la culture, et constitue l'intermédiaire avec lequel il faut compter et lutter, car c'est à lui que le producteur sera toujours tenté de réserver la plus grosse partie de ses récoltes. L'agriculteur, qui a eu tant de mal à retourner ses champs où, faute d'hommes jeunes, se sont exténués les femmes, les enfants et les vieillards, défend ce qu'il croit être ses intérêts, de la même façon que le fabricant de matériel de guerre ou l'entrepreneur de confection de vêtements ou de chaussures est appelé à passer un marché avec l'Etat.

La tâche du président de commission, représentant l'Intendance, est ainsi délicate et difficile dans ses rapports avec les maires, les cultivateurs ou les éleveurs, conseillés et tentés par les intermédiaires. Il lui faudra intervenir pour la quotité du contingent prélevé sur les ressources locales de la circonscription comme il est déjà intervenu pour la répartition. Le président de commission est toujours un personnage notable du pays, un gros agriculteur, un conseiller général, un maire d'une forte agglomération. Il agira d'abord par persuasion et tâchera d'effectuer ses achats à l'amiable, selon les tarifs arrêtés par le ministre. S'il ne réussit pas à réunir ainsi la totalité de son contingent, il se transportera chez les cultivateurs récalcitrants dont il connaît les disponibilités et réquisitionnera leurs grains ou leurs animaux au nom de l'Intendance militaire. Si le président de commission ne veut ou ne peut, par l'un ou l'autre moyen, aboutir aux réalisations prescrites, les officiers de l'Intendance, dont l'intervention doit toujours être prudente et opportune, parcourront à leur tour le pays, et sous les garanties et dans les limites de la loi du 3 juillet 1877, relative aux conditions générales

dans lesquelles s'exerce le droit de réquisition militaire, saisiront ce qu'ils trouveront dans les granges et dans les gares. Ainsi, il arrivera souvent qu'un marchand verra réquisitionner, pendant leur chargement sur wagons, des animaux ou des denrées qu'il aura acquis à un prix supérieur aux tarifs de l'Intendance, et qui lui sont payés au taux plus faible encore de l'indemnité de réquisition. En décidant le cultivateur à céder et à laisser fuir la partie de sa récolte jugée indispensable à l'alimentation des troupes, l'intermédiaire a gêné le ravitaillement militaire, a joué un mauvais jeu, a perdu et paie.

« *Nous vendons notre avoine et notre orge mieux que notre blé. L'an prochain nous ne ferons de blé que pour notre consommation personnelle* ». Cette phrase, si redoutable dans son inconscience, a été trop souvent entendue dans les fermes au cours de l'automne de l'année 1916. Face aux liens sensibles qui unissent les deux branches, civile et militaire, du ravitaillement, un organe de liaison entre les deux approvisionnements a été créé afin qu'une direction unique assujettisse le travail agricole en vue de la production la plus immédiatement nécessaire et pour un meilleur rendement du sol. Au chef-lieu de chacune des vingt régions militaires a été installé un attaché d'Intendance « *délégué du ministre auprès du comité consultatif économique* ». Son rôle était de renseigner l'administration centrale sur les besoins de la terre, des exploitations et des industries de la région où il était accrédité, et de procurer, quand c'était urgent, de la main-d'œuvre militaire et des facilités de transport.

« *Mais cet organe, jusqu'ici, est demeuré embryonnaire. Il semble appelé à prendre plus de développement dans la réorganisation actuelle* ». [L'Illustration, 16 mars 1917]

LES VIVRES VOYAGENT ET SE TRANSFORMENT À L'INTÉRIEUR

Après avoir été puisés dans les cultures et dans les élevages par les innombrables capillaires illustrés dans le schéma de la figure précédente, les vivres commencent le voyage qui, en plusieurs étapes, doit les amener au front, jusque dans les tranchées de première ligne.

Si limités que soient les moyens de transport, ils ne font jamais défaut au ravitaillement militaire. Il y a là une priorité qui s'impose. Aux jours fixés par le Comité départemental, en accord avec l'Intendance, les animaux ou les denrées sont réunis aux gares des chefs-lieux de circonscription où ils sont examinés par le président de la commission de réception, assisté d'un expert et en présence d'un officier. Selon que les

vivres sont destinés aux troupes des dépôts ou aux troupes en campagne, ils sont dirigés vers les lieux de manutention et les parcs à fourrages dans le premier cas et vers les stations-magasins dans le second.

Les Stations-Magasins (S.M.), organes d'armées, situées dans la zone de l'intérieur, sont les vastes entrepôts où s'accumule, en principe, tout ce qui est nécessaire à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage des armées en campagne. Des troupeaux entiers de bovins attendent là pour être dispersés vers les parcs du front. Sur place, des soldats charcutiers sacrifient par centaines les porcs qui seront envoyés aux soldats sous forme de lard en bandes, de filet, de pâtés et de tripes. La paille et le foin, dont le volume a été réduit au quart ou au cinquième par des ateliers de pressage, arrivent en balles de 40 à 60 kg et composent des meules immenses. Le blé, qui a déjà été transformé en farine par les grands moulins régionaux, vient alimenter les boulangeries de guerre occupées, nuit et jour, à fabriquer ce pain légèrement biscuité, d'une conservation facile, que mangent indistinctement, au front, officiers et soldats. Aux stations-magasins encore sont adressées par milliers de caisses les boîtes de conserves de bœuf assaisonné ou de porc rôti, les légumes secs et tous les petits vivres accessoires, dont d'énormes quantités de sucre, de café, de thé, notamment, arrivent directement des ports.



Déchargement de wagons de farine sur le quai d'une station-magasin



Paneterie dans une station-magasin

Les magasins sont bondés ; les parcs ont une réserve considérable de bétail sur pied. Les renouvellements sont assurés par l'afflux quotidien des capillaires du ravitaillement intérieur et par les apports complémentaires du ravitaillement maritime.

LES VIVRES VONT AU FRONT

Les commandes viennent directement du front. Dès avant la guerre, toute une organisation avait été prévue pour l'alimentation des troupes en mouvement au cas où la voie ferrée ne pourrait être utilisée. Chaque corps d'armée devait posséder un convoi administratif (C.V.A.D.) portant deux jours de vivres et divisé en deux sections dont l'une se vidait pour ravitailler les trains (convois) régimentaires, tandis que l'autre se déchargeait dans un second convoi administratif - d'armée, celui-ci - également composé de deux sections, et reconstituant ses réserves par voie ferrée. Mais, depuis que la guerre s'est immobilisée sur le front, la gare de ravitaillement est devenue presque partout le centre où viennent s'approvisionner directement les troupes.

« Les C.V.A.D. d'armée et de corps d'armée, encombrés et encombrants, ont disparu et sont maintenant remplacés par le C.V.A.D. de division et le C.V.A.D. des éléments non endivisionnés (E.N.E.), l'un et l'autre plus mobiles, n'intervenant plus guère d'ailleurs que comme compensateurs et régulateurs, et constituant surtout la réserve de moyens à utiliser pour les mouvements rapides ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

De même, les boulangeries de campagne, si souvent expérimentées en manœuvres, ont beaucoup perdu de leur importance pratique, du moins sur le théâtre occidental des opérations. Le pain arrive tout fait sur le front. Seul le parc à bétail de division conserve tout son rôle utile dans le ravitaillement des troupes en viande fraîche (R.V.F.) par automobiles. Les stations-magasins ne servent pas directement les unités, ni même les gares de ravitaillement. Elles ne connaissent que leurs intermédiaires, les gares régulatrices (G.R.) qui, installées dans une bifurcation importante, exploitent un secteur de chemin de fer et lancent, selon un horaire prévu, une gerbe de trains aboutissant, chacun, à l'une des gares de ravitaillement quotidien (R.Q.).

Chaque jour, les stations-magasins composent des trains complets de wagons contenant le nombre de rations demandées par la gare régulatrice (G.R.) qu'elles doivent alimenter. Les wagons, aussitôt chargés, plombés, étiquetés, sont dirigés sur la G.R. qui reçoit, en outre, d'une part la viande congelée

venue directement des ports, d'autre part tous les légumes frais - choux, carottes, raves, poireaux, salades - qui sont amenés de deux grands centres de réunion de la production maraîchère, Paris-La Villette et Lyon. Après triage des wagons envoyés par les S.M., par les ports et par les centres de Paris et de Lyon, de nouvelles rames sont formées contenant, chacune, les denrées de toute nature demandées pour chaque gare de ravitaillement où s'approvisionnent les divisions de campagne. Presque partout, les voitures des régiments chargées du camionnage alimentaire peuvent venir chercher directement leurs vivres à la gare, installée à quelques kilomètres de la ligne de feu. Très exceptionnellement, le C.V.A.D. est appelé à établir la liaison entre la gare de ravitaillement et les voitures des unités. Enfin, dans un grand nombre de secteurs, des petits chemins de fer à voie de 0,60 m ont été installés, et se substituent aux voitures réglementaires, prennent les vivres à la gare de ravitaillement, ou tout près, et les conduisent, soit à ciel ouvert, soit par des tunnels, pittoresquement baptisés par les poilus « le Métro », « le Saint-Gothard », « le Simplon », etc., jusque dans l'intérieur des lignes.

Mais les gares de ravitaillement n'en restent pas moins les centres où, par les antennes des trains régimentaires ou des voies de 0,60 m, viennent s'approvisionner les troupes. Ces gares ont été aménagées spécialement pour leur fonction de guerre. Nombre d'entre elles, repérées et bombardées, ont dû être abandonnées. Mais elles sont réapparues à 1 000



Convoi de voitures régimentaires



Transport de ravitaillement par «stortillard» sur voie de 0,60m

ou 1 500 m plus loin, au milieu d'un champ, à la lisière d'une forêt, au flanc d'un coteau, prêtes à disparaître de nouveau au gré des circonstances, à ressusciter ailleurs, à faire retraite ou à se porter en avant selon le mouvement des troupes.

LE MARCHÉ SOUS LE CANON

Rien n'est plus animé, agité, bourdonnant, que ces gares improvisées où, dans le pittoresque grave de la guerre, au bruit du canon, sous la menace des avions ennemis et à portée de leur artillerie lourde, se tient quotidiennement le marché - si l'on peut dire - des unités de campagne.

« Tout au long du quai de bois jeté sur la boue des champs s'alignent les voitures des régiments. Avec leurs bâches arrondies en cerceaux, elles semblent être les chariots des trains de guerre d'un autre temps que conduisent des routiers du Moyen Age, casqués de fer et sanglés à la ceinture dans la chape de peau de mouton. La note moderne reparait lorsque arrivent, rapides et toujours solides, admirablement camouflés en boucheries roulantes, nos vieux autobus parisiens qui, déjà, ont droit à leurs trois brisques [i.e. galons] et qu'amènent leurs anciens conducteurs mobilisés. Ils portent aux troupes la viande fraîche, les bovins abattus dans les parcs à bétail des divisions, et qui composent, avec la viande congelée expédiée des ports ou la charcuterie envoyée des stations-magasins, la ration carnée des troupes. Les officiers d'approvisionnement vont et viennent le long du train que l'on décharge. Ils examinent la qualité des denrées, des légumes frais, des fourrages qu'on leur livre, discutent, s'il y a lieu, avec les représentants de l'Intendance, le fournisseur. Puis des groupes sympathiques se forment. Des officiers d'état-major passent. On échange des nouvelles, on potine un peu, les permissionnaires rapportent des échos de la capitale. [...] De ci, de là, des gendarmes, reconnaissables à la grenade blanche du casque, font la police des voies d'accès sous la direction de l'officier supérieur commandant la cavalerie des trains régimentaires. [...] Quand le temps est clair, c'est un vrai taube [i.e. prévôt], un aviatik ou un fokker [i.e. avion de reconnaissance allemand] qui vient survoler le marché de la guerre. On aperçoit l'insecte malfaisant très haut, tout rose dans le ciel où bientôt l'encadrent les petits nuages blancs de notre tir contre avions. On lève les yeux discrètement, car le spectacle est devenu banal. La chasse dure quelques minutes. Une pluie d'éclats, gros et petits, de nos propres obus tombent en sifflant autour de notre quai, et c'est le plus déplaisant dans l'affaire. Puis le curieux, serré de près, fait un bond en hauteur et disparaît vers ses lignes ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

Le marché touche à sa fin. Peu à peu, les attelages en longues files s'éloignent par les routes d'accès. Le quai se vide. Le sous-intendant ou son attaché et l'officier d'administration gestionnaire du groupe d'exploitation calculent, d'après le chiffre des effectifs servis, ceux qui seront à servir les jours suivants. Les prévisions pour le surlendemain sont téléphonées aussitôt à l'Intendance du corps d'armée qui centralise les commandes des divisions et les fait adresser, par l'intermédiaire du commandement, au général directeur des étapes d'où elles passeront à la gare régulatrice et aux stations-magasins, pour se réaliser, s'expédier et se distribuer suivant la démarche raisonnée précédemment exposée.

L'Intendance partie, les gendarmes à leur tour disparaissent et la gare, abandonnée, redevient déserte, silencieuse, et s'endort jusqu'à l'aube du lendemain.



Chargement de viande fraîche dans les autobus parisiens



Distribution du pinard dans un camp meusien

LES VIVRES VONT AU FEU

Maintenant, par les routes de guerre, que guette le canon, ou par les voies sinueuses des « tortillards », les vivres s'acheminent vers les troupes au feu. Chacun des trains régimentaires, à machines ou à chevaux, rejoint le centre que son corps occupe dans le secteur et - les fourrages s'étant arrêtés aux cantonnements où sont remisés les équipages - dépose les vivres pour les hommes au point fixé pour les

distributions aux « caporaux d'ordinaire » [i.e. chargés de la cuisine] des compagnies. Puis ces vivres se dispersent entre les cuisines où les cuistots accommodent le « rata » [i.e. nourriture] au mieux et selon leur génie particulier. Il appartient aux commandants des centres de veiller à ce que les aliments arrivent toujours chauds à tous les éléments en ligne et jusqu'aux guetteurs des avant-postes, quelquefois à dix mètres de la ligne ennemie.

Il est cependant des cas où les vivres du jour ne parviennent pas à leurs destinataires. Une action a été engagée ; les troupes ont fait un bond en avant ; elles s'installent dans la tranchée d'en face. Ou bien le centre est bombardé ; les hommes se réfugient au fond de leurs abris. Un tir de barrage coupe toute communication avec les lignes. Les boyaux sont détruits, les tunnels sont obstrués, les ouvrages sont isolés complètement et n'ont plus, avec les autres fronts, que la liaison incertaine et fragile du téléphone. Il faut s'alimenter cependant, soit que l'on marche, soit que l'on s'immobilise. C'est alors que les hommes ont recours aux vivres de réserve : pain de guerre (galettes de biscuit), conserves de viande, potage salé, chocolat, sucre, café en tablettes. Il doit y avoir, en principe, deux jours de vivres dans le sac, et un jour dans la voiture de compagnie si les troupes se déplacent, ou dans les dépôts de réserve de chaque compagnie (dans les abris mêmes du secteur) si les troupes restent dans leurs lignes. La conservation de ces vivres, dans certains centres très humides et infestés par les rats qui pénètrent jusque dans les sacs des hommes, est particulièrement difficile, car le métal des caisses étanches, où l'on enferme pain, café, potage, sucre ou chocolat, finit, à la longue, par devenir poreux. Les officiers d'approvisionnement des corps doivent minutieusement veiller au remplacement des vivres avariés, ainsi qu'au bon entretien des points d'eau. Les vivres du sac, la suprême réserve de combustible humain, doivent toujours être maintenus au complet et rester utilisables, comestibles, à la disposition immédiate du



Chariots de fortune roulant sur deux fils de fer vers les premières lignes



Homme d'une corvée de soupe tombé devant les premières maisons de Fleury-devant-Douaumont

poilu, privé de toute autre ressource.

LE NÉCESSAIRE ET LE SUPERFLU

Les développements précédents ont montré comment, après quelles étapes et quelles péripéties, au cours d'un itinéraire souvent troublé et presque toujours pittoresque, les vivres nécessaires arrivent aux poilus. Mais un nécessaire bien compris comprend toujours un peu de superflu. Les vivres du jour considérés par le règlement comme indispensables aux troupes en campagne - et sans tenir compte de certains suppléments exceptionnels et justifiés par les circonstances de guerre - se composent de 650 g de pain biscuité, de 450 g de viande fraîche ou congelée avec 30 g de lard, de 100 g de légumes secs, riz, haricots, lentilles, pâtes alimentaires ou pommes de terre ; plus, en quantité variable, des légumes verts (de 300 à 400 g), payés par les unités à l'Intendance sur la prime fixe de 0 fr. 24 qui leur est allouée par homme et par jour et qui permet quelque initiative à l'officier d'approvisionnement pour varier et compléter les menus.

Les soldats touchent quotidiennement un demi-litre de vin, 36 g de café torréfié, 48 g de sucre. Il faut y ajouter 20 g de tabac, 8 g de savon, 1 kg de bois ou 600 g de charbon, 4 g de bougie qui s'augmentent de 25 g quand les hommes sont dans des abris enterrés ; enfin, 50 allumettes par quinzaine, presque toujours ces mauvaises allumettes qu'il est absolument impossible d'enflammer sur leurs boîtes grises dès qu'il y a la moindre humidité.

Le superflu n'est accordé par le ministre que deux fois l'an, au 1^{er} janvier et au 14 juillet. Pour ses étrennes, le poilu reçoit une ration de vin de Champagne, du jambon, deux oranges, des biscuits et un cigare. Dans la pratique, les oranges n'arrivent pas toujours à temps et en très bon état ; les biscuits secs sont médiocrement appréciés ; le cigare administratif ne vaut pas une bonne pipe ; quant au vin mousseux, il est souvent inférieur au pinard des

perceptions habituelles.

« Aussi, en fin de compte, serait-il préférable, bien moins onéreux pour l'Etat, et vraiment mieux dans le goût des bénéficiaires, d'accorder purement et simplement comme étrennes aux troupes une allocation supplémentaire de vingt sous par homme, moyennant quoi, les compagnies achèteraient elles-mêmes, et à leur gré, leur superflu du Nouvel An aux coopératives, très bien achalandées, du front ». [L'Illustration, 10 mars 1917]

Ces coopératives, l'une des plus intelligentes organisations accessoires de cette guerre, sont des grandes maisons de vente de superflu, vin ordinaire, vins fins, bimbeloteries, etc., administrées, dirigées et servies par des soldats. Elles se sont brillamment substituées aux « mercantis » [i.e. commerçants malhonnêtes et profiteurs] professionnels ou improvisés qui, dans la zone du front, voulaient faire fortune en quelques semaines aux dépens de l'énorme clientèle des troupes et des « popotes » [cantines] d'officiers. Il y a une coopérative par division, avec toutes les annexes indispensables qui vendent des douceurs aux poilus jusqu'à 300 m de la ligne ennemie. Ce sont à la fois des épiceries, des bureaux de tabac et des bazars. On peut compter que les hommes, avec leurs officiers, dépensent en moyenne 0 fr. 50 par tête pour ces petits achats de tous genres. Une coopérative de division, qui vend presque à prix coûtant, fait 10 000 fr. d'affaires par jour. Le très léger bénéfice sert à acheter des jeux pour les soldats, ou à améliorer l'ordinaire des corps entre lesquels il est réparti. Avec ses mêmes ressources, et grâce à cette organisation opportune, le soldat peut se procurer deux ou trois fois plus de superflu qu'auparavant. Et il ne demande presque plus de colis à sa famille, ce qui facilite grandement le service, très encombré, des postes.

ÉPILOGUE

Cette étude, nécessairement limitée, n'indique que les lignes les plus générales, tant du ravitaillement à l'intérieur que de l'alimentation en campagne. Il est des cas où les prévisions d'ensemble doivent être complétées par les initiatives personnelles. Il y a eu surtout l'ingéniosité audacieuse et l'héroïsme obscur mais efficace, et parfois décisif, de tous les braves gens qui, à travers les tirs de barrage, ont ravitaillé leurs glorieux camarades jusque dans leurs trous d'obus.

PÉRORAISON

Morceau choisi extrait du chapitre «La boue dans la tranchée», Carnet d'un combattant, Paul Tuffrau, Chef de bataillon au 208^e Régiment d'Infanterie, Librairie Payot et Cie, Paris, 1917, 292 p.

« [...] Du fond de mon abri, j'entends le grignotement de la pluie sur la tôle ondulée qui défend l'entrée, les gargouillements des mille gouttières qui se déversent inlassablement dans la tranchée, les pas incertains et lourds d'un homme au milieu des mares clapotantes et de la boue tenace.

[...] Je suis las de lutter contre l'eau envahissante. [...] Rien, un mince filet d'eau qui coule par-dessus le barrage et qui s'insinue en serpentant vers l'escalier... Par là toute l'eau de la terre va rentrer, et toute l'eau du ciel. Je regarde sans bouger la fatalité s'accomplir. [...]

[...] Les vieux morts des combats d'automne qu'on avait enterrés sommairement dans le parapet, réapparaissent par morceaux dans l'écoulement des terres : ici, deux pieds énormes chaussés de bottes allemandes ; puis un genou vêtu de kaki ; puis une main ridée, parcheminée, aux ongles longs, tournée vers le ciel : la plaque d'identité, fixée par une chaînette, pend au poignet. [...]

Vautier reste là, l'air absent et dégoûté, dans le petit vent aigre qui secoue la pluie. Car il pleut, il pleut toujours sur la lande plate qui sépare les tranchées ; et c'est infiniment triste, cette pluie sur les fils barbelés, sur les trous d'obus pleins d'une eau verdâtre, sur les vieux cadavres aux visages noircis qui gisent çà et là au milieu des armes éparses.

Tout-à-coup, un mouvement se fait ; une file d'êtres fangeux [couverts de boue] et suants apparaît, ployant sous des sacs énormes ou des marmites : les cuistots.

On est crevé. On n'en peut plus. Pas de café, on l'a chaviré en route. Et Martin est tombé dans un trou plein d'eau avec le sac de boules [miches de pain de forme demi-sphérique]. Ça doit faire une fameuse panade [soupe au pain] là-dedans !

Ils ne protestent pas ; ils savent que tout est misère dans ce monde de misère. Ils remplissent leurs gamelles et mangent silencieusement leur ratatouille froide, - bœuf bouilli, pommes de terre vinaigrées, - en se penchant dessus pour la préserver de l'eau et de la terre ; mais ils ont les mains glaiseuses, et le pain qu'ils ont touché crie sous leurs dents.

Le courage était jadis une chose étincelante et joyeuse, et certes il le redevient encore, les jours de combat. Mais au cours de cette longue guerre, il s'est chargé de vertus nouvelles moins éclatantes : la patience, la ténacité, la résignation, - toutes vertus que la France avait en réserve dans ses campagnes et qu'elle ne montrait pas. Ce qui la

Par Maurice Thiéry,

Administrateur de l'Académie François Bourdon.

Cette rentrée des classes fut, on s'en doute, particulière. Le Ministère de l'Instruction Publique, n'eut guère le temps de procéder à ce qu'on appelle aujourd'hui des « ajustements de rentrée ». Dans un pays qui, déjà, sentait que la guerre serait longue, et qui avait mobilisé des effectifs très importants, l'administration, très centralisée dût faire face à l'imprévisible.

En plus, la scolarisation obligatoire n'avait guère plus de 30 ans, et tout n'était pas encore tout à fait au point : nombre de conscrits étaient encore analphabètes, par exemple, et, si tous les enfants de 6 à 13 ans devaient être scolarisés, cette scolarisation était parfois brève, en particulier dans les campagnes.

C'est en relisant le « Bulletin Départemental de l'Instruction Publique » que nous allons trouver les points marquants de cette rentrée 1914, placée sous le signe du patriotisme, de l'unité nationale, mais aussi de la peur.

Le Bulletin de septembre 1914 porte la mention « très urgent et très recommandé ».

On découvre que les inspecteurs primaires de Louhans, Montceau, Autun, Charolles ont été mobilisés. L'inspecteur d'Académie le sera peu après. La circulaire du 24 nous précise : « *quel que soit le trouble causé par la guerre, la vie nationale ne saurait s'arrêter, partout où nous disposons d'un local et d'un personnel, nous ouvrirons nos écoles au jour fixé pour la rentrée (...) j'invite les directeurs à me faire parvenir, dans les quinze jours, un état précis des élèves présents, des locaux disponibles, du nombre de maîtres afin de me permettre d'apprécier les mesures qu'il conviendra de prendre.*

Il est recommandé, dans les communes où le nombre d'élèves le permet, de regrouper les écoles de garçons avec celles des filles.

Puis vient cette recommandation, dont je ne connais pas la cause : « aux institutrices qui souhaiteraient quitter leur classe pour aller dans d'autres administrations, je rappelle que leur premier devoir, même en temps de guerre, est de faire classe... ».

On ouvre tout de suite un « Livre d'Or », où seront mentionnés les noms des soldats morts pour la France, ou ceux qui ont été blessés, ou décorés.

Le Ministère prend (le 5 août 1914) les mesures financières qui découlent de la mobilisation de 25 000 instituteurs. « *Ceux-ci, mobilisés, continuent à percevoir leur traitement, mais le total de leur traitement et de leur solde ne devra pas dépasser le chiffre du traitement civil pour les fonctionnaires pourvus d'un grade d'officier, ou d'un sous officier à la solde mensuelle* ».

Si la solde est inférieure au traitement, la différence sera payée par l'État. Les hommes de troupe toucheront l'intégralité de leur traitement civil.

Il fallait aussi pourvoir les postes laissés vacants et accueillir un maximum d'enfants. On précise donc que les veuves de soldats morts au front pourront être employées comme institutrices stagiaires, et l'on accueillera, au maximum, les enfants de soldats avant l'âge réglementaire (6 ans), sans dépenses supplémentaires, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de postes créés pour cela. En outre, des retraités furent sollicités pour reprendre du service et les normaliens de troisième année, directement affectés dans les classes.

Voilà les principales mesures d'ordre purement administratif qui furent prises.

Mais la rentrée était là, il fallait bien en parler, mettre les mots qui convenaient sur la peur, l'angoisse et la douleur de tout un pays.

La circulaire du 29 septembre 1914, signée du ministre Albert Sarraut, donne les instructions suivantes : « *je désire que le jour de la rentrée, dans chaque école, dans chaque classe, à la même heure les fils de France salueront l'héroïsme de ceux qui versent leur sang pour la liberté, la justice et le droit humain* ».



Albert Sarraut

La leçon du maître sera simple et forte, et adaptée à l'âge des enfants et des adolescents. On expliquera les causes de cette guerre, et comment la France a dû se dresser encore, pour repousser l'assaut des Barbares.

Puis, les semaines, les mois passant, le « Bulletin Officiel de l'Instruction Publique » reprit une forme normale, avec à chaque fois, l'inévitable « Livre d'Or ». La première liste des instituteurs morts et blessés à l'ennemi paraît en décembre 1914. On y compte 10 tués, 27 blessés et 5 disparus ou prisonniers. Il faut rapporter ces chiffres au nombre d'instituteurs mobilisés ou maintenus sous les drapeaux. 96 dans le département, qui comptait alors 951 instituteurs et 1 188 institutrices.

Pour terminer cette introduction à une étude plus vaste concernant l'école pendant la guerre, revenons au plan national.

Dans le livre « l'école publique française », à tendance fortement anticléricale, les auteurs osent ce rapprochement – qui, sur le plan statistique, est tout à fait exact.

Instituteurs laïques mobilisés : 35 817, morts 8 119, pourcentage de 22,6 %.

Membres du clergé séculier et régulier mobilisés : 32 699, morts 4 618, pourcentage de 14,1 %.

Il faut, bien entendu, remettre ces chiffres dans un contexte de guerre scolaire (le livre a été écrit en 1952, mais les nombres cités sont vérifiés).

D'ailleurs, si l'on classe par catégorie les tués de la guerre de 14/18 on trouve en tête la classe dite « supérieure » puis les instituteurs et les paysans (en pourcentage, toujours)

Quoi qu'il en soit, chaque village de France a son monument aux morts de la « Grande Guerre », chaque famille de France trouve dans ses aïeux un ou deux morts pour la France, et bien des noms sonnent encore de façon étrange, fantomatique : Verdun, le Chemin des Dames, la Voie Sacrée, la Marne, la Somme... Et, pour ceux qui survécurent, la sombre perspective, esquissée dès 1918, de se retrouver au côté de leurs fils 20 ans plus tard, pour une autre apocalypse.

Dictée de 1915 pour le concours d'admission à l'École Spéciale :

CONTRE L'ALLEMAGNE

La France seule, dès le début de la guerre, avait tout risqué et s'était, d'un cœur impitoyable, résolue à disparaître ou à vaincre. Ni l'Angleterre, ni la Russie ne jouaient comme nous leur existence nationale. Elles avaient conscience qu'elles pouvaient survivre à la défaite, nous pas. Il nous fallut une armée héroïque pour compenser cette terrible inégalité de chances.

Peu à peu les procédés de l'ennemi, les horreurs des sous-marins, une ambition inouïe qui ressemblait mieux encore à de la voracité qu'à de l'ambition, ne permirent plus d'erreur sur le dessein que se proposait l'Allemagne. Les points de vue alors changèrent. La nécessité d'abaisser l'Allemagne et de la mettre pour longtemps hors d'état de nuire, apparut clairement : les Alliés sentirent que leur sort serait pareil au nôtre s'ils hésitaient à donner de toute leur masse. Et qui sait si demain le reste du monde n'aura pas une impression identique ?

Aujourd'hui c'est l'heure de l'Angleterre. Après un effort déjà grandiose, elle s'offre maintenant à la cause commune avec une générosité nouvelle, et elle va déployer sans réserve, son incomparable génie d'audace et de persévérance, et sa puissance illimitée. C'est la terreur de ce formidable apport qui secoue en ce moment l'Allemagne et prête à la politique impériale cet air de boussole affolée.

Alfred Capus

Archives AFB

ANNEXE du Chapitre n°6 qui suit : Écoles Schneider pendant la guerre, dictée d'admission à l'École Spéciale



LES ÉCOLES SCHNEIDER PENDANT LA GUERRE

Par Fabrice Daviot,

Membre de l'Académie François Bourdon.

La dureté de la Première Guerre mondiale ne se vit pas que sur les champs de bataille mais aussi à l'intérieur des écoles Schneider où règne un climat oppressant tant pour le personnel enseignant que pour les élèves. Le système éducatif schneiderien devient le théâtre, en différé, des traumatismes vécus par les soldats français sur le front. En conséquence, on assiste à un transfert des émotions et des souffrances relatives à la guerre vers les écoles.

L'image virile et autoritaire des écoles de garçons, incarnée incontestablement par les professeurs masculins, s'atténue de plus en plus du fait de leur mobilisation massive. Les nombreuses places laissées vacantes sont désormais occupées par les jeunes femmes - âgées pour la plupart de 16 ans à 20 ans à peine - devenues enseignantes, plus par obligation et devoir envers la nation que par pure passion. Par exemple, dans les écoles de garçons de La Machine, dans la Nièvre, le phénomène de féminisation s'amorce déjà en octobre 1914 et s'amplifie en mars 1916, où il ne reste plus que deux hommes. On recrute de toute urgence des jeunes filles diplômées mais sans aucune expérience dans l'enseignement, toutes natives et ou résidant dans la commune machinoise pour pallier le déficit chronique du personnel masculin. Les élèves, habitués à obéir, en la présence des maîtres, ont la fâcheuse tendance à se dissiper et profitent de la trop grande indulgence octroyée par un bon nombre d'institutrices. Celles-ci éprouvent bien des difficultés à canaliser l'énergie débordante et le comportement devenu frondeur de leurs élèves. Un vent d'anarchie souffle dans les établissements scolaires schneideriens !

L'apprentissage des savoirs et savoir-être est rendu très délicat en raison du désordre ambiant qui se généralise. La faute incombe en partie à la réalisation des emplois du temps qui sont calqués sur les impératifs de la guerre qui font disparaître une kyrielle d'heures d'enseignement. À titre d'exemple, le Cours Spécial de La Machine ne propose plus que des cours entre 9 et 11 heures du matin. Dans de telles conditions, le niveau scolaire ne peut que baisser,

générant fatalement une importante désertion scolaire et compromettant l'avenir des jeunes qui subissent également les effets indésirables de la guerre. Au Creusot, les écoles semblent moins affectées si ce n'est le Cours Supérieur dit le Caboulot - école élitiste à fort encrage technique et scientifique - qui raccourcit les études à deux années au lieu de trois. D'ailleurs, la Grande Guerre met fin prématurément, en octobre 1919, au Cours Supérieur, expérience pédagogique fort originale mais jamais renouvelée car l'École des Arts et Métiers, à Cluny, fut préférée.

Les curricula se saisissent du contexte singulier de la guerre avec des dictées savamment sélectionnées par les enseignants. Par l'écrit, il est question de se rapprocher des affres du conflit et de faire naître chez les élèves, le devoir patriotique ainsi que l'empathie envers les soldats français qui endurent les douleurs physiques et psychiques incommensurables. Les cours d'éducation physique prennent une dimension encore plus militaire qu'auparavant comme si les élèves étaient déjà programmés à endosser le rôle de petits soldats, tous unis, prêts à repousser et à combattre l'ennemi allemand.

Le message patriotique s'exerce également dans la quotidienneté en temps de guerre. Les élèves notent régulièrement sur leurs cahiers, à destination de leurs parents, une myriade de conseils préconisés par Schneider et le chef de service des écoles Schneider, comme l'échange de l'or pour accroître les fonds de la Banque de France, la méthode Holden consistant à économiser le pain par une lente mastication, l'utilisation de la marmite norvégienne (auto-cuiseur) en vue de diminuer la consommation en charbon et en gaz... Tous ces actes, anodins soient-ils, permettraient de résister efficacement en période de guerre, essayant ainsi le sens intrinsèque du patriotisme. L'ensemble des paradigmes s'en trouve bouleversé avec une exacerbation des valeurs militaires.

L'exceptionnalité du contexte engendré par la guerre a permis de souder durablement les liens

fraternels entre tous les acteurs du système éducatif schneiderien et plus généralement, dans la population creusotine.

De surcroît, la famille patronale a réussi, après le décès tragique en février 1918, d'un des siens, Henri-Paul Schneider, alors sous-lieutenant, à impliquer fortement les élèves ainsi que leurs familles, à rejoindre spirituellement, la destinée nationale des Schneider. Depuis qu'il a été tué lors d'un combat aérien, les Schneider n'ont eu de cesse de perpétuer la mémoire de leur défunt, en organisant dans toutes les classes, des hommages annuels qui lui étaient personnellement dédiés. Par la transmission d'actes patriotiques considérés comme héroïques, l'objectif principal réside dans l'intériorisation insidieuse du paternalisme et de ses corollaires ainsi que dans l'acceptation de sacrifier son corps pour servir la patrie. La cristallisation de la pensée schneiderienne, durant la Première Guerre mondiale, nonobstant les monstruosité liées à la guerre, a permis au moins de développer un esprit solidaire dans la cité creusotine et de participer à l'effort national.

Il est vrai qu'un siècle après le début des hostilités, le devoir de mémoire est primordial dans la mesure où la jeunesse creusotine fut meurtrie dans sa chair par les nombreux blessés, prisonniers et tués qu'elle compte. Je ne pouvais faire l'impasse sur le livre d'or des écoles Schneider qui recense le nom des anciens élèves du Caboulot, Groupe Spécial, Groupe Préparatoire, des écoles élémentaires Saint-Charles et

Saint-Henri qui ont perdu la vie ou qui ont vu leur liberté sabordée et ceux qui ont subi d'intenses séquelles... Citons, parmi les anciens élèves du Cours Supérieur, les tués : Georges Anfry, Henri Jean-Baptiste Arliguy, Claudius Auloge, Claude Georges Bourdeau, Pierre Marcel Chantelot, Louis James Chevalier, Raymond Euvrard, Pierre Garon, Jean Laupépin, Victor Maitrejean, Claudius Margueron, Germain Mignot, Jean-Baptiste Renard, François Pierre Rodhain ; les blessés : Marcel Bard, Jean Benoît, Jean Bousquet, Raoul Boutoud, Emile Chambrette, Philibert Cliton, Louis Desloirs, Léon Didier, Jean-Marie Filleul, Charles Jean Forey, Eugène Lesaque, Marius Mignot ; à la fois blessés et prisonniers : Henri Fonty, Paul Giboulot, Henri Girerd, Gabriel Martinengo ; prisonnier : Gaston Jean-Baptiste Ramé. Et dire que les ex-élèves du Cours Supérieur, qui ont disparu tragiquement, avaient d'excellents résultats scolaires - pour certains majors de promotion - et étaient promis pour beaucoup à jouer les premiers rôles dans l'industrie française mais la vie ou plutôt la mort en a décidé autrement.

Je dirai, en guise de conclusion, que le temps qui s'écoule n'enlève en rien aux calamités occasionnées par la Première Guerre mondiale, juste à panser péniblement quelques plaies et cicatrices. Heureusement, que l'Histoire est là pour rappeler, à tous que le passé est capital pour mieux vivre l'instant présent.

Fabrice DAVIOT

La dictée (d'Ernest Lavisse) :

Un soldat écrit ce qui suit : « ceux qui n'ont pas souffert dans leur chair, ceux qui n'ont pas reçu le sacrement de la souffrance, ceux-là n'ont pas le droit de se plaindre... D'abord, les pieds gelés, les rats, les poux, la paille pourrie, la veillée des cadavres : après, nous verrons ! ... Nous demandons à l'arrière une action et un effort comparable au nôtre. Il ne doit pas y avoir une France en guerre et une France en paix, mais une seule France ! ».

Au lieu de murmurer si quelques privations nous sont imposées, si l'on nous demande de contribuer de notre argent aux œuvres de guerre, et s'il faut travailler sans répit pour la défense nationale, pensons à la boue et aux pieds gelés, pensons à la veillée des cadavres et cette gêne, ces sacrifices, ce labeur ardent nous les accepterons volontiers, de bon coeur comme notre part - part bien petite ! - des souffrances communes.

Cote : AFB, 01L0512, dictée, d'après Ernest Lavisse, document non daté.



LA RÉQUISITION DE LOCAUX PAR L'ARMÉE

Par Raymond Assémat,

Membre de l'Académie François Bourdon.

REMPLACEMENT DES PROFESSEURS MOBILISÉS

Dans les archives de l'Académie sur cette période de guerre, nous disposons d'une lettre du directeur de l'Ecole Nationale Professionnelle de Chalon "la Prof" adressée à Eugène Schneider :

« Pour remplacer les professeurs mobilisés, M. le ministre de l'Instruction Publique nous engage à faire appel à toutes les bonnes volontés et à toutes les compétences, notamment aux dessinateurs et aux ingénieurs pour l'enseignement technique (circulaire du 24 août aux recteurs) ».

Il sollicite M. Schneider « de bien vouloir mettre à disposition de l'ENP pendant toute la durée de la guerre un employé que vous jugerez capable d'enseigner le dessin industriel à nos élèves de 3^{ème} et 4^{ème} année qui se destinent à l'industrie ou aux Arts et Métiers ». « Vos heures seraient les nôtres, deux séances de trois heures ou trois séances de deux heures par semaine... ».

À l'époque M. Schneider faisait partie du comité de patronage de l'école et le directeur s'appelait M. Creusot (on n'invente pas !).

RÉQUISITION DES ÉCOLES ET HÔPITAUX MILITAIRES AU CREUSOT :

Extrait de la conférence du 16 octobre adressée à la Direction à Bordeaux :

« Réquisition du médecin major Morand, médecin chef de l'hôpital temporaire :

- 2 écoles libres de Montchanin (filles et garçons),
- au Creusot l'école protestante et l'école libre de filles de la rue de Blanzay sont également réquisitionnées et mises à disposition du service de santé.

Pour les écoles l'Etat a libéré et fait remplacer un certain nombre d'instituteurs publics qui étaient affectés au service de garde des voies et communications. L'usine va solliciter l'extension de cette mesure aux instituteurs libres du Creusot ».

La note du 13 octobre pour la direction générale à Bordeaux (signée Julliotte) détaille clairement la situation :

« Nos trois écoles privées de garçons Saint-Henri, rue des Équipages et Sainte-Barbe plus notre asile rue de la Sablière fonctionnant depuis le 2 octobre pour nos écoles élémentaires, groupe spécial et groupe préparatoire sont réquisitionnés pour hôpitaux militaires malgré les démarches faites auprès du médecin major. Pas de locaux pour remplacement. Craignons le mécontentement en raison de l'importance de nos écoles pour l'avenir des enfants.

Croyons nécessaire de faire démarche auprès des pouvoirs publics pour exposer les graves inconvénients et les efforts déjà réalisés par la population.

Les hôpitaux temporaires occupent déjà depuis le lendemain de la mobilisation :

- les écoles spéciales de la rue du Guide ;
- le bâtiment scolaire de la Croix Menée (école de filles) ;
- l'école communale de la Croix Menée ;
- l'école communale des Moineaux.

On relève un peu plus loin que ces écoles représentent près de 1 250 élèves.

« De plus nous avons livré au Service de Santé Militaire :

- une partie importante de notre Hôtel Dieu ;
 - la salle du Jeu de Paume à la Verrerie ;
 - la petite Verrerie ;
 - le local du Cercle ;
 - la salle de répétitions ;
 - la salle des Fêtes du boulevard Saint-Quentin ;
- tous ces locaux nous appartenant ».

« Pour la prompte organisation de ces formations sanitaires, nous avons fait les plus grands efforts et la population toute entière a rivalisé de zèle en apportant avec empressement lits, tables, literies, linges, vaisselle. Etc... si bien qu'en quelques jours nous avons eu de 650 à 700 lits qui ont été à peu près constamment occupés... ».

Suivent un certain nombre d'arguments et de considérations sur le cas du Creusot par rapport à d'autres villes pour plaider un assouplissement de ces réquisitions :

« Population presque entièrement ouvrière ne pourra renouveler cet effort généreux ».

« Il faut se préoccuper de la répercussion de cette augmentation de blessés et malades sur l'hygiène publique et sur l'alimentation de notre ville qui est déjà loin d'être facile ».

« Le gouvernement a manifesté son désir de faciliter le fonctionnement des Ecoles ... et attache une importance particulière à la continuation des études professionnelles... ».

Le recrutement de notre personnel tant employé qu'ouvrier est effectué en majeure partie à l'aide de nos écoles de garçons ... Les parents attachent la plus grande importance à l'entrée de leurs enfants dans nos écoles et à leur travail régulier.

« L'interruption complète de notre enseignement en plus de l'inconvénient grave de laisser les enfants oisifs ou à la rue présenterait aux yeux des parents le danger de compromettre irrémédiablement leur avenir dans nos industries ».

« Nos ouvriers mis dans l'impossibilité de faire instruire leurs enfants concevraient une irritation aussi vive que légitime et nous aurions à redouter cet état d'esprit alors que nous leur demandons des efforts incessants et exceptionnels au profit exclusif de la défense nationale... ».

« Il ne manque pas en France de cités plus riches que le Creusot en ressources immobilières et financières susceptibles de créer et d'entretenir facilement de nouvelles formations sanitaires ».

« Montceau : 30 000 habitants a conservé tous ses mineurs et n'a encore aucun hôpital militaire ».

« Vous estimerez sans doute qu'il y a lieu de faire auprès du ministre de la Guerre les plus pressantes démarches pour arrêter la désorganisation complète de notre enseignement... ».

Les démarches menées en haut lieu n'apportent pas d'améliorations notables.

HÔTEL-DIEU DU CREUSOT

D'après les informations fournies par M. Marlot (Président du Syndicat d'Initiative), l'Hôtel Dieu du Creusot avait déjà signé des accords avec l'Armée :

De multiples aménagements successifs ont été effectués en 1911. Le pavillon Marie-Antoinette, comprenait un service spécial de chambres particulières, des galeries de cure d'air et un laboratoire médical. Cette annexe a coûté 250 000 francs environ. Les incurables et les aliénés ne sont reçus qu'à titre provisoire, en attendant l'accomplissement des formalités exigées pour leur admission dans des asiles spéciaux.

Une aile d'un pavillon est réservée comme



Heure de repas des blessés à l'Hôtel Dieu



Convalescents dans la cour de l'Hôtel Dieu

hôpital militaire. Cette section est autonome au point de vue administratif et médical ; ses rapports avec l'Hôtel-Dieu sont réglés par un accord passé avec le Département de la Guerre. Un traité est également intervenu avec la compagnie du Chemin de Fer Paris-Lyon pour les soins à donner à ses agents blessés ou malades de la région.

Enfin depuis janvier 1908 l'Hôtel-Dieu est désigné par l'autorité militaire pour être converti en hôpital temporaire de territoire en cas de mobilisation.

Ce qui explique la forte implantation des services médicaux de l'armée au Creusot.

HÉBERGEMENT DES INFIRMIÈRES CROIX-ROUGE À LA PETITE VERRERIE



Arrivée d'un blessé dans la cour de la Verrerie

Mais la coexistence au sein de la Verrerie entre la direction de l'usine et l'hôpital temporaire pose quelques problèmes :



Salle du jeu de Paume transformée en hôpital



Une note du 18 avril 1917, envisage diverses solutions pour "être moins à l'étroit à la petite Verrerie en cas de visites importantes" en modifiant l'hébergement des "dames de la Croix Rouge".

En effet les infirmières envoyées par la Croix Rouge (une douzaine) sont logées au premier étage en chambres meublées. Elles prennent leur repas dans la salle à manger de la petite Verrerie, servis par le maître d'hôtel.



Poilus convalescents en détente dans la cour de la petite Verrerie



Les tarifs des repas sont indiqués 6,85 F par personne (pour petit déjeuner, 2 repas et goûter !). Le vin appartenant à M. Schneider s'ajoute aux frais (sic !).

Les nappes et serviettes sont fournies et blanchies par MM. Schneider et Cie. En plus, le blanchissage du linge de corps et l'entretien journalier des chambres est assuré par le personnel de M^{me} Schneider.

De ce fait les infirmières ne sont pas prises en charge par l'hôpital militaire temporaire du Creusot, ne figurant sur l'effectif que pour ordre sur le plan disciplinaire.



Infirmières de la Croix Rouge dans la cour du château

Pour récupérer la salle à manger et les chambres, la direction envisage de confiner les infirmières dans les annexes de la Verrerie où des locaux ont été libérés.

Elles se chargeraient elles même de leur nourriture mais la société garderait à sa charge les gages d'une cuisinière et d'une femme de service et les frais de combustible et de chauffage.

L'autre solution consisterait à les remettre totalement à la charge de l'hôpital temporaire mais la direction craint de créer un conflit inutile.

MAIS EN RÉALITÉ TOUT EST RESTÉ À LA CHARGE DE SCHNEIDER ET CIE.



LE CREUSOT ET L'ARTILLERIE DE LA GUERRE DE 1914

Par Antoine de Badereau,

Vice-Président de l'Académie François Bourdon.

Nous avons publié dans notre Bulletin deux études concernant l'Artillerie Scheider :

- N° 8 - 2007 « *Le Creusot et l'artillerie - La rivalité Krupp-Schneider* »,

- N° 9 - 2008 « *Le rôle des Etablissements Schneider dans la victoire de 1918* ».

Il nous est paru utile, dans ce numéro consacré à la Grande Guerre, d'en rappeler le contexte industriel.

Quand on évoque la Première Guerre mondiale, c'est d'abord aux hommes que l'on pense, à leur sacrifice, à leurs souffrances. Mais cette guerre a été aussi une guerre de matériel, et la décision a été obtenue parce que la puissance industrielle des Alliés a largement surpassé celle de leurs adversaires.

Dans cette guerre industrielle, qui a mobilisé l'ensemble de l'industrie française, le rôle de l'entreprise Schneider a été particulièrement important. À son actif on peut mettre en effet :

- La production des munitions dans ses usines ainsi que l'aide technique apportée aux autres producteurs et aux aciéristes étrangers fournisseurs pour ces fabrications.
- La fabrication de différents matériels d'artillerie lourde qui ont permis de combler la grave déficience de l'armée française aux débuts de la guerre et qui ont représenté en 1918, 90 % du matériel en service.
- La création de l'artillerie lourde sur voie ferrée.
- La création des premiers chars d'assaut français.

Ce rôle n'a pas été célébré comme il aurait pu l'être. Les travailleurs dans l'industrie ont été considérés par certains comme des « planqués ». On les a même opposés aux paysans qui se retrouvaient en masse dans les tranchées. Cela correspondait pourtant à une nécessité si on refusait l'idée de défaite. Pendant cette période l'entreprise, à tous les échelons, a fait preuve d'énergie, d'invention, d'initiative, d'improvisation n'excluant pas la méthode et la rigueur pour surmonter les difficultés. Jamais, dans toute son histoire, l'entreprise n'avait fait autant la preuve d'efficacité industrielle.

La Fonderie Royale de Montcenis est fondée en 1782, durant la Guerre d'Indépendance Américaine, pour fournir des canons en fonte pour la Marine. Les premières coulées n'eurent lieu qu'en 1785. Les guerres de la Révolution entraînent des besoins, mais la qualité de la fonte au coke du Creusot s'avérait insuffisante et on doit faire venir de la fonte au charbon de bois du Jura pour la refondre.

Après 1815 la fabrication des canons est réservée aux établissements d'État et disparaît complètement des productions du Creusot jusqu'en 1870.

LES CANONS DE LA GUERRE DE 1870

En 1870 la France est équipée de canons en bronze se chargeant par la bouche, dont la moitié environ a été munie de rayures. Les Prussiens ont adopté des canons Krupp rayés, en acier, se chargeant par la culasse. Ils surclassent largement l'artillerie française. Quelques canons système Reffye à chargement par la culasse en bronze ou en acier seront commandés mais arriveront trop tard pour influencer sur la décision.

LA MISE AU POINT DE L'ACIER À CANONS

Au lendemain de la guerre, la France désire se doter d'une artillerie moderne et choisit l'acier. Le Président de la République, Thiers, a un moment le projet de faire du Creusot le fournisseur de l'artillerie, l'équivalent de l'Essen de Krupp, ce qui ne semble pas soulever l'enthousiasme d'Eugène Schneider. La fabrication massive de canons qui demande de gros investissements, n'est pas une activité très attirante pour un industriel, car il risque de sacrifier d'autres débouchés, alors qu'elle est discontinuée et liée à la situation politique.

Le Creusot se voit confier la mise au point de l'acier à canon. Le succès de ces essais valu à Eugène Schneider une lettre de remerciement de la part d'Adolphe Thiers. Un projet de marché du 8 mai 1873, portant sur la livraison de 1 000 pièces par an pendant trois ans, n'a pas eu de suite. Il y eut par contre de multiples commandes pour des éléments de

canons, tubes, frettes, bloc de culasse, dont les Ateliers d'État assurent l'usinage et le montage. Le Creusot n'est pour l'Etat qu'un fournisseur à côté d'autres forgerons.

Malgré les progrès de la métallurgie, ce sont des fabrications difficiles qui entraînent un nombre de rebut élevé. La qualité de l'acier à canon est en grande part liée à la pureté du métal, donc au choix des matières premières. Le Creusot aura toujours une partie de ses approvisionnements consistant en minerai riche et de grande pureté.

LES FOURNITURES POUR L'EXPORTATION

Après 1884, l'exportation de matériel militaire fut autorisée. Schneider peut alors entrer en compétition avec les deux fabricants qui monopolisaient le marché, Krupp et Armstrong. Cette activité pour l'exportation ne se développe que très progressivement. Les commandes de canons complets se limitent à quelques unités, surtout pour la marine et la défense des côtes. Parmi les clients on trouve l'Espagne, l'Italie, la Chine, le Japon, l'Argentine.

En 1897, Schneider achète les Ateliers du Havre et, la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, spécialisés dans les fabrications d'artillerie et devient ainsi le plus grand fabricant français. Les ateliers du Havre sont sous la direction de Gustave Canet, ingénieur centralien. Canet a développé tout un système d'artillerie avec des solutions techniques originales.

LA CANON À TIR RAPIDE ET LES SUCCÈS INTERNATIONAUX DE SCHNEIDER

À partir de 1890, pour tous les artilleurs, le problème majeur à résoudre est celui du tir rapide. Le



Canon de 75 Schneider Type PD

chargement par la culasse, l'adoption de la douille métallique, le perfectionnement des mécanismes de culasse ont augmenté les cadences de tir. Reste à régler le problème du recul. Le départ du coup provoque une réaction sur la pièce et il faut remettre la pièce en batterie et refaire le pointage. Différentes solutions ont été préconisées et essayées pour limiter le recul : freins mécaniques, ressorts, bêches élastiques, amortisseurs hydrauliques.

En France la solution du frein hydropneumatique conduisit à la mise au point du fameux 75 modèle 1897, sous la direction de Deport, puis de Sainte-Claire-Deville et Rimailho. Ce canon fabriqué dans les ateliers de l'Etat, était réservé à l'Armée française.

Indépendamment des Services de l'Etat, Canet et le Creusot, mettent au point après de nombreux essais un canon de même calibre, dont les caractéristiques et les performances étaient voisines de celle du 75 réglementaire modèle 1897. Ce canon n'était pratiquement destiné qu'à l'exportation, en concurrence avec les canons Krupp.

Avant de se décider pour l'un ou pour l'autre chaque pays organise des campagnes d'essais comparatifs. Entre 1903 et 1907, Schneider l'emporte sur Krupp sur presque tous les points dans les essais effectués successivement au Portugal (1903-1904), en Bulgarie (1904), en Espagne (1904), au Pérou (1905), en Serbie (1906), en Grèce (1907). À côté des éléments techniques interviennent dans les décisions d'achat des facteurs politiques, voire même des commissions attribuées à différents intermédiaires.

C'est à partir de 1904 que Schneider obtient d'importants marchés d'artillerie de campagne et de montagne de la part de différents pays : Portugal, Chine, Perse, Espagne, Pérou et surtout des pays qui seront les belligérants des guerres balkaniques de 1912-1913 : Bulgarie, Serbie, Grèce, Turquie.

On a souvent confondu les deux pièces, en allant jusqu'à écrire que c'était les 75 Schneider qui avait gagné la guerre de 1914.

À la veille de la guerre de 1914 l'Armée française est équipée essentiellement du 75 modèle 1897, conçu et réalisé dans les ateliers de l'Etat et ne possède que quelques batteries de 75 Schneider dans des divisions de cavalerie.

En revanche le rôle du Creusot a été la fourniture d'ébauches forgés et des travaux de sous-traitance d'usinage pour le 75 mod 97, mais surtout l'organisation des fournitures d'obus.

LE PROBLÈME DES MUNITIONS

Le Ministère de la Guerre avait prévu la fabrication de 15 000 obus de 75 par jour, on en demande 50 000 le 19 septembre et 80 000 en janvier 1915, on passe ensuite à 150 000. En avril 1917 on en consomme 4 000 000 en 10 jours pour la préparation de l'offensive sur le Chemin des Dames. Pour suppléer à l'insuffisance de capacité des Arsenaux, dès le mois de septembre le Gouvernement organise la fabrication des munitions dans l'industrie privée dont l'urgence est rappelée avec angoisse par le Quartier-Général. Le principe est de constituer 5 groupes d'industriels autour de chefs de file. Schneider est l'un d'eux, et le plus important en raison de son expérience et de ses moyens. La fabrication des obus est complexe et comporte de nombreuses opérations. Elle demande des équipements spécialisés pour le forgeage, perçage, filage et ogivage. Pour l'usinage on mobilise toutes les industries privées ou d'Etat qui ont quelque compétence, en utilisant tous les tours existants ou que l'on achète en quantité à l'étranger. La fabrication des fusées¹ ressort de la mécanique de précision. Le remplissage en explosif demande des ateliers spécialisés.

Depuis qu'il s'était lancé dans la fabrication de matériels d'artillerie Schneider avait installé au Creusot une fabrication d'obus pour les pays acheteurs de ses canons. Il avait eu à livrer au Gouvernement Français en 1906, 150 000 shrapnels² de 75 et 10 000 obus explosifs de 155. Il avait été demandé que les outillages soient conservés en état et un contrat avait été passé pour la production en cas de guerre de 2 000 shrapnels de 75 et 150 obus de 155 par jour. Pour cette production il était prévu la mise en sursis d'appel de 913 ouvriers et 45 ingénieurs et agents de maîtrise jugés indispensables pour former le noyau de l'effectif nécessaire à la fabrication.

Pendant la guerre l'effort du Creusot a consisté à développer la production d'obus de tous

calibres, mais aussi à apporter son concours aux nombreux industriels se lançant dans ces fabrications sous l'impulsion du Gouvernement.

Les difficultés qu'il a fallu surmonter étaient nombreuses. Pour passer de 2 000 à 10 000 obus par jour en 4 mois on doit utiliser, en plus des presses initialement consacrées, les presses et pilons de la Moyenne Forge. Une presse est commandée dès le début des hostilités, deux presses sont empruntées à Imphy. Le Creusot étudie et construit des presses pour ses ateliers, comme pour d'autres industriels. Au total on ajoute à l'équipement existant de 14 presses, 32 presses de différentes puissances et la capacité de production atteint 20 000 tréfilés par jour. On fait appel à de nombreux sous-traitants. L'organisation est d'autant plus difficile que les programmes fixés par le Gouvernement sont souvent modifiés.

En juillet 1915 est décidée l'installation au Breuil d'un atelier pour la fabrication intensive d'obus explosifs de 120 et de 155 comportant 55 presses et 387 tours. Alors qu'il n'existait que la charpente des bâtiments, la réalisation fut particulièrement rapide et la mise en marche commença le 30 octobre.

La fabrication des munitions de 75 s'était développée dans beaucoup d'usines qui avaient été créées à cet effet ou qui s'étaient adaptées. C'est ainsi que Renault, Peugeot, Citroën deviennent des fabricants d'obus. Souvent le Creusot doit apporter son aide technique à ces ateliers en fournissant des plans d'outillage, en envoyant des agents pour la mise au point des fabrications et recevant de nombreuses missions. La production de 75 devient alors suffisante et à partir de septembre 1916 on demande au Creusot d'abandonner ces fabrications pour se consacrer aux fabrications des obus de gros calibres.

Il y a de nombreux freins à la production qui n'a pas toujours pu atteindre ce qu'auraient permis les installations. En particulier celui des effectifs et celui du métal.

En août 1916 le Creusot écrit que l'on pourrait fournir 330 000 tonnes de produits au lieu de 245 000 avec un supplément de 500 ouvriers et 40 agents. Comme l'Armée est réticente à libérer les gens sous les drapeaux, on fait venir des civils non mobilisables, des étrangers et on met les femmes au travail.

1 - La fusée est le dispositif qui permet de déclencher l'explosion de l'obus soit à l'impact, soit à une hauteur donnée.

2 - Le shrapnel était un obus chargé de balles qui étaient projetées au moment de l'explosion. C'était la munition principale au début de la guerre, avant de faire place à l'obus explosif.

Un autre obstacle, c'est le métal disponible. Dès les premiers mois, il apparut que la production des aciéries françaises, diminuée de la sidérurgie des régions du Nord et de l'Est, serait insuffisante pour assurer l'exécution de programmes toujours croissants. On dut faire appel à la production étrangère : Italie, Angleterre, Suède, États-Unis.

La qualité du métal reçu posa alors de gros problèmes : présence de défauts internes et irrégularité des analyses. Le Creusot doit introduire des contrôles non prévus initialement. Il apporte son assistance technique aux différentes aciéries, et envoie un certain nombre d'agents en mission en France et à l'étranger. Fin 1915 Schneider décide la création au Breuil d'une nouvelle aciérie qui fut réalisée en moins de six mois.

LE PROBLÈME DE L'ARTILLERIE LOURDE

La France a développé le canon de 75, mais a négligé l'artillerie lourde. L'artillerie lourde c'est ce qui permet de frapper fort avec des obus de gros calibre, de frapper loin et d'atteindre les batteries ennemies. Grâce au tir courbe elle peut atteindre du personnel abrité. La plupart des pays étrangers s'étaient munis d'une artillerie lourde. Schneider en appliquant le principe du frein-récupérateur hydropneumatique, réalise des pièces de campagne de 105, 120 et 150 mm. A la demande de la Russie est mis au point un système d'artillerie de siège comportant des mortiers de 8" (203,2 mm), 9" (228,6 mm), 11" (279,4 mm).

Juste avant la guerre la France fait une timide ouverture vers une artillerie lourde moderne. Le commandant Raimbault crée un obusier de 155 mm court à tir rapide, mais il n'y en a que 104 en service en 1914. De portée insuffisante et de fabrication difficile ce modèle ne sera pas relancé pendant la guerre. Après 1910 le Service de l'Artillerie s'intéresse au matériel Schneider et lance des essais. En 1913 une commande de 110 canons de 105 longs est passée. La livraison commence juste au moment de la guerre et sera échelonnée jusqu'en mai 1915. On entreprend la modernisation des pièces de 155 « de Bange » modèle 1877 en les montant sur un affût Schneider à frein hydropneumatique. À partir de 1915 d'autres fabrications sont lancées de modèles existants ou modifiés. Pendant la guerre le Creusot, le Havre et la SOMUA³ livrèrent environ 7 000 pièces de 105 à 280

3 - SOMUA : Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie, filiale de Schneider depuis 1914.

mm. À la fin de la guerre l'artillerie lourde possédait 4 449 pièces dont 90 % de matériel Schneider.

L'ARTILLERIE LOURDE SUR VOIE FERRÉE

Schneider prit une grande part à la création de l'Artillerie lourde sur voie ferrée (ALVF) permettant d'utiliser sur le front des pièces de marine ou de défense côtière. Sur 25 types de matériel mis en service pendant la guerre, 18 étaient du matériel Schneider. En 1918, 548 pièces avaient vu le jour.

LE CHAR SCHNEIDER

Le colonel Estienne préconisa et conçut un engin blindé motorisé. Après des études et expérimentations par l'armée en liaison avec Eugène Brillié⁴, le gouvernement passe commande pour 400 chars dit 75S aux Ets Schneider en février 1916. 128 de ces chars furent engagés le 16 avril 1917 lors de l'offensive du Chemin des Dames. Cette première intervention de chars sur le champ de bataille fut marquée par de lourdes pertes mais permis de tirer beaucoup d'enseignements positifs.



Obus fabriqués au Creusot



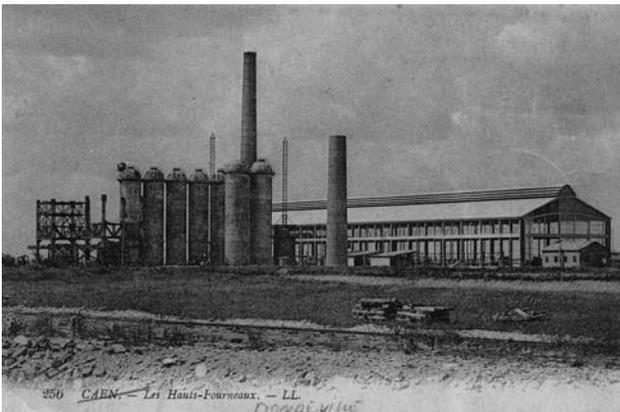
4 - Eugène Brillié, ingénieur centralien créateur d'une société d'automobiles absorbée en 1908 par la société Schneider dont il fut le spécialiste des questions automobiles.

PRISE EN MAINS DE L'USINE THYSSEN DE MONDEVILLE

Par Jean-Philippe Passaqui,

Administrateur de l'Académie – Prix d'histoire François Bourdon 2002.

**ou LES CONSÉQUENCES DE LA
PREMIÈRE GUERRE MONDIALE SUR
LA GÉOGRAPHIE DE LA SIDÉRURGIE
DES ÉTABLISSEMENTS SCHNEIDER ET
CIE¹**



CPA Caen 1917, collection auteur. Carte postale expédiée en 1917.
Photo sans doute en 1914 ou 1915 sur lequel figurent la base des
charpentes des hauts fourneaux, une partie des Cowper, ainsi que la
charpente de l'aciérie.

L'été 1914 marque un tournant dans l'histoire de l'usine du Creusot et des établissements Schneider et Cie qui en sont propriétaires. En fait, au cours des mois de juin et août, après plusieurs années d'atermoiements, le gérant de l'entreprise, Eugène II Schneider, décide d'abandonner la fabrication des productions sidérurgiques communes dans le Centre de la France et de préparer la construction d'une usine en Meurthe-et-Moselle, levant le tabou d'une présence en Lorraine. Mais avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, cette solution devient caduque sans que pour autant, il ne soit possible de revenir sur le redéploiement des usines du Creusot. Au terme de quelques mois de guerre, après l'épuisement des stocks de minerais phosphoreux et de fontes de déphosphoration, l'aciérie Thomas du Creusot, particulièrement vétuste, est arrêtée. Le Creusot ne produit plus que de la fonte hématite

nécessaire à la fabrication des matériels militaires. Mais, à long terme, il faut mettre en œuvre une stratégie visant à maintenir dans le catalogue de Schneider et Cie des produits sidérurgiques courants, les produits longs notamment. C'est dans ce contexte que l'entreprise prête attention à l'importante usine en cours de construction aux environs de Caen, à Mondeville.

Dès les premiers mois du conflit, cette question est abordée, alors que subsiste l'espoir d'être confronté à une guerre courte. Les installations sidérurgiques en sommeil sont nombreuses. Mais beaucoup de ces hauts fourneaux éteints présentent un faible intérêt. Une grande partie des établissements sidérurgiques qui possèdent des équipements susceptibles d'être allumés est située dans la zone proche des combats, trop exposée pour que puisse être prise la décision de les remettre en activité. C'est le cas notamment en Meurthe-et-Moselle où 15 hauts fourneaux sont éteints. Quant aux usines de la zone dite « de l'intérieur », l'analyse de leur production, au terme d'une année de guerre, fait ressortir des évolutions très contrastées. Les usines du Centre de la France, c'est-à-dire Montluçon, Le Pouzin, Firminy, Chasse, Le Creusot, Givors et Unieux connaissent, dès la fin de la guerre de mouvement, une montée en puissance réelle, mais qui ne peut être que limitée.

Tombée dans l'oubli avec l'enlisement dans la guerre des tranchées, la question de la prise de contrôle d'un établissement sidérurgique surgit à nouveau, à la fin de 1915, en raison de l'augmentation des besoins militaires et des pressions gouvernementales. Comme il est impossible d'occulter les exigences soulevées par le conflit, l'installation d'une nouvelle usine ne peut avoir d'intérêt que si elle s'inscrit dans le cadre de la participation à l'effort de guerre. Sortir de terre un complexe sidérurgique relativement intégré demanderait plusieurs années et ne serait d'aucune utilité pour les armées et Schneider et Cie. Le projet doit aussi s'insérer dans la logique de cessation des hostilités, en trouvant une place de choix dans la remise en état des infrastructures du pays, après la guerre. Il s'agit donc de déterminer la complémentarité entre la position commerciale de l'usine à

1 - Comme la participation de l'entreprise au sein de cette société se trouve réduite lors du changement intervenu en 1924 (création de la Société Métallurgique de Normandie, à la place de la Société Normande de Métallurgie), nous avons décidé d'insister sur le projet industriel élaboré entre 1916 et 1924, pour lequel les établissements Schneider ont été un acteur de premier plan.

ériger et les participations des établissements Schneider en Lorraine². L'important gisement de minerai de fer en Normandie semble confirmer les garanties de sécurité qui font alors défaut pour de nombreuses usines situées à proximité des zones de combat. Le Ministère de la Guerre incite Schneider et Cie à s'orienter dans cette voie. À cette époque, les deux parties recherchent un site sidérurgique en construction, susceptible d'être terminé dans un bref délai et capable de répondre aux attentes de la Défense nationale³. Hors de la Lorraine, les solutions envisageables sont rares. En Normandie, la sidérurgie n'est présente qu'à l'état embryonnaire, à travers l'usine en cours de réalisation, dans la banlieue de Caen. Ce projet est né de la volonté du sidérurgiste allemand, August Thyssen, d'acquiescer des exploitations minières, en vue d'approvisionner les hauts fourneaux de sa société, la *Gewerkschaft Deutscher Kaiser*, implantée en Westphalie⁴. L'usine normande n'est devenue une composante de la stratégie de l'industriel allemand que dans un second temps, lorsque la Société Française de Constructions Mécaniques a été associée au projet. L'édification de cette usine est interrompue, au début du conflit, en raison de la présence ostentatoire et décriée, parmi les actionnaires, du groupe sidérurgique Thyssen⁵.

Pourtant, alors qu'elle participe à la mise en valeur du gisement de minerai de fer normand depuis 1907, la famille Thyssen s'est quelque peu éclipsée entre 1911 et 1912. Une convention a été signée entre Thyssen et Cail, en décembre 1911, en vue de créer une société minière et une société métallurgique. C'est à la suite de l'hostilité manifestée par le gouvernement français, au moment de signer le décret de concession du chemin de fer minier, que se fait jour la nécessité, pour MM. Thyssen, d'abandonner leur suprématie dans l'affaire caennaise. Dans ces conditions, la participation française devient majoritaire. Et malgré cette position de conciliation, le déclenchement du conflit met en exergue l'arrangement. Malgré la prédominance des intérêts français, l'usine en construction est placée sous séquestre, en raison de la présence de capitaux allemands. Pour l'opinion publique, elle reste " l'usine des Boches⁶ ".

Afin de poursuivre les travaux et lever le séquestre qui pèse sur l'usine, l'État fait appel à un ensemble de sociétés métallurgiques, au premier rang desquelles figurent Schneider et Cie⁷. Eugène II Schneider, gérant de l'entreprise, fait étudier les conditions de la reprise et de l'achèvement de l'usine. Un contrat est signé, le 4 novembre 1915, entre Louis Le Chatelier, qui agit au nom de la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, et Achille Fournier, un des directeurs des établissements Schneider et Cie, afin de mener à bonnes fins, par voie de fermage ou d'acquisition des actifs, la mise en valeur et l'exploitation du site⁸. Pour les établissements Schneider, il s'agit d'un bouleversement stratégique. Le projet caennais constitue une alternative séduisante par rapport aux orientations stratégiques définies par Schneider et Cie quelques semaines avant le déclenchement du conflit et devenues caduques dès septembre 1914. Au cours des dernières semaines de 1915, une commission est créée au sein de l'entreprise.

Moins d'un mois est laissé aux différents services de Schneider et Cie pour réunir les données avant d'en faire la synthèse, d'où l'impression très nette que les conclusions de Louis Bassal, coordonnateur de la commission et par ailleurs responsable des Hauts Fourneaux et Aciéries, en passe de devenir directeur de l'usine du Creusot, ne font que résumer des études antérieures. À travers sa plume, ce sont surtout les idées de Louis Le Châtelier qui transparaissent. Mais l'ensemble sidérurgique inachevé semble suffisamment intéressant pour que ses conclusions soient favorables à la participation des établissements Schneider et Cie à la reprise du site de Caen. Schneider prend la tête d'un groupement d'actionnaires, réunis pour constituer la Société Normande de Métallurgie⁹. Le 21 juillet 1916, un accord est signé entre celle-ci et la Société des Hauts fourneaux et Aciéries de Caen¹⁰, non sans avoir été freiné par les pressions de plusieurs dirigeants de

7 - Il semble que l'intervention du gouvernement auprès de Schneider et Cie soit aussi liée aux pourparlers engagés entre la Société des Hauts Fourneaux et Aciéries de Caen et une entreprise sidérurgique américaine.

8 - AFB. 01G0331, Contrat d'option du 04 novembre 1915.

9 - Nous appellerons désormais SNM, la Société Normande de Métallurgie. Les entreprises sidérurgiques du Centre de la France sont particulièrement présentes puisque sur un ensemble de 100 000 actions qui composent le capital de la SNM, Schneider figure à hauteur de 58 380 actions (et non 58 280 car les comptages officiels oublient de faire figurer Divary, ancien chef de service de Schneider et Cie, qui possède 100 titres de la SNM), Marine à hauteur de 31 900 actions et la société de vente de produits métallurgiques Descours et Cabaud, à hauteur de 2 400 actions. AFB. 01G0331, Décomposition du Capital de la Société Normande de Métallurgie.

10 - Cette signature est bien tardive par rapport à la rapidité avec laquelle sont menées les études qui préparent la reprise. En effet, il était initialement prévu que les deux premières batteries de fours à coke commencent à fonctionner le 1er août 1916, le premier haut fourneau, le 1er novembre 1916, les batteries 3 et 4, le 1er décembre 1916 et le second haut fourneau, le 1er avril 1917.

2 - Académie François Bourdon (AFB), 01G0331, Note sur la société des hauts-fourneaux et Aciéries de Caen, Paris, le 06 janvier 1916 et 65 AQ K 35, Société Métallurgique de Normandie (sic), Assemblée générale du 25 juin 1921, Exercice de 1920.

3 - AFB. 01G0331, Note sur la société des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, Paris, le 06 janvier 1916.

4 - R. POIDEVIN, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, A. Colin, 1969, p. 214.

5 - Au moment de l'examen de la reprise de Caen par Schneider et Cie, les intérêts allemands dans le capital de la société fondatrice s'élèvent encore à 24%.

6 - Annotation manuscrite retrouvée sur une carte postale de l'usine expédiée à la veille de la Première Guerre mondiale.



Vue des tours de stockage de la houille, des batteries de fours à coke et des ateliers de récupération des sous-produits (vue prise du haut fourneau n°2), en juillet 1916.



Vue d'ensemble de l'usine de Caen-Mondeville, de gauche à droite, les silos de stockage de la houille, les cheminées des batteries de fours à coke, charpente et base des hauts fourneaux, les Cowper, en juillet 1916.



Vue d'ensemble de l'usine de Caen, au moment de la création de la Société Normande de Métallurgie, en juillet 1916.

grandes entreprises métallurgiques françaises qui craignent, à l'instar de François de Wendel, d'éventuelles repréailles des Allemands contre leurs établissements occupés.

Lors de la signature, interviennent Louis Le Chatelier, agissant au nom de la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen et Eugène II, en qualité de Gérant de la Société en commandite Schneider et Cie, celle-ci intervenant pour le compte et comme futur actionnaire de la Société Anonyme en formation¹¹.

Un acte de bail-location emphytéotique permet à la SNM de reprendre tous les actifs immobiliers et mobiliers de la société de Caen¹² ainsi que l'ensemble des études, des plans, des recherches minières déjà réalisées et des droits d'extraction de minerai de fer dont dispose cette entreprise. La Société de Caen cède aussi les actions qu'elle possède dans le capital de la Société des Mines de Soumont et de la Société Minière et Métallurgique du Calvados. L'ancienne société ne peut en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société Normande de Métallurgie. L'État est censé apporter sa collaboration financière pour faciliter l'achèvement des travaux¹³. Les repreneurs lui demandent d'accorder des avances remboursables qui représentent le quart des sommes à investir. Elles doivent s'appliquer au financement des installations susceptibles de fournir des produits à l'Administration de la Guerre¹⁴.

Schneider et Cie sont donc à la base de la constitution d'une société indépendante et distincte de la Société des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, à laquelle ils se substituent, en vue d'achever

les constructions de l'usine et d'entamer son exploitation.

Si, à la suite de cet accord, l'usine de Caen sort d'une période d'expectative et d'inactivité de plus de deux ans, l'état d'avancement des travaux n'autorise pas un démarrage rapide de la production.

Par rapport au programme envisagé avant la guerre, l'écart entre les aménagements réalisés et ceux à terminer est immense. À la fin de 1916, les abords de l'usine de Caen-Mondeville s'apparentent davantage à un vaste capharnaüm qu'à un complexe sidérurgique. Seules les installations de carbonisation de la houille sont proches d'entrer en production, ce qui explique d'ailleurs l'intérêt que le gouvernement porte au site.

En aval de la cokerie se trouve l'atelier de récupération des sous-produits. Il justifie la reprise rapide des travaux. Les concepteurs du projet ont fait appel aux dernières nouveautés. Il devait être limité à la récupération des sous-produits de base, c'est-à-dire le sulfate d'ammoniaque, les benzols, les goudrons et le brai. Le procédé de valorisation des benzols est particulièrement performant. Il reprend celui qui a déjà fait ses preuves à la grande cokerie d'Auby¹⁵. Le but est d'obtenir les produits chimiques qui font défaut depuis que la France ne peut plus les importer d'Allemagne. Or ceux-ci sont souvent nécessaires à la production d'explosifs. Le Benzol peut aussi servir de carburant de substitution.

Au-delà des ateliers de cokéfaction, les installations de l'usine sortent à peine de terre. Seule la charpente extérieure d'un des deux hauts fourneaux est partiellement achevée. Ses cinq Cowper sont à peu près assemblés¹⁶. La direction de Schneider et Cie

11 - 01G0332. Contrat entre Louis le Chatelier et Eugène Schneider, le 21 juillet 1916.

12 - AFB, 187 AQ 72, Société Normande de Métallurgie, Acte de bail location signé avec la société des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, 21-22 juillet 1916.

13 - La création d'installations spécifiques, l'aciérie Martin notamment, entraîne des charges nouvelles très lourdes pour la SNM.

14 - AFB, 01G0331, Société des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, Examen des objections faites au projet soumis au Ministère de la Guerre, Paris, le 6 janvier 1916.

15 - AFB, 01G0331, Note de M. de Loisy sur le projet de l'usine de Caen, 18 janvier 1914.

16 - AFB, 187 AQ 72, Note sur le degré d'avancement des installations de l'usine de Caen et l'intérêt que présente leur achèvement, au point de vue de la Défense nationale, 22 juillet 1916.

insiste sur la nécessité d'ériger un troisième haut fourneau afin de compenser la probable impossibilité de hisser la production de fonte, par appareil, au niveau prévu lors de l'élaboration du projet. C'est une dépense supplémentaire qui n'affecte cependant pas l'organisation générale, imaginée afin de préparer les phases d'une croissance future et capable d'accueillir, en définitive, six hauts fourneaux¹⁷.

L'achèvement du reste de l'usine paraît problématique. La plus grande partie des machines et des matériaux destinés à la construction des hauts fourneaux de Caen fut commandée en Allemagne ou aux établissements Cail, à Denain. Ces derniers se trouvent dans une région occupée par l'ennemi¹⁸. Schneider et Cie comme Marine-Homécourt ont les compétences pour réaliser la plupart des équipements qui manquent encore, mais l'ampleur de leur participation à l'effort de guerre n'incite pas à la dispersion de leurs fabrications. Dans le même temps, les établissements Cail ont porté leur attention sur le point faible des hauts fourneaux de Caen. Prévus pour produire en moyenne 375 tonnes de fontes par jour, ce qui signifie une consommation quotidienne de 500 tonnes de coke par unité, à laquelle s'ajoutent les minerais et les fondants, les hauts fourneaux de Caen sont handicapés au niveau de leur chargement. Il est difficile d'obtenir une aussi forte production avec un lit de fusion aussi peu riche en fer. Cela implique, depuis les tours de stockage jusqu'aux gueulards des hauts fourneaux, des convois de matières d'un volume inusité¹⁹. Face à ces difficultés, Eugène II mobilise ses meilleurs ingénieurs.

Divary qui fut, dix ans auparavant, le principal acteur de l'édification de l'usine de Cette/Sète²⁰, est envoyé sur place, avant d'accéder au rang de directeur officieux de l'usine. Il est soutenu par Louis Bassal.

17 - Dans leur rapport de 1914, les experts ont conclu la question des hauts fourneaux d'une manière plus brutale encore : " Vous avez seulement prévu deux hauts-fourneaux avec l'idée qu'ils produiraient en moyenne chacun 400 tonnes par 24 heures. Notre opinion est que vous n'obtiendrez pas plus de 300 tonnes et nous ne serions pas surpris si la moyenne sur la vie totale d'un haut-fourneau ne dépassait pas 250 tonnes par jour. Votre installation Thomas avec 4 convertisseurs, vos laminoirs peuvent facilement traiter 600 à 700 tonnes par poste de 12 heures, et souffler moins de 400 tonnes (de fonte) par poste serait fatal à la production économique du produit fini. En conséquence, nous considérons qu'il est absolument nécessaire que vous commenciez à travailler avec trois hauts-fourneaux dès le commencement et qu'un 4e soit mis en train pour travailler aussitôt que possible. Ces quatre hauts-fourneaux en pleine marche produiront de 7 000 à 8 400 tonnes par semaine et nécessiteront 80 fours à coke additionnels. Pour le moment, votre installation de hauts fourneaux et fours à coke est hors de proportion avec les autres parties de l'usine ..." AFB, 01G0344, STAED & HARBORD, Rapport : production et prix de revient, 9 mars 1914.

18 - AFB, 187 AQ 72, Note sur le degré d'avancement des installations de l'usine de Caen et l'intérêt que présente leur avancement au point de vue de la Défense nationale, 22 juillet 1916.

19 - AFB, 01G0331, Note de M. de Loisy sur le projet de l'usine de Caen, 18 janvier 1914.

20 - Cf. le chapitre VIII de notre ouvrage intitulé "La stratégie des Schneider, du marché à la firme intégrée, 1836-1914", Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

Le projet caennais n'est pas sans présenter de nombreuses ressemblances avec l'usine de Hagondange, construite par Thyssen, en Lorraine annexée. Une lecture assidue de la revue professionnelle allemande *Stahl und Eisen* apporte maintes informations sur l'établissement mosellan et celui qui aurait pu devenir son jumeau, dans le Calvados. Pour achever l'usine, Divary et Bassal s'appuient aussi sur les compétences techniques des ateliers de construction des établissements Schneider et Cie. C'est ainsi que le montage des machines soufflantes des hauts fourneaux, dont certaines pièces ont été livrées, avant la guerre, par les usines de mécanique de Thyssen, est achevé au Creusot. Les appareils restant à construire sont réalisés par Schneider et Cie. De nombreuses commandes passées avant guerre, auprès de la Société alsacienne, sont déjà exécutées. Mais certaines pièces, demeurées à Mulhouse, ne peuvent parvenir en Normandie. Une fois encore, ce sont les établissements Schneider et Cie qui fabriquent les éléments manquants²¹. Ils utilisent certains des appareils commandés par la compagnie Commentry-Fourchambault, pour son usine de Pont-à-Vendin, dont la construction est elle aussi interrompue²².

Les principales pénuries sont surmontées par le recours à des matériaux alternatifs. En raison du manque de poutrelles provoqué par l'interruption des livraisons lorraines, l'emploi du béton armé est généralisé. Les plans adoptés au Creusot lors de la conception de l'usine du Breuil servent aussi à l'implantation caennaise. Quant aux halles de laminage, les équipements intérieurs qui sont composés des laminoirs, des appareils de levage et des appareils électriques, leur fabrication est répartie, faute de pouvoir s'appuyer sur un seul constructeur, entre la société Davy Brothers, en Angleterre et ... Schneider et Cie. Le Creusot est parfois amené à limiter, dans l'urgence, les effets de quelques catastrophes occasionnées par la guerre. Après le torpillage d'un cargo chargé de rails, en provenance des États-Unis, l'Administration de la Guerre autorise l'usine du Creusot à laminier promptement mille tonnes de rails, en remplacement du chargement perdu, pour achever dans les plus brefs délais, le chemin de fer minier destiné à relier la mine de Soumont aux usines de Caen²³.

21 - AFB, 01G0336, Société Normande de Métallurgie, Situation des travaux de l'usine, 07 mai 1917.

22 - Voir à ce propos, J-Ph. PASSAQUI, "Pont-à-Vendin ou le redéploiement interrompu de Commentry-Fourchambault", *Le Marteau-Pilon*, tome XXV, à paraître en juillet 2014.

23 - Ibid.

Pour autant, la participation à l'effort de guerre de l'usine de Caen reste marginale, car bien tardive. La première batterie de fours à coke ne fonctionne régulièrement qu'à partir du 13 janvier 1917. Afin de marquer la solennité de l'instant et l'importance que revêt l'achèvement de cette usine, Marcel Sembat et Albert Thomas sont présents, lors de l'inauguration du site. Quelques semaines plus tard, les malfaçons sont déjà très nombreuses²⁴.

La trajectoire industrielle des établissements Schneider présente, par le prisme de la prise d'intérêt dans l'usine de Caen et la création de la Société Normande de Métallurgie, des aspects nouveaux, mais aussi des confirmations. Si la sidérurgie lourde n'est pas abandonnée au Creusot, sa contribution à l'effort de guerre s'efface derrière les productions militaires. Mais l'usine caennaise ne correspond pas aux ambitions avancées par Eugène II Schneider en 1914. Contrairement à l'usine de Droitaumont qui n'est jamais sortie de terre, celle de Caen n'a pas vocation qu'à approvisionner le marché national des produits longs et courants. Elle doit reposer sur une gamme de produits plus étendue, mais acquiert ses pleines capacités de production, au moment même où les usines de Moselle, retournées dans le giron français, retrouvent un fonctionnement normal. Au sein de la branche sidérurgique de Schneider et Cie, Le Creusot n'occupe plus qu'une place secondaire en terme de tonnage. Car l'entreprise a aussi pris des intérêts considérables dans les établissements lorrains et luxembourgeois²⁵.



Action de la Société Normande de Métallurgie de 1923

24 - AFB, 01G0337, Société Normande de Métallurgie, Situation des travaux en cours au 20 août 1917 et 65 AQ K 35, Société Métallurgique de Normandie (sic), Assemblée générale de 1919, Exercice de 1918.
25 - Cet aspect sera mis en avant dans le prochain bulletin de l'Académie François Bourdon.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :

- C. CABAUD, *Exposition internationale urbaine de Lyon, 1914, Section IV, Mines-Métallurgie-Machines, Classes 21 à 28 bis*, Lyon-Paris, Imp. Arnaud, 1916, 367 p.
- L. CAYEUX, "Minerais de fer secondaires". *Étude des gîtes minéraux de la France*, Deux tomes, Paris, Imprimerie nationale, 1922, 344 et 1051 p.
- L. DEMARET, "Les principaux gisements de minerais de fer du Monde", *Société Belge des Ingénieurs et des Industriels*, Bruxelles, 1902, 61 p.
- J. FERRETTE, *La société métallurgique de Normandie, grandeur et déclin d'une communauté ouvrière*, Paris, L'Harmattan.
- A. FONTAINE, *La concentration des entreprises industrielles et commerciales*, Paris, Alcan, 1912.
- C-J. GIGNOUX, *L'Après-guerre et la politique commerciale*, Paris, A. Colin, 1924, 200 p.
- M. GOMBERT, "La naissance difficile de la Société Métallurgique de Normandie 1908-1924. Communication présentée le 25 juin 1988", *Mémoires de l'Académie Nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*, tome XXVI, 1988.
- A. GREBEL, "Installations des fours à coke et des usines de récupération de la Société Normande de Métallurgie, à Caen", *Le génie civil*, 21 juin 1924.
- E. LECOCQ et J. PIETERS, "Le four à coke moderne", *Bulletin de la société d'industrie minérale*, 5^e série, Tome 8, Septembre 1915.
- A. LEMÉNOREL, *La SMN, une forteresse ouvrière, 1910-1993*, *Cahiers du Temps*, 2005.
- L. LESCURE, "Aspects récents de la concentration industrielle : l'intégration dans la métallurgie", *Revue économique internationale*, p. 257 à 294, 1909.
- J. LEVAINVILLE, *L'industrie du fer en France*, Paris, A. Colin, 1922, 211 p.
- M. de LOISY, "Dispositions générales de l'usine de Caen", *Revue de métallurgie*, Vol. X, n°2, février 1913.
- J. MAULDE, *Les mines de fer et l'industrie métallurgique dans le département du Calvados*. Caen, Jouan, 1916, 268 p.
- P. NICOU, *Les minerais de fer de la France*, Paris, Dunod et Pinat, 1911, 105 p.
- R. PINOT, "La métallurgie et la révision du tarif douanier", *Revue politique et parlementaire*, p. 238 et p. 490, 1909.
- M. POTTIER, *Mondeville de 1911 à 1926 ou la naissance d'un nouveau Creusot*, *Mémoire de maîtrise d'histoire*, 1986.
- E. THÉRY, "La métallurgie française et l'entente internationale des aciéries", *Revue économique internationale*, 1904, p. 768.
- P. TRASENTER, "Les ressources mondiales en minerais de fer". *Revue Universelle des Mines, de la Métallurgie, des Travaux Publics et des Arts appliqués à l'industrie*, 4^e série. Tome 32, Liège, Paris, 1910, p. 133 à 182.
- G. WEILL, "Le fer en Normandie", *Revue économique internationale*, 1914, 63 p.



LES DÉBUTS DE SCHNEIDER DANS LA GUERRE

(juillet - décembre 1914)

Par Antoine de Badereau,
Vice-Président de l'Académie François Bourdon.

La réorganisation de la direction

Avant même la déclaration de guerre, Eugène Schneider modifie profondément la structure de la Direction Générale.

Depuis sa mort en avril 1906, Maurice Gény, qui avait les fonctions de Directeur Général, avait été remplacé par un Comité de Direction de 6 membres, qui sera porté à huit en 1909. En fait il semble qu'il n'y ait pas eu de façon continue une véritable direction collégiale. Les comptes-rendus de réunion de ce comité, montrent un fonctionnement assez irrégulier avec des intervalles entre deux réunions allant de quelques jours à 90 jours. Les décisions étaient prises probablement plus par contact direct d'Eugène Schneider avec les différents responsables.

Le 31 juillet 1914, Eugène Schneider crée un Comité de Direction temporaire composé de lui-même, de Maurice Bernard de Courville et d'Achille Fournier. Une telle modification paraît avoir pour but principal de donner à l'entreprise une réactivité beaucoup plus grande lui permettant de répondre aux demandes du gouvernement dont les exigences en quantités et en délais évoluaient sans cesse.

- Maurice Bernard de Courville, polytechnicien et ingénieur du Génie Maritime, directeur délégué à l'exploitation, faisait partie de l'ancien Comité de direction depuis son entrée dans l'entreprise en 1908.
- Achille Fournier, licencié en droit, était entré dans l'entreprise en 1906 au service des contentieux et eut une progression de carrière particulièrement rapide¹.

Ces deux personnages ne semblent pas avoir eu des relations particulièrement faciles. Mais rien ne prouve qu'elles aient eu des répercussions sur l'efficacité de l'entreprise².

1 - Achille Fournier fut tué en 1921 dans une collision de sa voiture avec un train à un passage à niveau.

2 - Louis Bergeron, dans un article « La maison Schneider : un témoignage inédit » publié dans « Autour de l'industrie : Histoire et patrimoine – Mélanges offerts à Denis Woronoff », à tiré des souvenirs manuscrits de Maurice Bernard de Courville confiés par sa famille un tableau qui montre un esprit très critique et une amertume certaine envers Achille Fournier et Eugène Schneider. Faute de pouvoir recouper avec d'autres témoignages, il est difficile de porter un jugement sur cette rivalité.

L'ENTRÉE D'HENRI-PAUL ET DE JEAN SCHNEIDER DANS L'ENTREPRISE

Le 30 juillet Henri-Paul Schneider est affecté à la direction de l'exploitation, et son frère Jean à la direction des finances et de la comptabilité. Ils assisteront même à quelques séances du Comité de Direction au cours du mois d'août 1914. Jean participera à une mission envoyée à Bruxelles le 7 août, avec Achille Fournier et Maurice Devies, responsable des affaires étrangères, pour rencontrer M. de Broqueville, ministre de la guerre de Belgique, pour examiner les fournitures que pourrait faire Le Creusot. À cette date la Belgique est déjà largement envahie.

La participation des deux frères au Comité de Direction semble avoir été réduite. Elle s'arrêtera en octobre quand ils s'engageront au 10^e Régiment de Cuirassiers. Eugène Schneider avait peut-être cherché à éviter la mobilisation de ses deux fils en leur confiant des responsabilités industrielles qui auraient pu justifier leur mise en sursis³.

ORDRE DU JOUR D'EUGÈNE SCHNEIDER

Le 2 août 1914, veille de la déclaration de guerre, Eugène Schneider, transmet le message suivant :
« *Au Personnel de mes Etablissements.*

C'est avec fierté que j'ai constaté l'ardeur patriotique de ceux d'entre vous qui sont déjà partis ou qui partent en ce moment pour la frontière. La même ardeur anime, je le sais, ceux dont le devoir est de rester ici pour travailler à la grande œuvre de la Défense Nationale : ils seront à la hauteur de cette noble tâche ; leur énergie et leur calme ne se démentiront pas. J'en ai donné l'assurance au Gouvernement qui compte sur votre concours et sur votre dévouement. Plus que jamais nous nous montrerons fidèles aux glorieuses traditions du Creusot... Ayez confiance en votre chef dont le cœur bat de la même émotion que la vôtre, et tous ensemble, inébranlablement unis comme l'ont été nos pères, travaillons passionnément à la défense du Pays.

Le 2 août 1914, signé : SCHNEIDER ».

3 - En novembre 1915 ils sont désignés par l'Assemblée Générale comme cogérants (sans la signature sociale).

SECOURS AUX FAMILLES

Le même jour, Eugène Schneider fait connaître la décision suivante :

« Jusqu'à nouvel ordre, il sera alloué aux familles des ouvriers mobilisés appelés sous les drapeaux, à compter du jour de leur départ, une allocation calculée de la manière suivante :

Hommes mariés :

1 f par jour d'absence.

0f,50 par jour d'absence et par enfant âgé de moins de 15 ans.

Soutiens de famille :

1 f par jour d'absence pour les parents à charge.

0f,50 par jour d'absence et par enfant à charge, âgé de moins de 15 ans.

Des mesures seront prises en faveur des familles du personnel employé mobilisé.

Nous comptons prendre des mesures analogues pour le personnel de nos autres établissements ».

Cette initiative provoqua quelques difficultés, en raison d'allocations décidées par l'Etat ou les communes, dont certains prétendaient exclure les familles secourues par Schneider, ce qui entraîna des protestations de ce dernier. Le point de vue de Schneider paraît avoir été admis.

Une contribution à cet effort fut demandée aux employés : allant de 2 % pour les employés mariés sans enfant dont le traitement est inférieur à 3 000 f à 25 % pour les employés célibataires dont le traitement est supérieur à 18 000 f.

SOLIDARITÉ DU PERSONNEL

Fin septembre une délégation d'ouvriers des Forges a demandé à faire, les jours de paie, une collecte au profit de l'œuvre de secours aux blessés militaires, la « Croix-Rouge ». Cette initiative paraît avoir été spontanée et gérée par le personnel. L'auto-risation est accordée pour le Services des Forges, puis pour les autres services. Les organisateurs demandent que les fonds recueillis servent :

- À fournir des vêtements chauds aux soldats de front (régiments de la région de préférence).
- À donner des secours en nature et en argent aux soldats traités dans les hôpitaux du Creusot.

Le comité recrute une quarantaine de femmes volontaires pour tricoter pour les soldats.

EFFECTIFS

À la veille de la guerre, Schneider fait le bilan des mesures de mobilisation arrêtées :

USINE DU CREUSOT

Effectif actuel employés et ouvriers	13 407
Mobilisation (<i>révision de 1911</i>)	7 999
En sursis d'appel (<i>décision de 1913</i>)	1 028
Rappelés sous les drapeaux	6 971
Non mobilisés, employés et ouvriers	6 436

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Employés et ouvriers	7 065
Mobilisables (<i>révision de 1911</i>)	3 754
Pas de sursis d'appel	
Non mobilisés	3 311

La mobilisation était conçue pour mettre sous les drapeaux le maximum d'hommes. L'Etat-major, croyant à une guerre courte ne comptait que très peu sur les fabrications pendant la guerre.

Il était prévu que Schneider fournisse 2 000 obus de 75 « shrapnel », ce qui correspondait à la mise en sursis d'un millier environ de personnes. Lorsque les besoins en munitions apparurent énormes, que la fabrication de pièces d'artillerie parut nécessaire, une partie des ouvriers déjà sous les drapeaux furent rappelés à l'usine, mais l'Armée était très parcimonieuse pour accorder ces sursis, qui demandaient souvent des interventions au plus haut niveau.

Le paradoxe était que, alors que les ateliers de productions pour la guerre étaient dé garnis de leur main-d'œuvre, d'autres ateliers voyaient leurs fabrications arrêtées et que des catégories de personnel devaient être mis en chômage partiel ou total.

Pour remplacer les ouvriers spécialistes partis au front, on fait venir des ouvriers recrutés à Paris. La conférence du 12 octobre 1914 fait état de difficultés provoquées par ce personnel.

« Sur les 186 ouvriers recrutés à Paris, 23 ont dû être rapatriés à nos frais. Un certain nombre ont produit des réclamations au sujet des salaires ; quelques uns des réclamants ont été insolents. L'un des ouvriers rapatrié nous a signalé que dans ses collègues venus de Paris, se préparait un mouvement de départ général avec parti pris de quitter Le Creusot sans régler les maîtres de pension. Avant-hier, dimanche, un essai de réunion en ville des tourneurs de l'Artillerie a été tenté, mais a avorté. Les ouvriers recrutés à Paris promoteurs de la réunion, voulaient formuler les revendications à produire à l'atelier. Hier, l'un d'eux, ivre et furieux, a brisé des vitres au bureau d'embauchage. Arrêté et fouillé par les agents de police, il a été trouvé porteur d'une demi-douzaine de fraises neuves dérobées à l'atelier. Plainte officielle a été portée contre lui ».

L'ORGANISATION DES FABRICATIONS D'OBUS

Le 30 juillet Eugène Schneider est convoqué au Ministère de la Guerre et rencontre le Ministre Adolphe Messimy, le général Joffre et le général Mangin, directeur de l'Artillerie pour examiner « *les mesures à prendre pour assurer au Ministère le concours de nos établissements en cas de mobilisation* ».

Dans l'hypothèse d'une guerre courte, l'Etat-major avait estimé que la guerre serait essentiellement faite avec les armements préparés avant la guerre. Deux grandes surprises furent l'énorme consommation en obus et le besoin d'artillerie lourde. Après la bataille de la Marne la pénurie de munitions d'artillerie empêche la poursuite. C'est donc la principale préoccupation du gouvernement que d'organiser les fabrications d'obus. Alors qu'il avait été prévu la fabrication de 15 000 obus de 75 par jour, on en demande 50 000 le 19 septembre, 80 000 en janvier 1915. On passe ensuite à 150 000 (la consommation est de 4 000 000 en 10 jours pour la préparation de l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917). La capacité des arsenaux est limitée, les établissements privés qui ont une expérience sont peu nombreux.

Le 20 septembre se tient au Ministère de la Guerre à Bordeaux une réunion des industriels susceptibles de collaborer à la fabrication des munitions. On confie aux plus expérimentés le rôle de chefs de file pour organiser la production dans les différentes régions. Schneider & Cie est responsable pour la région du Creusot (Chalon, Dijon, Montluçon, Grenoble, Savoie), pour la région du Havre (de Rouen à la Dives) et pour la région du Sud-Ouest (avec Bordeaux comme centre). Saint-Chamond est responsable de la région de Saint-Etienne et du Lyonnais, la Marine du Midi (qui sera ensuite confiée à Schneider) et de la région de Nantes. Renault de la région parisienne. La fabrication des obus comporte de nombreuses opérations : forgeage, usinage, fabrication des fusées, chargement en explosif et montage des fusées. Ces opérations sont confiées aux industriels en fonction de leur capacité technique. Des tours sont commandés en France et à l'étranger. Certains sont réquisitionnés dans les usines qui ne peuvent les utiliser. Schneider, en chef de file, apporte une aide aux industriels en fournissant plans et méthodes de fabrication, en recevant ingénieurs et techniciens et en envoyant ses propres agents dans les différentes usines.

Schneider semble apporter le maximum d'aide à l'Etat-major mais est très réticent à l'égard des « mouches du coche » qui s'introduisent dans le système. Par exemple quand le Comité des Forges prétend jouer un rôle d'intermédiaire dont Schneider conteste l'utilité. Un certain M. Weiss, ingénieur des Mines, a été chargé par le gouvernement de rechercher les concours susceptibles de collaborer à l'accroissement de la production des obus. « *Nous nous efforçons de canaliser son action un peu désordonnée* ».

ESPIONNAGE ET SÉCURITÉ

À la suite du départ du 39^e de Ligne Le Creusot se trouve sans garnison. Le 1er septembre la Municipalité demande une garnison de territoriaux. De nombreux points stratégiques existent au Creusot qui demandent une surveillance particulière.

Début octobre les autorités signalent à la Mairie et au Commandant d'Armes la présence de soldats allemands sous uniforme français qui auraient eu pour mission de faire sauter les ponts. La Mairie est invitée à redoubler de vigilance, avec des gardes civils placés sur les routes pour surveiller la circulation et vérifier les identités. Le 4 octobre le Général Commandant la défense de Lyon précise : « *Voiture automobile portant officiers allemands revêtus uniformes français du 10^e Régiment d'Infanterie et munis de pièces d'identité appartenant à ces derniers, ont traversé Vienne en bousculant poste militaire qui tentait de les arrêter, a continué dans la direction du Lyonnais. Prière arrêter toute voiture automobile montée par militaires ou civils et s'assurer véritable identité des voyageurs* ».

À l'intérieur de l'usine on essaye d'écarter les ouvriers d'origine douteuse : le 10 août un ouvrier alsacien, né à Mulhouse de père alsacien est renvoyé. On préconise également d'écarter les Suisses.

L'arrêt de l'Usine de Champagne

Au début septembre les Allemands approchent de Paris et de Meaux. Le directeur de l'Usine de Champagne, M. Carron prend la décision de fermer l'usine que l'on peut considérer comme menacée. Cette décision est prise sans l'accord de la Direction Générale (les communications sont alors très difficiles). Elle lui sera vivement reprochée et il sera mis en congé sans solde. L'Usine de Champagne rouvrira en octobre, avec une réorganisation de la hiérarchie, et consacra une grande partie de son activité à la fabrication d'obus.

LE REPLI SUR BORDEAUX

Au début septembre l'avance allemande est à une quarantaine de kilomètres de Paris. Pour éviter d'être enfermé dans Paris le gouvernement décide de se replier sur Bordeaux. Compte tenu des contacts nombreux que l'entreprise Schneider doit avoir avec les différents ministères, il décide que la Direction se repliera également. Elle s'installe dans un appartement du centre de Bordeaux. Nous avons les comptes rendus de 45 « Conférences courrier » presque quotidiennes du 8 septembre au 30 novembre. Les réunions avec le Ministère sont fréquentes, les exigences sur les quantités et les délais se suivent et sont parfois contradictoires.

En plus des besoins de l'armée française il faut essayer de satisfaire aussi ceux des armées alliées (Belgique, Serbie) en fixant des priorités. Le gouvernement essaye de racheter aux nations restées neutres les matériels qui leur ont été fournis par Schneider.

Nous n'avons pas le détail des différentes réunions dans lesquelles les militaires prennent parfois un ton autoritaire, en évoquant des possibilités de sanctions vis-à-vis des industriels qui ne semblent pas faire les efforts nécessaires. En face de telles positions Schneider menace d'abandonner son rôle de chef de file pour la fabrication des obus.

LA BATAILLE DE LA MARNE VUE PAR LES CIVILS

Les informations sur la guerre sont rares pour les civils : l'Armée n'est pas bavarde, surtout quand les nouvelles sont mauvaises. Aussi chacun est à l'affût des bruits les plus fantaisistes. Un note de Saint-Girons, un des directeurs et secrétaire du comité de Direction, sans doute adressée à Eugène Schneider, en est un exemple :

« Bache me dit :

1- On confirme que Von Kluck est prisonnier avec 40 000 hommes.

Il avait demandé pour lui et 80 000 hommes les honneurs de la guerre.

Refus de Joffre.

La bataille a continué et Von Kluck¹ a été fait prisonnier (une partie des 40 000 sur les 80 000 a pu s'échapper, l'autre tuée : ceci est ma réflexion personnelle).

2- Nous bombardons avec des canons de marine mis sur la hauteur de Sainte-Geneviève le fort Saint-Blaise autour de Metz.

Ceci vient par le Lieut. Benier de l'Etat-Major ou de Cie de l'Est, a qui l'on a demandé d'envoyer des trains sans doute pour évacuer les prisonniers.

2 octobre 1914 - 3h30 S-G ».

Cette note est particulièrement mystérieuse. Les faits rapportés sont de plus haute fantaisie. Si un tel « bobard » a pu circuler quelques jours au début de la bataille de la Marne, il est invraisemblable qu'il soit encore pris en considération le 2 octobre, alors que le front s'est stabilisé après la retraite allemande. Peut-on l'expliquer par une distraction de Saint-Girons en datant sa lettre ?

Un peu plus sérieux et intéressant est le témoignage d'Henri Landrevault², architecte des Ets Schneider, dans une lettre à Eugène Schneider du 11 septembre :

« ... Mon emploi du temps n'étant pas très chargé en ce moment, j'en profite pour voir ce qui se passe en petite et en grande banlieues et même plus loin. J'ai vu des choses intéressantes que je vais, Monsieur, me permettre de vous exposer.

J'ai partout constaté le calme complet, partout j'ai vu des gens suivre d'un œil indifférent les travaux d'aménagement du camp retranché comme si ces travaux étaient faits pour la prise d'un film.

Hier jeudi, avec deux amis qui s'étaient procuré l'autorisation nécessaire, j'ai fait une excursion aux avancées de Meaux en passant par Vincennes, Nogent, Bry-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Noisiel, Lagny, Couilly, Quincy. Partout les routes sont barrées et mises en état de défense.



Réparation de fortune du pont de Meaux

1 - Von Kluck commandait la 1^{ère} armée qui formait l'aile droite de l'armée allemande, la plus proche de Paris.

2 - Ancien du Groupe spécial de l'Ecole Schneider, sorti en 1881 comme élève-dessinateur et qui gravit toute les étapes de la hiérarchie jusqu'aux fonctions d'architecte de la Société.

À partir de Noisy-le-Grand les maisons abandonnées atteignent au moins 75 %, certains villages sont même complètement abandonnés.

À Meaux, où l'on entre par une passerelle en bois remplaçant le pont que les Anglais ont heureusement fait sauter, nous trouvons quelques habitants qui nous donnent des détails sur le passage des Allemands.

La ville de Meaux n'a pas été envahie. Elle a été occupée par une avant-garde ; il n'y a pas eu d'autres dégâts que ceux produits par la bataille qui s'est livrée dans les faubourgs Nord et Est.

Guidé par le bruit des canons nous nous dirigeons vers Trilport mais là nous sommes barrés. Une des arches du pont sur la Marne a sauté et nous apercevons dans la rivière une automobile qui a fait panache ensevelissant 4 officiers allemands.



L'automobile allemande tombée dans la Marne

Revenant sur nos pas nous prenons la route de Soissons et entrons dans les terrains où l'on s'est encore battu la veille (le combat avait commencé sous Meaux le samedi 5, et a duré jusqu'au 9 à 4 heures du soir).

La route est couverte d'arbres et de branches fauchés par les obus. Les cadavres d'hommes et de chevaux sont nombreux, quelques uns des nôtres, beaucoup allemands. La lutte a dû être des plus vives car les positions allemandes ont été enlevées à la baïonnette par nos soldats d'Afrique, les Noirs principalement.

À Varreddes, où s'est passée l'avant dernière phase des combats, le pays évacué a été transformé en ambulance. Plusieurs centaines d'Allemands blessés y sont soignés par le service de la Croix-Rouge française. Les malheureux gisent un peu partout dans les maisons, les granges, les rues, voisinant avec les cadavres qui n'ont pas encore été ramassés.

Un peu plus loin près du pont sur le canal de l'Ourcq nous rencontrons les restes d'un aéroplane français qui a été fracassé. Deux trous dans le sol indiquent où les aviateurs ont été projetés. Le pont sur l'Ourcq étant coupé l'auto est abandonnée, et c'est sur des planches que nous

gagnons l'autre rive et grimpons la côte où s'est achevée la bataille... Les dernières phases du combat sont écrites sur le sol ; les tranchées abris des Allemands très rapprochées montrent bien l'opiniâtreté de la lutte et c'est avec de grands sacrifices que l'armée française est parvenue à chasser les Allemands du plateau où étaient installées 2 batteries de grosse artillerie (des obus non tirés de 105 à 110 de calibre restaient sur le sol).

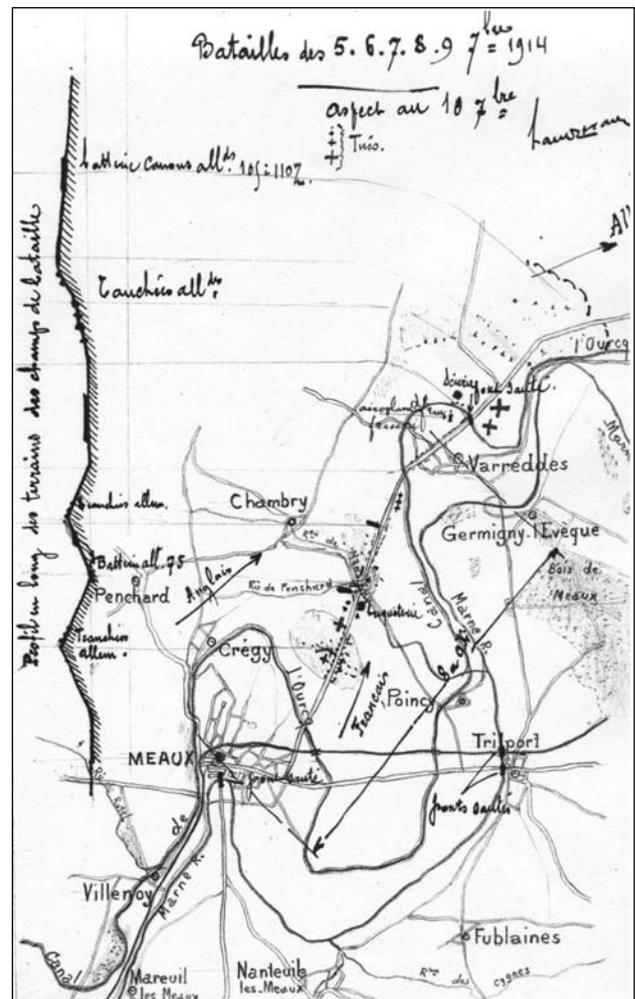
Nos ennemis couchaient dans les tranchées et l'on voit par place des restes de carottes fourragères, de betteraves grignotées. La charge finale les a repoussés dans la direction de la Ferté-sous-Jouarre d'où nous provient le bruit de la canonnade.

Après avoir parcouru le plateau labouré par les obus, nous rentrons par le seul chemin praticable et nous refaisons sur plus de 8 kilomètres le plus horrible des trajets.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de mon entier et respectueux dévouement.

Landrevault ».

(Les photos sont extraites de l'illustration du 27 septembre 1914).





SCHNEIDER - LE CREUSOT VUS PAR LA PRESSE DE L'ÉPOQUE

Par Agnès D'Angio-Barros¹,
Membre de l'Académie François Bourdon.

Durant la guerre, « Le Creusot compte parmi les rouages de la défense nationale, et, comme tel, doit être couvert par le silence patriotique qui favorise les opérations du haut commandement ». Son activité suscite dans la presse une abondante littérature, pour l'essentiel composée d'une propagande favorable, mais aussi, dans les dernières années, de textes hostiles. Cette sélection, faite sur Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France², permet d'évoquer son esprit et son style pour les années 1915-1917. Nous laisserons en effet la parole aux auteurs choisis, en regroupant leurs propos autour des thèmes récurrents.

LES TEXTES CHOISIS

Deux catégories dominent, les revues ou périodiques et les écrits d'anciens anarchistes ou antimilitaristes reconvertis (ou pas).

Dans la première catégorie,

- « Chronique », *Revue de Bourgogne (RB)*, mars-avril 1915, p. 125-126, est le seul article à traiter aussi longuement du Creusot dans cette revue publiée par les Éditions du Raisin (à Dijon) depuis 1911.
- « Les usines de guerre en France. Une visite des journalistes », *Bulletin des Français résidant à l'étranger (BFRE)*, 1^{er} octobre 1915 (revue parue de 1914 à 1915), est repris du Bulletin des armées de la République³ du 25 septembre 1915.
- Pierre Lory, « Ils ont Essen, mais nous avons Le Creusot (les établissements Schneider) », *La Grande Guerre par les grands écrivains. Messidor (M)*, texte constitué de plusieurs articles du 10 octobre au 5 décembre 1915. Dans cette revue qui parut de 1914 à 1918, Lory (1866-1956), ingénieur des Arts et Manufactures, l'un des fondateurs de la géologie alpine, organise les informations comme elles le sont dans l'ouvrage de James Dredge sur les établissements Schneider (1900), qu'il actualise en quelque

sorte de manière synthétique.

- François Bertier, « Notre grande usine de guerre » [Le Creusot], *Le magasin pittoresque (MP)*, [1^{er} semestre] 1916, revue qui date de 1833.

Dans la seconde catégorie,

- « L'épuisement de la France ou de l'Allemagne », *Conciliation internationale (CI)*, 2^{ème} trimestre 1915. Ce bulletin trimestriel émane du Comité de défense des intérêts nationaux et de conciliation internationale fondé avant la guerre par le diplomate Paul d'Estournelles de Constant (1852-1924), Prix Nobel de la Paix 1909, fervent opposant à l'augmentation des budgets militaires. Il s'agit d'une lettre écrite à Paris pour « M. X..., aux États-Unis d'Amérique », le 13 mars 1915. Le rédacteur est passé au Creusot lors d'un voyage dans l'Est central de la France et rend compte de ses impressions.
- *L'Attaque (A)* du 12 août 1915 livre une « Visite aux usines de guerre. Le Creusot ». Ce « Journal hebdomadaire indépendant » est une nouvelle série sans couleur politique remise sur pied en 1895 par Ernest Gegout (1854-1936), qui l'avait déjà fondé de 1888 à 1890 comme « Organe hebdomadaire anarchiste » visant à l'« attaque contre les intrigants politiques, les corrompus et les traîtres, contre les exploités du peuple, les oppresseurs de la classe ouvrière, contre les fainéants du dogme, les escrocs de la foi... ».
- En 1917, l'ingénieur et pamphlétaire Maxime Vuillaume (1844-1925) publie *Dans les usines de guerre (DLUG)* (Paris, F. Rouff). Ce court roman, qui est le texte le plus long de cette sélection, conte l'histoire d'un ouvrier, Jacques, qui chassé de Nancy par l'invasion allemande, est engagé au Creusot grâce au contremaître des fours, Pierre Varoy. Ce dernier, enfant du Creusot et ancien élève de l'École spéciale, connaît l'usine dans ses moindres recoins et a « ses grandes et petites entrées dans les ateliers ». Personnalité de la Commune de Paris, directeur d'une fabrique de dynamite dans les années 1880, Vuillaume a écrit de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique, dont *La poudre à canon et*

1 - Archiviste-paléographe, conservatrice en chef du patrimoine, docteur ès lettres, chercheuse au Centre Roland-Mousnier (CNRS/Paris IV Sorbonne).

2 - Consultable sur <http://gallica.bnf.fr/>.

3 - Réserve à la zone des armées (Paris), le Bulletin des armées de la République parut de 1914 à 1917.

4 - Paru de 1909 à 1927.

nouveaux corps explosifs (1878).

- Enfin, voix discordante, Mauricius, « Les profiteurs de la guerre », *Ce qu'il faut dire* (CQFD), 1917. Pseudonyme de Maurice Vandamme (1886-1974), il est un anarchiste individualiste et antimilitariste qui a aidé Sébastien Faure, autre figure importante de l'anarchisme français, à fonder en avril 1916 le journal *Ce qu'il faut dire*, hostile au militarisme et au capitalisme pourvoyeurs de guerre. Celui-ci suscite un vif intérêt, mais déclenche la censure et les articles parus jusqu'au 22 décembre 1917 sont souvent largement amputés. La censure a d'ailleurs coupé à l'époque les passages qui ont retenu notre attention.

LES FORMIDABLES OUTILLAGES ET PRODUCTIONS DU CREUSOT

Les textes choisis expliquent à l'envi que Schneider s'est donné, avant et durant le conflit, tous les moyens de faire pièce à son rival allemand Krupp.

Schneider/Le Creusot contre Krupp/Essen

Depuis la fin du XIX^e siècle, ce binôme franco-allemand structure maints discours et articles, le point culminant étant atteint durant le conflit mondial.

- « *Chaque jour, on parle des usines Krupp à Essen, de ses 170 000 ouvriers et de la quantité considérable de gros canons qui sort quotidiennement de cette formidable manufacture d'armes de guerre. La France a aussi des établissements où l'on produit en abondance des canons et des munitions et, certes, pour fabriquer un outil de précision comme notre merveilleux canon de 75, il faut que les usines françaises ne le cèdent en rien à celles de l'Allemagne. Or, parmi toutes les usines chargées de produire un tel travail, la plus connue, la plus réputée est incontestablement celle du Creusot, les établissements Schneider, le plus célèbre de ces auxiliaires de la défense nationale* » (MP).
- « *L'Allemagne a synthétisé, aux yeux du monde, la puissance de son industrie guerrière dans le nom de Krupp ; la France peut lui opposer celui des Schneider qui, après avoir porté aux quatre coins du monde en temps de paix le renom de tant de branches de notre industrie nationale, ont réalisé depuis un an un des plus laborieux ateliers de cette usine de guerre que doit être toute la France à l'arrière* » (A).
- *Schneider est « cet heureux rival de Krupp qui possède aujourd'hui une renommée mondiale »* (RB).
- « *Le Creusot, l'immense usine, la gloire métallurgique de la France* » (DLUG).
- « *l'immense édifice industriel dont nous pouvons, à bon*

droit, être aussi fiers que nos ennemis le sont de leur Essen » (M),

- « *la maison d'en face* » (MP).

- *Pour Mauricius en revanche, « Le Creusot est cadet dans cette famille des charognards » ; le trust anglais composé de Vickers Sons et Maxime Armstrong, John Brown et Cammell Laird d'un côté, et le trust allemand Krupp-Thyssen et la Gelsenkirchen de l'autre « sont les véritables maîtres de l'heure. L'usine Krupp, autrefois l'associé, aujourd'hui le rival, [sera] demain peut-être encore le copain de Schneider ». « J'espère que le lecteur commence à saisir, au moins dans son ensemble, le formidable complot mené contre les peuples, et comment ces patriotes du canon, par leurs intrigues, par leur presse, par toutes leurs créatures stipendiées, ont été les grands responsables de la tuerie affreuse qui ravage l'humanité »* (CQFD).

Comment Le Creusot s'est préparé à la guerre avant le 2 août 1914

Les articles rappellent que Schneider a préparé de longue date la guerre, et même les productions civiles servent désormais la patrie.

- « *L'on se souvient de la façon tout à fait remarquable dont se comporta le matériel provenant des usines de France, au cours de la guerre des Balkans. Sur les champs de bataille ottomans, le système d'artillerie à tir rapide créé par les établissements Schneider triompha aisément de ses concurrents allemands. Et pourtant, ces canons construits pour la Serbie et la Bulgarie n'étaient pas de la valeur de notre 75* » (MP).

- « *À l'époque où les établissements de l'État mettaient au point notre merveilleux 75 réglementaire, on étudiait aussi au Creusot le problème du canon de campagne à tir rapide et bientôt on y construisait tous les matériels qui devaient servir au réarmement des puissances balkaniques. Dans la [...] période de 1904 à 1907, [...] tout un système d'artillerie de montagne, de débarquement, de siège, de place, de côtes et de bord était étudié, mis au point et construit. Un grand nombre de ces types de matériels sont en service à l'heure actuelle sur les différents fronts des armées alliées et leur adoption eut lieu, dans la plupart des cas, à la suite d'essais comparatifs avec les engins de guerre de provenance allemande* » (M).

- « *Le canon Schneider est, à quelques différences près, le frère jumeau de notre 75. Dans les guerres balkaniques il avait fait ses preuves, il est donc aujourd'hui, de tous côtés, un puissant agent de démoralisation contre les armées allemandes et autrichiennes* » (RB).

- *Les usines d'artillerie Schneider en dehors du Creusot constituent un groupe « entièrement consacré aux*

fabrications d'artillerie, après avoir collaboré, au début, à d'autres industries importantes : les premières torpilles automobiles livrées par l'industrie française en sont sorties, et la majeure partie des autobus de Paris, qui, depuis la guerre, accomplissent un rude travail sur le front, y ont également été montés » (M).

Comment Schneider a adapté ses usines pour la guerre

- « Du jour de la déclaration de guerre, l'usine a cessé l'exécution de toutes les commandes privées pour se consacrer exclusivement à celles de l'État. Ainsi, la fabrication du matériel de guerre, tant français qu'étranger qui, jusque-là, constituait seulement le cinquième de la production, en absorbe aujourd'hui la totalité » (A).
- « Tout le travail des usines est maintenant consacré aux instruments de guerre. Cette transformation n'est pas aussi facile que les profanes pourraient croire, les machines sont moins dociles qu'il ne semble et, faites pour produire tel objet, elles se refusent le plus souvent à produire tel autre » (BFRE).
- « Canons et munitions ont aujourd'hui pris possession de tous les ateliers, qui, avec leurs dépendances, couvrent une superficie de 140 000 mètres carrés » (M).
- Ce que Mauricius confirme à sa manière : « Les bénéfices totaux du Creusot ne nous sont pas connus, mais le bilan de 1915 portait : Débiteur pour marchandises 55 039 108 fr. 25 et la même rubrique en 1916, 206 848 339 fr. 42. Ces débiteurs pour marchandises, c'est tout simplement l'État français. Le compte a quadruplé en un an. Cela est symptomatique et m'est avis que les actionnaires de la célèbre firme ne seront pas parmi les plus petits des profiteurs de la guerre » (CQFD).
- Pour être un rival crédible de Krupp, Schneider doit être autant ou plus puissant que lui. En quoi consiste la puissance du Creusot ? Substantivée ou adjectivée, la notion revient constamment, de même que le vocabulaire déjà utilisé dans la presse depuis les années 1890. Au Creusot, « l'usine géante » aux « ateliers interminables », « dans la salle de trempe des gros canons, [ceux-ci] semblent dans les abîmes de la fosse comme les colonnes de temples fabuleux ; montés, ils formeront des batteries énormes qui demain sèmeront la mort et la destruction sur les champs de bataille » (A).
- « Canons monstres et obus géants » est le titre d'un chapitre du livre *Dans les usines de guerre*, dont le

- contenu est à la hauteur de l'annonce : dans « l'empire du feu », les « machines géantes [...], sans relâche, soufflaient et haletaient comme des monstres de métal ». Dans le four Martin, se fait « une cuisine d'enfer ; « partout des canons, des mortiers, des obus en tout état de travail, serrés dans les puissantes mâchoires de machines prodigieuses ». L'incontournable presse de 10 000 tonnes est l'« instrument gigantesque du forgeage » des gros canons pour obus de 305 » (DLUG).
- Tout cela n'empêche pas la qualité du travail : « L'outillage, extrêmement perfectionné, a été prévu pour le travail en grandes séries, s'appliquant aussi bien aux canons qu'aux projectiles, et ce travail en séries est d'autant plus remarquable qu'il s'agit souvent de pièces exécutées au dixième et parfois au centième de millimètre » (M).
- La conclusion s'impose d'elle-même. « Je ne passe pas pour un enthousiaste des industries de la guerre et mes guides savaient très bien le mal que je pense des super-Dreadnoughts, mais, puisque la guerre nous est faite et qu'il faut vaincre, j'ai été heureux, je le dis bien haut, de cette très impressionnante vue de l'usine du Creusot, en pleine activité, débitant des obus comme des petits pains » (CI).
- « Nous éprouvons un patriotique réconfort en songeant que cette formidable puissance d'outillage concourt en ce moment à accroître les moyens d'action de nos armées de terre et de mer » (M).
- La « puissante organisation du Creusot avec ses principales ramifications [...] répond, dans les circonstances inoubliables actuelles, à tous les besoins » (MP).

LE PATRIOTISME DES DIRIGEANTS ET DES PERSONNELS MASCULINS ET FÉMININS DU CREUSOT

Mais que serait l'outillage sans la confiance sans faille des équipes qui le font tourner ou qui le produisent ? Du haut en bas de la hiérarchie, le patriotisme est l'état d'esprit permanent du personnel.

Schneider et la solidarité nationale

Les dirigeants du Creusot ont prouvé leur patriotisme par des actes concrets dès l'entrée en guerre, à tous les niveaux...

... en faisant cadeau d'une commande à la France : « M. Schneider eut, à la déclaration de guerre, un beau geste. 27 batteries avaient été commandées

depuis quelque temps au Creusot par une puissance étrangère non alliée à la France, et 14 millions de francs devaient, au titre de dédit, sanctionner l'inexécution de la commande en temps voulu. Les 27 batteries étaient prêtes, lorsque le gérant du Creusot, en dépit de l'indemnité à payer, n'hésita pas à les offrir gracieusement à la France » (RB).

... en partageant avec ses homologues françaises ses secrets de fabrication : Le « directeur du Creusot [Bassal], faisant à l'intérêt supérieur du pays le sacrifice du fruit d'années d'études, révéla aux autres maîtres de forges le secret de ses procédés, de sorte que les concurrents de la veille, devenus des élèves, purent du jour au lendemain coopérer à l'œuvre commune du salut national » (BFRE).

... et en se préoccupant des blessés : « Pour l'hospitalisation des blessés, Le Creusot a monté plusieurs ambulances pourvues de 700 lits environ dans les meilleures conditions d'hygiène et de confort, tandis que les ressources de son Hôtel-Dieu permettent de procéder aux opérations les plus délicates » (RB).

La mobilisation psychologique des ouvriers

- Les Schneider soignent particulièrement le moral de leurs ouvriers et de leurs familles, en commençant par les aspects matériels : « La prévoyance de l'administration des usines voulut assurer, pendant la durée de la guerre, la subsistance des familles privées de leur chef par raison militaire, indépendamment de ce que peut leur allouer l'État. La population du Creusot fut profondément touchée du patriotisme de M. Schneider et de la sollicitude de son administration. [...] On vit, un matin, s'épanouir un bouquet de roses dans la main de cette femme d'ouvrier que le statuaire Chapu a placée dans son beau groupe près du fondateur de l'Usine pour qu'elle le montre à son enfant. L'hommage remontait ainsi du petit-fils jusqu'à l'aïeul ! » (RB).

- « Ce qui m'a frappé au Creusot, après les innombrables visites que j'ai faites d'établissements analogues à l'étranger, c'est, en ce moment surtout [1915], l'ordre, la tenue parfaite, la santé, la tranquillité : les ouvriers n'avaient l'air ni bousculés ni nerveux ; on aurait dit qu'ils fabriquent des obus et des canons pour une guerre qui devrait durer dix ans, sans se presser le moins du monde. Des organisations remarquables de prévoyance et d'assistance les mettent à l'abri de toute préoccupation pour eux et leur famille ; je n'ai vu nulle part des ouvriers ayant meilleure mine, des vêtements plus propres, une tenue plus digne. Chacun d'eux, sans

s'occuper de ma visite, semblait dire : je collabore à la défense du pays : je fais mon devoir ; et on sentait que le travail, dans ces conditions, était rapide, irréprochable » (CI).

- À l'opposé, Mauricius cite le passage d'une lettre d'un mobilisé employé comme manœuvre au Creusot : « Nous avons au Creusot 4 fr. 25, puis depuis le 13 mai 4 fr. 50, mais nous ne travaillons pas le dimanche, ce qui met notre journée à 3 fr. 90 puisqu'il nous faut vivre également le dimanche. La vie est chère également au Creusot, aussi chère qu'à Paris. Les chambres les plus modestes valent de 25 à 30 fr. louées par l'habitant qui profite de l'aubaine, car il y a plus de 10 000 ouvriers en supplément du temps de paix. Il est impossible de vivre dans une pension ou un restaurant à moins de 80 francs par mois ; il y a en plus les frais de blanchissage et divers, etc. » (CQFD).

- « Comme l'a fortement écrit, précisément aux ouvriers du Creusot, le général de Maud'huy⁵, la guerre commence à l'usine et se manifeste également dans la fureur de l'ouvrier, dans la rage d'activité du patron : chacun a sa tâche ; l'un et l'autre ont conscience d'être soldats, de combattre pour la patrie. Remercions-les de leur courage » (A).

- Ces propos trouvent un écho dans le roman de Maxime Vuillaume : « Soldats de l'avant, admirables héros des tranchées et des assauts, soldats de l'usine, attentifs à la besogne qui les attache aux fours, aux laminoirs, aux tours, c'est tout un pour moi. [...] Ce sont, à vrai dire, les deux faces d'un même effort. Toute la bravoure, toute la furia des héroïques combattants de notre front se briseraient impuissantes, contre les défenses accumulées par l'ennemi si les usines de l'arrière — un arrière glorieux lui aussi — n'apportait l'aide bruyante de leurs canons, de leurs obus, de leurs mitrailleuses, de leurs canons de tranchées ».

Vuillaume est d'ailleurs celui qui s'arrête le plus longuement sur l'expression du patriotisme des ouvriers du Creusot : « Comme toujours, entre ouvriers de l'immense usine, [la conversation] roula sur la défense nationale, sur la fabrication des munitions et des armes, sur l'aide qu'apportaient les femmes, à la grande œuvre de la victoire » [...] « Jacques, le cœur débordant [...] d'espoir — [...] espoir de servir son pays en faisant lui aussi, des canons et des obus [...] distingua nettement, traîné par une locomotive, un formidable canon, qui découpait sur le ciel clair son profil de monstre accroupi, allongeant son col, prêt à vomir la mort. [II] resta

5 - Le général Louis Ernest de Maud'huy (1857-1921) fut du 2 avril au 3 novembre 1915 à la tête de la VIIe Armée, et se distingua pendant la bataille de la Marne.

longtemps en admiration muette devant ce grandiose spectacle qui le remuait jusqu'au plus profond de l'âme. C'était bien là le grand arsenal de nos armées, où, jour et nuit, les soldats de l'usine forgeaient des armes qui nous donneraient la victoire ».

« Les ouvriers de la victoire », c'est justement le titre du dernier chapitre de *Dans les usines de guerre*. Jacques est « un des rouages infimes, mais agissants ». « Ce qu'il voulait admirer, c'était le canon foré, rayé, prêt à tirer sur l'ennemi ». « Ce que vous voyez au Creusot, disait Pierre [Varoy, le contremaître], n'est qu'une partie de ce qui s'observe dans la France entière, où toutes des usines pouvant travailler pour la défense ont été utilisées. Petites ou grandes, c'est par milliers qu'on les compte [...] Ne voyez-vous pas l'activité formidable qui fait aujourd'hui de la France une seule et gigantesque usine de guerre ? Partout, ici, dans la Loire, à Saint-Chamond, à Saint-Étienne, à Lyon, à Limoges, à Paris. [...] Toute la France, hommes, femmes, enfants, tous travaillent pour la victoire. [...] nous pourrions dire que tous, ouvrières et ouvriers de l'usine de guerre, nous avons bien mérité de la Patrie ».

Le rôle des femmes

Vuillaume est aussi le seul à évoquer (et exalter) le travail des femmes, notamment sur trois tâches importantes.

Le contrôle des obus par le son. « Pierre et Jacques [...] s'arrêtèrent longtemps devant une longue table où des ouvrières — pour la première fois Jacques voyait au travail, côte à côte avec les ouvriers, des femmes — debout devant des obus placés en rang devant elles, les prenaient, un à un, les faisaient sonner l'un contre l'autre, comme on fait sonner les touches d'un harmonica.

On reconnaît au son cristallin que l'acier ne renferme pas quelque fissure traîtresse qui ferait éclater l'obus dans la pièce. L'obus essayé et mesuré, il reste à le lessiver, comme on nettoie de la vaisselle.

Des femmes lavent l'intérieur de l'obus avec du pétrole pour le débarrasser des matières grasses, et le vernissent ensuite ».

La vérification des fusées. Au Havre des centaines, peut-être un millier de femmes, travaillent aux fusées. Schneider a aussi un atelier à Paris. À Honfleur, « Jacques, en entrant dans l'atelier des fusées, [...] vit devant lui, à perte de vue, des tables et des tables. Et, devant les tables, des ouvrières uniformément revêtues

d'un long sarrau noir. [...] [Il] s'arrêta devant une table et regarda. Il y avait là de menues pièces de bronze, des cylindres, des ressorts, des rondelles minuscules que l'ouvrière, délicatement, le regard attaché sur la petite pièce qu'elle maniait, essayait au calibre, afin d'être assurée qu'elle avait bien la largeur, la hauteur et l'épaisseur voulues. Ces pièces de fusées, qu'une main d'homme tiendrait difficilement, sont, en effet, d'une finesse extrême. Comme elles doivent être assemblées, leurs dimensions sont rigoureuses ; c'est à peine si on tolère, en plus ou en moins, un ou deux centièmes de millimètres ! Les machines sur lesquelles elles sont découpées, tournées, percées, filetées, sont de véritables outils de précision, dont la conduite est confiée à des ouvrières d'élite ».

Le remplissage des obus. Jacques voit « des rangées de tables de bois, sur lesquelles sont des sébiles pleines d'une poussière jaune. La mélinite en poudre [...] cette poudre d'apparence inoffensive renferme cependant dans ses flancs la foudre. On ne le dirait certes pas à voir l'insouciance avec laquelle les ouvrières, les canaris — elles sont littéralement, de leur coiffé à leurs mains, saupoudrées de poudre jaune — puisent, avec une cuillère en bois, dans les sébiles, remplissant ensuite, un à un, les obus alignés sur les tables ».

Précisons pour finir que, dans le panel choisi, ni les Chinois ni les autres populations étrangères qui travaillaient au Creusot pendant la guerre ne sont mentionnés. Gallica étant alimentée quotidiennement, nul doute que de nombreuses découvertes restent à faire.



Visite d'une mission de journalistes de pays neutres

Par Ivan Kharaba,

Directeur de l'Académie François Bourdon.

Parmi les archives des usines du Creusot que nous conservons à l'Académie François Bourdon, se trouvent des billets de banque. Ces billets sont de la « monnaie de nécessité ».

Ils ont été émis par la société Schneider pour ses Usines du Creusot le 15 septembre 1914 en remplacement de la monnaie officielle qui se raréfie. Effectivement, le déclenchement de la guerre provoque dans le pays une désorganisation importante de la circulation monétaire. La Banque de France bloque ses réserves et les met en lieu sûr. L'Etat cesse la frappe de nouvelles pièces en or, argent ou bronze. Les particuliers thésaurisent un maximum de monnaie à travers un réflexe « *bas de laine* ».

Pour pallier à ce déficit, comme cela avait déjà été fait lors de la guerre de 1870, les Préfets autorisent certains organismes, comme les Chambres de Commerce, les grandes entreprises ou encore certaines communes à émettre leur propre monnaie.

Au Creusot, la Société Schneider est autorisée à émettre des bons de 50 centimes, 1 et 2 francs. Les archives ne nous disent pas le volume monétaire émis en 1914, nous savons seulement que les « *francs Schneider* » restent en circulation très longtemps, puisque ce n'est que le 30 avril 1926 qu'ils sont définitivement retirés de la circulation. Ceci n'est pas une exception creusotine, dans le reste de la France les monnaies de nécessité ont aussi été retirées de la circulation à la même époque.



La monnaie de nécessité

ACHAT DE L'OR AUX PARTICULIERS

Pour faire face aux dépenses de guerre, les états cherchent à mobiliser toutes les réserves pouvant exister sur le sol français en particulier chez les particuliers.

Puisque les États en guerre rassemblent leurs forces, les particuliers ne sauraient leur dérober les moyens du combat. À tout le moins, il n'est plus concevable de leur donner de l'or. Le premier soin des belligérants est de suspendre la convertibilité des billets.

En France, dès le jour de la mobilisation, les directeurs des succursales de la Banque de France décachètent le pli secret qui leur a été adressé. Ils y ont lu « *Vous cesserez immédiatement toute remise d'or* ». La loi du 5 août consacre cette mesure : le franc n'est plus qu'une monnaie de papier.



Affiches d'incitation



Banque de France, certificat de dépôt d'or conservé par des creusotins

Comme l'Allemagne, la France et l'Angleterre, tous les pays hier ralliés à l'étalon-or, ou à ce qui restait du double étalon, rompent avec le métal. Les États-Unis eux-mêmes, lorsqu'ils entreront dans la guerre, interdiront les sorties d'or.

Par Dominique Schneider,

Membre de l'Académie François Bourdon.

Pour mon petit-fils Illan qui a dix huit ans.

« *Si nous ne revenons pas, nous aurons donné l'exemple et si nous revenons, nous aurons acquis le droit de commander* ».

Henri-Paul Schneider

Je suis donc assise, cent ans plus tard, en temps de paix, au milieu des cartons qui contiennent les lettres échangées par ma famille, les Schneider du Creusot (comme dit Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier*) entre 1914 et 1919. Un bon millier de lettres, peut être plus. Je ne vais pas compter mais c'est de cet ordre là. Par où commencer ? L'essentiel de la correspondance privée qui m'est parvenue n'est pas celle de mon père mais celle de mon oncle Jean (mort en 1944) et soigneusement gardée par mon père. Où est le reste ? A-t-il disparu ? Quelle partie de ces échanges représente ce qui est chez moi ?



La famille Schneider (de gauche à droite : Eugène et Charles debout, May, Antoinette, Henri-Paul et Jean assis)

Ma première découverte est que ma grand mère écrit à chacun de ses fils au moins un jour sur deux entre le début et la fin de la guerre ("*mon cher petit garçon*", "*mon petit garçon chéri*"), comme presque toutes les mères dont les fils sont au front, j'imagine. Chacun des fils écrit, aussi souvent que possible à ses parents et les frères s'écrivent entre eux (de façon beaucoup plus réaliste). Toutes ces lettres sont inquiètes, stoïques et tendres de la part des parents ; légères et cachotières de la part des fils,

comme la majorité des lettres venant du front probablement. En dire le moins possible, rassurer, parler du temps qu'il fait dont l'importance est considérable quand on est dans les tranchées. Henri-Paul écrit : « ... *Je viens de recevoir votre lettre n°21 (les lettres sont numérotées entre HP et ses parents. On remet à 0 chaque année). dans laquelle vous me dites que vous me savez aux tranchées. J'espère que vous me pardonneriez de ne pas vous avoir parlé de cela plus tôt, mais j'avais peur de vous inquiéter inutilement... Voici la copie de mon carnet de route, moins les noms d'endroits...* » (4 août 1915). Aucun des trois ne pourra préciser sa localisation. C'est interdit. "*En campagne*" écrit mon père en haut à droite de la page.

Sur la photo de famille, en avril 1917, voici mon grand père Eugène, sa femme Antoinette (je suis bien obligée pour cet article de les appeler par leurs prénoms) et leurs quatre enfants lors d'une permission qui les réunit. Les trois garçons sont en uniforme. Henri-Paul, dit Pommy (né en 1895), Jean, dit Johnnie (né en 1896) et mon père Charles, dit Charly (né en 1898). (La petite sœur s'appelle May (née en 1902), elle aussi écrit beaucoup à ses frères). Tous les trois ont devancé l'appel, "*engagés pour la durée de la guerre*", les deux aînés le 5 octobre 1914 et le plus jeune le 19 novembre 1916. Pour les trois, il a fallu l'autorisation de leur père puisqu'ils sont mineurs. Eugène les appelle : "*mes garçons*" ou "*mes fils chéris*". Cette correspondance d'une famille unie, pleine d'affection et de sollicitude, (ils l'appellent le "blocs") contraste avec le souvenir amer qu'avaient gardé mon père et mon oncle Jean de leur enfance, sauf pour l'amour qui les unissait tous les trois. De plus, si l'on connaît la suite, peu après la guerre, c'est à dire la rupture entre les parents et les deux fils survivants - mon grand-père, supportant mal de partager le pouvoir, avait voulu exclure mon oncle et mon père de la gérance de Schneider et Cie alors qu'il les y avait lui même nommés, un procès s'ensuivit qui fut gagné par les fils et les rétablit dans leurs droits - le ton de ces lettres est encore plus surprenant. Mon père et mon oncle voyaient très bien la continuité entre la dureté de leur enfance et la rupture des années 20. Ils décidèrent d'un commun accord de ne pas exercer

leur cogérance avec leur père, ce qui aurait été impossible à vivre, et ne revirent leur père qu'une seule fois, à l'occasion de l'enterrement des victimes du bombardement du Creusot en 1942. Le contexte dramatique de la guerre et du danger constant créent une cohésion et une intensité de sentiments qui n'ont pas survécu longtemps à la paix. Cependant, il m'a semblé plus honnête, dans cet article chronologique, de laisser à chacun la parole à travers cet échange, aussi déroutant qu'il puisse parfois me paraître.

Henri-Paul et Jean (19 et 18 ans) s'engagent le 5 octobre 1914 au 10^{ème} Cuirassiers à Lyon, devançant l'appel. Le 14 novembre, Eugène écrit à un certain M. Charbonnier (ancien secrétaire général du Creusot sous Henri Schneider) : « ... Je veux vous remercier de la lettre que vous m'avez adressée à l'occasion de l'engagement militaire de mes deux fils aînés. Toute cette belle jeunesse est pleine d'une patriotique ardeur et les parents ne peuvent que s'incliner devant leur désir de faire leur devoir... Dieu veuille nous les ramener après cette horrible guerre et leur permettre de penser alors à d'autres devoirs qui, pour être moins brillants, n'en sont pas moins patriotiques... ».

Le 9 août 1914, mon père, Charles, écrit au sien : « ... Nous venons d'apprendre la prise de Mulhouse qui nous a procuré une grande joie. Espérons que c'est enfin le commencement de la Revanche tant attendue ! Les Belges eux aussi font une héroïque défense. J'ai lu avec un très grand plaisir les succès de nos canons en Serbie et je vous en félicite beaucoup puisque c'est grâce à eux qu'un petit pays peut résister à un envahisseur huit ou dix fois supérieur en nombre... ».

Le 13 mai 1915, Charles écrit à son frère Jean : « Mon vieux (entre eux, ils commencent toujours ainsi. Et ils se vousoient) ... Dieu fasse que nous puissions bientôt nous rejoindre pour de bon, soit que la guerre se termine soit, si elle doit durer encore quelque temps, que j'aïlle vous rejoindre sur le front et combattre avec vous. Comme je regrette de n'avoir pas quelques années de plus pour partir avec vous et prendre part avec vous à cette glorieuse campagne ».

Le journal Le Nouvelliste écrit la 14 juillet 1915 : « ... M. Eugène Schneider aura doublement mérité de la Patrie en mettant au service du pays pour la production des munitions et des pièces d'artillerie le puissant outillage dont il dispose et en donnant déjà deux de ses fils à l'armée... ».

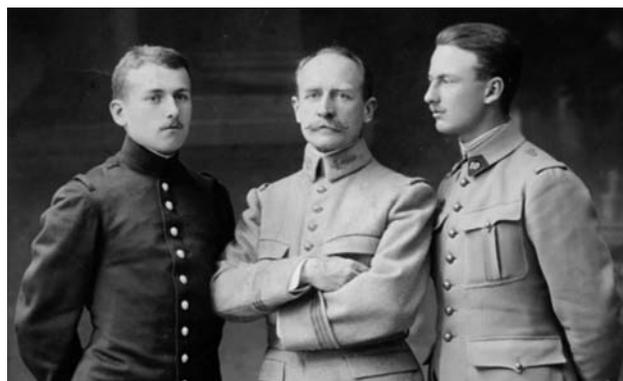
Charles passe deux premiers bachots (B et C) avec mention. À la suite d'un concours, Henri-Paul est admis comme élève aspirant (cavalerie) et affecté à l'école de Saumur. Aspirant en juin, il est affecté au 21^{ème} régiment de Dragons où son oncle Brantes est

colonel. Eugène avait écrit à son-beau frère Paul de Brantes le 21 mai 1915 : « ... Nous serions très heureux de voir réunir nos deux garçons qui jusqu'ici n'ont jamais été séparés et nous ne pouvons rien souhaiter de mieux que de les sentir réunis sous ton égide... ce qu'il (Jean) a fait pendant son séjour au front n'a fait que grandir son désir d'y retourner et Henri-Paul partage son ardeur... ». En juillet, Henri-Paul écrit à sa mère : « ... Relève des tranchées... Nous sommes là en réserve pour 4 jours. Les granges que l'on nous donne sont infectes, aussi nous faisons coucher tout le monde sous la tente... Cette nuit, pluies torrentielles... Décidément, tous les matins et tous les soirs, les allemands nous font des visites en aéro : c'est assez désagréable car les éclats d'obus retombent en pluie sur nous. Dans la soirée, je vais reconnaître les tranchées... ».

À la suite de ce même concours, Jean est admis comme élève aspirant (cavalerie) et affecté à Saint-Cyr où il s'ennuie terriblement. Henri-Paul écrit à Jean le 6 juillet 1915 : « ... Nous serons si contents tous les deux de nous retrouver dans quelques temps sur le front. Car cela a été dur pour moi de partir sans vous en vous laissant peu content de votre sort... ».

Heureusement, Jean rejoint son frère comme aspirant au 21^{ème} régiment de Dragons en septembre. « ... La pensée de nos deux petits dragons ne me quitte pas... » écrit Eugène à ses fils. Antoinette s'occupe de tout, de trouver des bottines, des caleçons, des articles de journaux, des bandes de flanelle, des livres, du chocolat, des lainages, des sacs de couchage, de l'alcool solidifié (pour les lampes), une relique de Sainte-Thérèse et des paquets ("vos hommes ont-ils besoin de quelque chose ?"). Elle leur fait des recommandations, les supplie d'être prudents, de bien se couvrir, se plaint du courrier en retard, donne des nouvelles des uns aux autres, annonce les blessures et les décès.

Le 9 novembre, Charles écrit à Jean : « ... C'est aujourd'hui que vous devez partir pour les tranchées. C'est une terrible inquiétude pour nous tous ici. J'espère tant que vous serez prudent comme vous me



l'avez promis à Saumur la veille de votre départ. Je pense que vous devez être enchanté d'être ainsi en plein sur la ligne de feu. Vous aviez attendu ce jour avec tant d'impatience ! ... ».

En novembre 1915, Henri-Paul et Jean sont nommés cogérants de Schneider et Cie. Le 14 novembre, Eugène écrit à Jean : « ... Je pense que la nouvelle aciérie du Breuil sera en marche en juin prochain, les installations pour obus de 120 et 155 vont être terminées et ou commencera à marcher à la fin du mois... Et ce n'est pas tout ; j'ai encore un tas de projets dans la tête et je vous en parlerai quand nous nous reverrons. Vous voyez que votre cogérance s'annonce bien, et nous aurons une merveilleuse période de rénovation à organiser ensemble. Dépêchez vous donc de nous débarrasser des Boches... l'annonce de votre entrée dans la maison a produit ici une excellente impression... ». Zelle (qui les a élevés ainsi que deux autres personnes : Iss (Miss Hugues), leur institutrice anglaise, et l'abbé Bonin, leur précepteur. Mon père leur gardait à tous les trois une tendresse indéfectible.), Zelle donc écrit à Jean : « ... J'arrive bonne dernière pour vous dire la part que j'ai prise à votre nomination de cogérants avec Henri-Paul et la très grande satisfaction qu'en ont éprouvé vos parents... ». Pendant leurs permissions, les nouveaux cogérants visitent des usines, des ateliers, des maisons de retraite, rendent des visites et se font mettre au courant par leur père.

Ainsi donc en pleine guerre Eugène pense avant tout à l'expansion de l'entreprise. Comme son père et son grand-père avant lui, il voit loin. Si l'époque de la guerre de 14 a été la plus productive chez Schneider et a tourné en très grande partie au service de l'Armée, mon grand père a bien davantage de projets pour la paix et les développe parallèlement. Les locomotives sont presque sans concurrence, les travaux publics produisent pour le monde entier. Schneider est représenté dans tous les pays qui comptent. Une célébrité internationale. Les écoles, les hôpitaux, les logements et les maisons de retraite sont à la pointe du progrès. Un modèle qui n'a pas manqué de contestateurs, mais un modèle quand même.

Le 1^{er} décembre 1915, Henri-Paul écrit à Jean : « Mon vieux, Nous sommes en première ligne depuis hier soir. La relève a été pénible. Nous nous sommes plus ou moins égarés dans les boyaux pendant 2 heures avec de la boue par dessus les genoux. Les abris sont assez moches. Mais enfin tout le monde est content et va bien. Nous sommes là pour 3 jours, puis 3 jours en deuxième ligne et nous repiquons ici pour 3 jours. Le secteur est calme et nous recevons de temps en temps seulement des obus... ».

Le 4 décembre, Henri-Paul écrit à Jean : « ... Nous sommes revenus maintenant pour 3 jours en 2^{ème} ligne. Rien ne peut vous faire idée de l'état des tranchées. De la boue jusqu'à mi-cuisses. Aucun abri ne tient. Le secteur est assez calme quoique nos tranchées ont été quelques fois retournées par la pluie et les 77... ». Le 7 décembre Eugène écrit à Jean : « ... Vous allez être heureux demain de revoir Henri-Paul retour des tranchées... Nous passons, de nouveau par une période de besogne particulièrement chargée. Nous avons un nouvel effort à faire pour répondre au nouveau programme qu'on nous demande de réaliser et comme il faut aller vite pour arriver à temps au résultat qu'on attend de nous, il faut faire des tours de force pour créer en même temps toutes les installations nouvelles et commencer de les faire produire pendant qu'on les construit. Quand vous reviendrez tous les deux, après la guerre, vous ne reconnaîtrez plus grand chose dans nos divers établissements qui se transforment à vue d'œil. La nouvelle aciérie du Breuil commence à sortir de terre. Les deux premiers fours de 60 t. et peut être 3, seront en feu au début de l'été prochain, et si tout va bien, nous aurons à C. (Caen) le même nombre de fours en marche vers la même époque... Le Havre occupe près de 11 000 personnes et nous y construisons encore d'énormes bâtiments : peut-être y atteindrons-nous un effectif de 15 000 l'an prochain... À votre retour, vous aurez dans les mains un énorme ensemble, rénové et reconstitué, ce qui sera certainement l'une des choses les plus puissantes et les plus intéressantes qui existeront à cette époque. Tâchez donc de ne pas vous rouiller tout à fait et de travailler un peu en vous aidant tous les deux, malgré la difficulté de la vie dans les camps qui ne prête guère à un travail intellectuel... Quand je pourrai vous voir l'un ou l'autre, je vous mettrai au courant de bien des choses que je ne puis vous écrire... ».



À gauche en bas Jean, à droite en haut Henri-Paul

Le 26 janvier 1916, Jean écrit à son père : « ... Je suis au même endroit qu'Henri-Paul, mais il fait beau, les boyaux sont propres, ce qui rend la vie très agréable. Nous partons 5 jours en deuxième ligne, puis 5 jours en première ligne, et les 5 derniers jours en troisième ligne... ». À sa mère deux jours plus tard : « ... Nous sommes depuis ce matin 4 heures en 1^{ère} ligne. Le temps se maintient toujours sans pluie, ce qui rend très agréable le séjour ici... les boches tiraient sur les 2^{ème} et 3^{ème} lignes et comme nous étions en 1^{ère}, nous ne recevions rien. Nous avons vraiment de la chance d'avoir ce temps là pour notre séjour dans les tranchées... ». Un mois plus tard : « ... Pour ce projectile qui est tombé tout près de moi, ce n'était pas la peine vraiment de vous inquiéter puisque je n'ai pas été touché. Dans la matinée, nous avons reçu pas mal de 77 et tout à coup, pendant mon quart de jour, vers 2 heures de l'après midi, ils se sont mis à nous bombarder avec des 105 qui prenaient les tranchées presque en enfilade à certains endroits... ». Le 20 février, Eugène écrit à Jean : « ... Nous avons eu avant hier à déjeuner le général Lyautey qui m'a demandé d'aller passer quelques jours au Maroc, au printemps, afin de redonner là bas l'impression que nos travaux de Casablanca vont reprendre avec plus d'activité et que nous nous intéressons à l'exécution rapide de la grande jetée... ». Le 7 avril 1916, Jean écrit à sa mère : « ... Et d'abord je veux vous annoncer une bonne nouvelle : Henri-Paul est nommé sous-lieutenant. Le colonel le lui a annoncé ce matin... ». Le 2 mai, Eugène écrit à Jean : « ... Vous voilà à nouveau dans les tranchées, je pense, depuis hier, et peut-être cela vous paraîtra moins long cette fois puisque vous y serez avec Henri-Paul. Le temps semble devoir rester beau et vous n'aurez plus cette abominable pluie que vous avez subie tout l'hiver dans les tranchées de l'Artois ». « ... J'espère que je ne vais pas tarder à être nommé sous-lieutenant... » écrit Jean à son père en juin. À sa mère le 3 août : « ... Je suis nommé sous lieutenant depuis ce matin, Henri-Paul était venu hier me l'annoncer... » (Henri-Paul en tant qu'aîné se sent responsable de ses frères. Il calme Jean, essaie de lui apprendre la patience, encourage Charles, les conseille et a, visiblement beaucoup d'ascendant sur eux). « ... C'est bien joli d'être sous-lieutenant avant 20 ans ! Cela fait penser aux épopées de l'Empire... » lui répond sa mère en le félicitant. Et aussi : « ... La victoire russe s'affirme chaque jour et cause ici beaucoup de joie... Quelles belles nouvelles des différents fronts ! Il semble que tous les courages renaissent en les lisant. Les Anglais ont fort à faire mais il semble qu'ils avancent avec méthode et glorieusement. Que de prisonniers tant ici

qu'en Russie ! Il paraît qu'on en attend une centaine pour travailler à Montcenis et d'autres à l'usine près d'ici... ». Son père félicite Jean et ajoute début août : « ... Le Breuil monte à vue d'œil et je pense que cette semaine, je déciderai la construction d'un cinquième four. Je compte sur vous pour mettre votre collègue de frère au courant de tout ce que vous avez vu... ». Puis : « ... Le Breuil est en marche depuis mardi dernier... C'est un vrai succès. Pendant ce temps là, on démolit la grande cheminée des Hauts Fourneaux, vous ne la verrez plus à votre retour. J'espère que vous me pardonneriez maintenant toutes mes iniquités de l'an dernier ! » (?). Ou encore : « ... Nous arrivons à faire de la bonne besogne et je crois savoir que nos gros calibres ont fait du bon travail sur la Somme. Vous aurez peut être entendu du mal de nos 105, car c'était très à la mode de les débiter ces temps derniers. Je vous adresse quelques notes qui vous permettront, à l'occasion, de remettre les choses au point. Je vous demande de les communiquer à Pommy, pour ne pas avoir à les envoyer en double... ».

Lettre écrite à Henri-Paul par la direction de la maison de retraite du Creusot : « Monsieur, Madame Henri Schneider a bien voulu faire trinquer nos bons vieillards à l'occasion de la nomination de sous lieutenant de ses petits fils, et je pense vous faire plaisir, Monsieur, en vous disant que nos chers vieillards ont bu à votre santé. Je suis sûr que les échos, messieurs les officiers Schneider ! ont tinté à vos oreilles... » (Je tiens à souligner l'importance d'Eudoxie Schneider, veuve d'Henri, soutien constant de ses petits-fils tout au long de sa vie. Et Dieu sait s'ils en ont eu besoin).

En août, Antoinette écrit à Jean : « ... Je suis si fière de vous tous, mes chéris, et il n'est pas de jour où je ne bénisse la Providence d'avoir bien voulu mettre dans notre nid les quatre chers et délicieux enfants que vous êtes. Dieu vous garde tous ! ... ». Le 25 août elle écrit à Jean pour son anniversaire : « ... Dieu bénisse vos 20 ans, mon chéri ! Papa... me dit : comme je serai content de retrouver pour tout cela mes petits cogérants, débrouillards, rapides et acharnés à la besogne ! ... ». Zelle écrit à Jean : « Mon cher lieutenant, toutes mes félicitations pour vos véritables galons, mon Jean, car ceux d'aspirant avaient un air un peu trop modeste... Avez-vous apprécié le baume En Avant ! Il est souverain pour calmer les pieds endoloris par de fortes marches... ».

Le 19 juin 1916, Antoinette écrit à Jean : « ... Mon cher petit garçon, nous avons eu hier un très intéressant déjeuner avec la reine Amélie (du Portugal. Suit la liste des invités). La reine est bonne et charmante, comme toujours... Je vous ai regretté mes chéris, vous qui savez si bien faire des frais et être aimables dans ces

circonstances là. Tout le monde est ravi de la prise de Cermovitch (?) et je vois de plus en plus de gens qui croient que la guerre finira assez vite maintenant. Que Dieu les entende ! ... ». Un peu plus tard : « ... Nos pertes à nous sont minimales, paraît-il, grâce à l'artillerie lourde dont on dit merveille ici, dans cette dernière offensive. Je suis bien contente que les sticks et les sacs de couchage vous aient plu... je n'ai pas encore reçu votre envoi de linge, bottes... ». Il semblerait qu'au mois d'août 1916, Jean ait changé de cantonnement et ne soit plus avec Henri-Paul.

Charles passe son second bachot brillamment et commence une préparation militaire. Le 30 août, Jean écrit à son père : « ... Quelle belle nouvelle que celle de l'entrée en guerre de la Roumanie... les Autrichiens doivent commencer à ne plus savoir où donner de la tête, et avec cette offensive sur tous les fronts allemands ne doivent plus être capables de leur être d'un très grand secours... ». Le 17 septembre, Antoinette écrit à Jean : « ... Pommy vous dira les renseignements que j'ai eu pour Charles – nous le laisserons plus que probablement s'engager en novembre. Cela nous serre bien le cœur mais il ne faut pas être égoïste... ». Charles voudrait rejoindre ses frères dans la cavalerie mais il semble qu'il n'y ait pas de cours d'élèves aspirants dans cette arme à ce moment là, aussi envisage-t-il d'opter pour l'artillerie où il pourra concourir. Il écrit à Jean pour lui demander son avis : « ... Il faut s'engager un mois et demi ou 2 mois avant le cours. Cela me permettra d'être déjà entraîné quand viendront les grands froids de l'hiver. Je regretterai la cavalerie, mais heureusement, dans l'artillerie montée, j'aurai comme aspirant un cheval à moi. Je regretterai surtout de ne pas me retrouver au front dans le même régiment que vous... J'espère que vous approuverez mes projets et que vous m'aidez tous les deux par votre influence à les faire aboutir. Ce serait un tel désespoir pour moi de ne pas aller au front... ». Le 19 novembre 1916, il s'engage, devançant l'appel comme ses frères et est incorporé au 83^{ème} régiment d'artillerie. Quelques jours plus tôt Antoinette avait écrit à Jean : « ... L'engagement de Charles est très prochain maintenant, sans cela, il ne pourrait pas s'engager pour la durée de la guerre. Nous repassons avec lui ces jours ci par les mêmes émotions qu'il y a deux ans, lorsqu'il s'agissait de votre engagement à vous. Je suis sûre que vous aussi penserez au départ de ce petit – hier encore un enfant- et qui va maintenant à son tour affronter tous les risques... ». Le 10 décembre 1916, Jean écrit à sa mère : « ... Voilà Charles aux quartiers et après les premiers jours désagréables, il doit commencer à s'habituer à sa nouvelle vie : cela doit être dur en ce moment avec ce temps affreux mais j'espère

qu'il ne va pas s'enrhumer avec cette pluie et les chambrées non chauffées... ».



Charles

Ce que veulent les deux aînés, plus ou moins en secret au début, c'est entrer dans ce qu'on appelle l'artillerie d'aviation. Et y entrer ensemble. Leurs parents, d'abord réticents, finiront par accepter. Le 22 mai 1917, Henri-Paul écrit à Jean : « Mon vieux, l'occasion que nous attendions, sans cependant trop y compter vient brusquement de se présenter ce matin. On demande des élèves pilotes, exceptionnellement des officiers ; Nous répondons aux conditions. Comme toujours la note est arrivée ce matin et il faut que je me décide avant ce soir. Je vois si rien dans le courrier n'arrive qui m'empêche de faire une demande, j'espère que de votre côté vous pouvez le faire aussi... ». Malheureusement pour Jean, sa première demande sera égarée et il lui faudra recommencer et attendre.

Jean a trouvé sa voie : l'aviation. Il ne la quittera plus jamais. Après la guerre, écarté comme son frère Charles de la gérance par leur père, il deviendra l'un des pionniers de l'aviation française, aussi bien dans l'Aéropostale qu'à Air France, ouvrant les lignes d'Amérique du Sud, établissant des réseaux et des conventions avec les pays étrangers au plus vite pour battre la concurrence. Créée en 1921, l'Aéropostale aura 46 escales en quelques années. En 1939, Jean s'engagera à nouveau et, refusant d'être envoyé à l'arrière (à cause de son âge) il retournera au commandement d'un avion dans son ancienne escadrille. Il sera ainsi le plus vieux pilote de la seconde guerre mondiale. Grièvement blessé (témoignage passionnant de Saint-Exupéry et récit de leur mission dans "Pilote de guerre"), couvert de décorations et de citations avec palmes et étoiles, Jean mourra en avion avec sa femme en 1944 au retour d'Algérie où ils avaient été préparer le débarquement des Alliés de 1942.

Revenons en arrière : 25 mai 1917, Eugène écrit à Jean : « ... Il (Charles) part dans 48 heures et est affecté aux autos-canon dans l'armée belge... ». De Charles à Jean le 29 juin : « ... Je subis ces temps-ci quelques bombardements sérieux et entre autres un de 210 où j'ai eu plusieurs projectiles tombés à quelques mètres de moi. J'ai été criblé de pierres... Je fumais pendant le bombardement une excellente pipe ; je ne crois pas en avoir fumé de meilleure. L'autre nuit nous avons encaissé des bombes... ».

Henri-Paul obtient une citation à l'ordre de la Division : « Le 29 mai 1917, malgré un bombardement violent d'obus asphyxiants et d'explosifs, a rempli avec sa section la mission de contre-préparation et de barrage dont il était chargé, donnant à son personnel, en cette circonstance, un magnifique exemple de calme et de crânerie. Jeune officier remarquable par son entrain, sa bravoure et son sentiment du devoir. Sur le front depuis le 2 juillet 1915 ». De janvier à avril, Jean est à l'école d'application de l'Artillerie, à Fontainebleau, puis affecté au 16^{ème} d'Artillerie. Le 25 juillet, Charles écrit à Jean : « ... Mon vieux, me voilà revenu du front belge après avoir passé deux mois très intéressants là bas... ». D'Antoinette à Jean le 17 août : « ... Papa dit que les élèves du cours de Charles ont l'air de gosses, tous de la classe 18, et que Charles est à peu près le seul brigadier. Cela doit lui constituer un titre de gloire, surtout en revenant du front ». Puis : « ... Pour la nouvelle vie que vous ambitionnez (Jean veut toujours entrer dans l'aviation), il faut beaucoup de santé et de très bons nerfs. Pommy a été très fatigué au début, malgré qu'il fut en bon état, et il ne faut pas arriver en état de dépression sans cela c'est dangereux, vous le savez... » (Jean avait écrit à son père que "dans l'attente de sa mutation, les jours sont comme des siècles" pour lui). Il écrit à tout le monde autour de lui pour essayer de faire avancer les choses. Il semble que le mois de juillet et le mois d'août soient occupés par la famille entière à essayer d'obtenir que Jean rejoigne Henri-Paul dans son escadrille. Le 22 août, Antoinette remercie Jean pour ses lettres et s'inquiète : « ... Ce sont celles d'après l'offensive que j'attends avec fièvre... en pensant aux jours terribles que vous avez dû traverser – gaz, mitraille, dangers partout, hélas !... ». Le 24 août, Eudoxie écrit à Jean : « ... Tu sais mon petit-fils bien-aimé que je t'aime si fort qu'on ne peut pas, je crois, aimer davantage. Je te sais dans cette bataille de Verdun et je n'en dors pas... ». En septembre, Jean reçoit une citation à l'ordre du régiment : « Détaché comme officier de liaison avec l'infanterie, lors de l'attaque du 24 août, malgré les bombardements intenses des premières lignes, assuré le service des liaisons d'une manière digne

d'éloges et fourni, en temps opportun, des renseignements précieux à son Commandant de Groupe. Jeune officier d'une crânerie qui fait l'admiration de tous ». C'est ce que mon père m'a toujours dit de Jean, son courage inouï, sa loyauté, son impatience et ses colères homériques (d'après mon père, pire que les siennes...). De Fontainebleau, Charles écrit à Jean : « ... Vous devez être en ce moment bien exposé, mon vieux ; cela m'inquiète horriblement. J'espère tant qu'il ne vous arrive rien au milieu de tous ces dangers et sans cesse, je pense à vous... je regrette bien le front et attends avec impatience d'y retourner... ».

Jean reçoit des félicitations, j'en cite quelques unes. Du Creusot : « M. et M^{me} Petavi et leurs trois poilus adressent à M. Jean Schneider leurs bien sincères félicitations pour sa belle citation si bien méritée... » (eux aussi ont trois fils à la guerre...). Un certain Petrus Gellez (de son ancien régiment et qui restera proche) écrit à Jean pour le féliciter et commente : « Mon cher lieutenant... Ton qu'à nous, ses toujours la même chose, les boches font toujours les cons avec leurs gaz... » (sic). Ce que confirme un certain lieutenant Morel à la même date : « Toutes mes félicitations pour votre citation à l'ordre du régiment... je pense qu'elle sera suivie d'une longue théorie de palmes, car il y a pas mal de boches à descendre. Vous avez rudement de la veine de ne plus être ici, les boches ont encore essayé de nous faire crever avec leurs gaz l'autre nuit... ».



Henri-Paul

Le 6 septembre, Jean entre enfin à l'École d'aviation de Chartres. Henri-Paul lui écrit : « ... Commencez par descendre à l'hôtel, mais n'allez pas au Reverdy au même endroit que moi car j'ai eu tous les ennuis possibles avec ma propriétaire et je l'ai engueulée de premier ordre. J'étais très mal vu parce que je n'ai pas couché avec les poules qu'elle favorise et qui lui rapportent et je vous conseille de résister victorieusement à ses nombreux assauts... Au point de vue pilotage... pendant la période de bafouillage que tout le monde

traverse, ne vous découragez pas. Et reposez vous. Cela se passe tout seul au bout de quelques jours. Dormez bien, mangez bien et reposez vous. Et surtout ne faites pas la fête, car le lendemain on pilote comme un cochon et on se casse la figure... ». Et quelques jours plus tard : « ... J'ai été ravi d'apprendre par des camarades vos rapides progrès en aviation ; mais n'allez pas trop vite. Méfiez vous de vous et ne vous croyez pas plus malin que les autres... ». Jean passera au camp d'aviation d'Avord en octobre, puis de Pau en novembre et enfin affecté à l'escadrille SPAD 49, secteur 101, le 8 décembre, rejoignant enfin son frère. Jean écrit à son père le 26 septembre : « ... Nous avons eu de la veine de nous trouver tous les trois ensemble pour une matinée à Paris... Pour moi, tout va bien, j'ai eu la chance d'avoir une période de beau temps qui m'a permis de voler tous les jours matin et soir... sur un appareil de modèle un peu plus récent et qui à mon avis est infiniment plus agréable et fiable à piloter, un peu comme si, d'un autobus, on changeait pour mener une voiture légère... ». Le 7 octobre Antoinette lui écrit : « ... J'ai pensé qu'hier, qu'il y avait juste trois ans que vous vous étiez engagés... ». Quand Eudoxie écrit à Jean pour le féliciter, elle ajoute : « ... Je t'en prie, sois raisonnable et prudent, j'ai peur de ta tête chaude et de ton courage fou... ». Le 13 décembre Jean écrit à sa mère : « ... Quel régiment Charles a-t-il pu choisir ? Je suis anxieux de le savoir... Nous avons à l'escadrille un type qui s'annonce comme un as épatant, il a dix boches dont quatre abattus depuis huit jours et le dernier tout à l'heure... ». Et le 17, toujours à sa mère : « ... Je pense que c'est demain qu'Henri-Paul sort de l'hôpital et que vous partez tous au Creusot... J'ai bien reçu le dessin que j'avais demandé à Papa. Je suis en train de le faire découper sur de la tôle pour en mettre un de chaque côté du capot dès que j'aurai un appareil à moi, ce qui ne tardera pas, j'espère... » (D'après une autre lettre, il semble qu'il s'agisse des deux canons croisés et du S centré qui étaient l'emblème des Schneider). Le 22 décembre, Eugène écrit à Jean pour se désoler qu'ils ne puissent passer Noël ensemble et ajoute : « ... Les travaux sont commencés à Avoise près du Bois Bretoux et je pense que dans le courant de 1918 la fonderie pourra commencer à y fonctionner... ». Le 24 décembre 1917, Henri-Paul écrit à Jean pour lui dire sa tristesse de ne pas passer Noël avec lui (HP est au Creusot en permission, Jean dans son escadrille), il ajoute : « ... Parlons un peu de vous : avez vous fait déjà des choses intéressantes ? Vous êtes vous senti très ignorant – en arrivant, comment ont été les premiers atterrissages ? Fait-il très froid en l'air ? Le travail est-il agréable ou très pénible ? Aurez-vous besoin que je vous apporte quelque chose ? ... ».

En janvier 1918, Jean écrit à sa mère : « ... Avez vous de bonnes nouvelles de Charles et quand compte-t-il repasser par Paris en allant au front ? J'ai tant regretté de le manquer de si peu la dernière fois... ». Ils essaient d'organiser leurs permissions ensemble, ce qui n'est pas souvent possible. Ils en ont une tous les deux mois. De Saint-Maixent, Charles écrit à sa mère : « ... La décision qui nous envoyait directement au front à notre sortie d'ici a été modifiée et nous devons repasser par nos dépôts (pour moi Moulins)... ». Le 21 janvier, Antoinette écrit à Jean : « ... Mais qu'est ce que c'est que ce combat que vous auriez livré au dessus de Mulhouse mon petit Johnnie – je me suis demandé si c'était vrai puisque vous ne m'en aviez rien dit et j'ai pensé que peut-être vous aviez eu peur d'inquiéter votre pauvre maman... ». À Paris un soir elle entend : « La sirène et presque au même moment le canon... l'alerte a été chaude et le bombardement très nourri pendant deux heures... ». Le 12 février, Eugène écrit à Jean : « ... Nous travaillons toujours à notre programme hydro-électrique, mais malgré tous nos efforts, il est difficile de faire sortir toutes les solutions qui dépendent de l'administration. J'espère cependant que le plus gros du programme sera réglé avant le printemps. Il faudra environ 5 ans pour que tout marche en grand... ». Lettre de Jean à sa mère : « ... Henri-Paul malheureusement ne pourra pas prendre sa permission en même temps que moi, cela ferait trop de pilotes absents de l'escadrille à la fois. Merci des lettres de Charles... Il doit être content d'être traité comme officier et d'avoir été bien reçu par tout le monde, nous lui avons écrit l'autre jour et nous continuerons à le faire souvent pour qu'il ne se sente pas trop seul là bas... ».



Charles à Verdun

Cette lettre est la dernière avant la mort d'Henri-Paul. On a d'abord cru qu'il était seulement blessé et le 24 février au matin, Zelle écrit à Jean : « Mon Jean, Je pense tendrement et tristement à vous, devinant votre peine en voyant votre cher frère

grièvement blessé ! Quelle consolation pour vous d'être au moins auprès de lui et d'avoir pu le soigner... Ici tout le monde est très ému et demande au Ciel que cette blessure ne s'aggrave pas... ». Mais il est déjà trop tard. Transporté à l'ambulance de Bellemagny, il mourra quelques heures plus tard, dans les bras de Jean. « *Officier d'une haute valeur morale, ayant fait preuve pendant son séjour à l'escadrille, des plus belles qualités d'entrain et de bravoure. Le 23 février 1918, à très basse altitude, et malgré des circonstances atmosphériques défavorables, a abattu, dans les lignes adverses, un avion rencontré à 200 mètres, le mitraillant au sol. Au cours de la même patrouille, n'a pas hésité à attaquer six avions ennemis. Blessé très grièvement au cours de ce combat, n'a dû qu'à son énergie et son habileté de ramener son appareil dans nos lignes. Fait chevalier de la légion d'honneur* ». Au Creusot, la mort d'Henri-Paul eut un retentissement considérable. Je ne suis pas sûre que ma famille s'en soit jamais remise (Je passe sur l'énorme enveloppe de lettres de condoléances qui suit cette nouvelle).



Jean recevant la Légion d'Honneur

Jean est cité à l'ordre du Corps d'Armée pour le même combat : « *Officier de haute valeur morale, ne cesse d'être pour tous un modèle de courage et d'entrain. Le 23 février, à très basse altitude et malgré les conditions atmosphériques particulièrement défavorables, a abattu un avion dans les lignes ennemies. Au cours de la même patrouille n'a pas hésité à attaquer six avions ennemis ; le pilote qui l'accompagnait ayant été blessé, l'a dégagé et protégé au sol, lui a porté secours dès l'atterrissage, bien que toujours pris sous le feu des avions ennemis* ».

En mars 1918, Charles écrit à Jean : « ... Sa présence (d'Henri-Paul) surnaturelle continuera de nous soutenir et de nous aider et toujours, dans tout ce que nous ferons ensemble, nous serons trois quand même... ». Le 22 mars, Charles lui écrit : « ... Mon vieux, merci beaucoup pour votre lettre qui m'a fait du bien, d'autant

plus que je l'ai reçue dans un jour de tristesse noire... ». Le 29 avril, Antoinette écrit à Jean : « ... *Mon pauvre, pauvre petit, quand je pense au calvaire que vous avez gravi, mon cœur défaille ! Et cependant, je vous envie de ne pas l'avoir quitté un instant et souvent quelque chose en moi se révolte à la pensée que moi qui lui ai donné la vie... je n'ai pas pu être près de lui... Johnnie, comment ne suis-je pas morte à côté de lui ? Sans vous sûrement, je n'aurais pas pu le supporter... ».*

En avril 1918, Jean est en mission aéronautique à Londres. Eugène est nommé président de l'Iron and Steel Institute et fait inscrire ses trois fils, Henri-Paul à titre posthume. Il écrit à Jean : « ... *Tout va bien ici pour la maison. Je travaille encore mal mais il faut que cela revienne et en pensant à vous et à Charles et aussi pour notre Pommy, je ferai l'effort nécessaire en attendant que vous veniez m'aider à votre tour... ».* Le 10 juin, Eugène écrit à Jean : « ... *Comme les transports deviennent difficiles faute de matériel, on supprime les expéditions. De même on interdit les constructions nouvelles sous prétexte que les matières sont rares et chères. Tout devient terriblement difficile ; et pendant ce temps là nos bons alliés, au delà de toutes les mers, comme du reste nos ennemis, construisent tout ce qu'ils peuvent et préparent ce qui sera l'outil de demain, après la paix. J'ai des nouvelles d'Amérique, des plus suggestives et à cet égard, je me félicite chaque jour d'avoir fait sans attendre un gros effort qui un jour nous aidera lorsque la production viendra concurrencer la nôtre chez nous-mêmes* ». Nommé lieutenant en juillet 1918, Jean reçoit la Légion d'Honneur et la Croix de guerre avec palmes en août (Sur la photo, il porte un brassard noir).

Peu avant il avait été blessé à la main gauche et hospitalisé à Toul. Son oncle, le général de Brantes, lui écrit le 21 août : « ... *J'ai appris ta blessure et demandé des nouvelles à ton frère. Il me dit que tu te remets bien et que tu as reçu la croix de la Légion d'Honneur avec une citation digne de toi. N'oubliant rien du bon temps où je vous avais tous les deux au 21^{ème}, je pense à Henri-Paul et suis heureux de te redire ma profonde affection* ». En août, Charles écrit à Jean : « ... *Le démarrage a été dur mais depuis avant hier cela va mieux car nous marchons de l'avant. Mais nous sommes épuisés de fatigue. Depuis quinze jours je n'ai guère dormi plus de deux heures par nuit et dans quelles conditions ! Et quelques fois même pas du tout pendant 48 heures... On tient et on marche à force de volonté... ».* Jean écrit à sa tante Fitz James qui l'a félicité pour sa Légion d'Honneur : « ... *Nous ne sommes pas sans inquiétude pour Charles qui est au fort de la bataille à l'armée Mangin. Il écrit qu'ils ont beaucoup souffert des*

gaz dernièrement et qu'ils sont extrêmement fatigués, ce qui n'a rien d'étonnant après ce magnifique effort... ». Charles sera gazé le 18 août (la moitié d'un de ses poumons est définitivement perdue) et reçoit la Croix de guerre. Il écrit à Jean : « ... j'ai la gorge et les poumons pris et quelques brûlures d'ypérite... naturellement, on ne parle pas d'évacuation pour si peu de choses... ». Le 27 août, sa grand-mère Eudoxie écrit à Jean pour son anniversaire : « ... Je sais que tout ce qui faisait la joie de vivre a disparu avec Henri-Paul et que l'on ne peut souhaiter en ce moment une fête. Tu nous es devenu plus cher encore à tous puisque nous avons reporté sur toi dorénavant l'adoration que nous avions pour celui que Dieu nous a repris... Tes parents doivent être bienheureux de la Croix de guerre que vient d'obtenir Charles. Où puis-je lui télégraphier mes félicitations ? ... ». Charles est nommé sous-lieutenant en septembre et affecté au 61^{ème} régiment d'artillerie. Il est cité à l'ordre de la brigade (25^{ème} division) : « S'est distingué pendant les dernières opérations offensives par son enthousiasme, son moral élevé et sa grande bravoure. Par sa belle attitude au feu et son mépris du danger, a donné à la section un très bel exemple et a obtenu d'elle le maximum de rendement malgré de dures fatigues et de violents bombardements ».

Chaque jour une messe est dite pour Henri-Paul dans une église différente qu'Antoinette indique à ses fils. Charles écrit à Jean : « ... J'espère que vous n'oubliez pas toutes nos angoisses, toutes nos inquiétudes, tout ce que nous nous sommes dit et promis, tout notre avenir commun... ». Il écrit à sa mère : « ... J'ai reçu une lettre de Jean il y a quelques jours, je vous en prie, donnez moi des nouvelles dans toutes vos lettres, je ne fais que penser à lui... ». Le 5 novembre Charles écrit à Jean : « ... Nous devons plus que jamais compter l'un sur l'autre absolument. Vous savez que vous pouvez compter sur moi entièrement, que mon plus grand désir est d'être près de vous dans la vie, de vous aider dans les heures dures, de vous soutenir de toutes mes forces. Mon avenir et ma vie sont entre vos mains. Je vous demande seulement en retour d'être loyal envers moi et de ne pas profiter des occasions de risques que vous pouvez trouver. Et cela je vous le demande au nom d'Henri-Paul qui vous le conseillerait, qui le ferait à votre place, au nom de notre frère que je pleure comme vous d'un même cœur déchiré. Nous avons tous les deux des devoirs que nous n'avons pas le droit de laisser tomber, que nous devons assumer pour le salut de la France – Unis, nous serons forts... ». Eugène a 50 ans et il répond à Jean le 8 novembre : « ... Je vous remercie du petit mot que vous m'avez envoyé pour mon anniversaire. Ces dates étaient autrefois l'occasion de familiales et tendres effusions.

Aujourd'hui elles me semblent si douloureuses qu'à peine on peut y songer... ».

Et enfin arrive le 11 novembre ! Ce jour là Charles écrit à Jean : « Toute ma pensée avec vous, mon vieux, et je vous embrasse avec toute ma tendresse, pour Henri-Paul et pour moi en ce jour de victoire... ». Iss écrit à Jean : « My own dear Johnnie, Victory at last ! And you have helped to bring it all about ! I send you my best congratulations... ». Antoinette à Jean : « ... Je viens d'avoir une sorte de crise de cœur qui m'a aplatie aussi je ne puis écrire beaucoup mais je voulais vous embrasser pour lui et pour moi en ce jour de victoire et vous serrer sur mon cœur mes enfants bien aimés et si braves ! ... ».

Le 21 décembre Charles écrit à Jean : « ... Croyez vous pouvoir me faire venir avec vous là où vous êtes ? Je serais si content d'être avec vous et ici, je m'ennuie prodigieusement. La situation peut durer d'ailleurs car je crois que nous n'avons pas grand' chance d'être démobilisés avant longtemps... ».

Jean épousera Françoise de Curel en mars 1919. Sur les photos, il est encore en uniforme et porte un brassard noir. Charles sera affecté en janvier 1919 à l'Etat major de la 8^{ème} armée Landau (Palatinat) et ne sera démobilisé que le 6 décembre.

Mon père, écarté de la gérance de Schneider et Cie comme son frère Jean, entrera à la Gaumont, passionné par la nouveauté et les progrès du cinéma, il en deviendra directeur et y rencontrera ma mère. Il quittera la Gaumont en 1939 pour s'engager dans une unité combattante. Il reprendra la gérance de Schneider à la mort de son père en 1942 pour y combattre d'une autre façon, limiter les exigences des Allemands au Creusot et organiser la Résistance en sabotant l'usine. Il conduira la reconstruction du Creusot après les bombardements et développera Schneider et Cie, entre autres au Brésil. En 1954, la locomotive BB 9004 battra le record mondial de vitesse et quelques années plus tard mon père lancera Framatome, première entreprise d'énergie atomique française qui devait devenir Areva. Il mourra en 1960 des suites d'un accident de bateau. Il a toujours été entouré des photos de ses deux frères.

En 1961, quelques mois après sa mort, ma mère et moi avons détruit sans la lire la grosse enveloppe contenant la correspondance d'Henri-Paul avec une jeune fille (Jacqueline, dont nos parents ne voulaient pas, m'avait précisé mon père) : « À brûler sans les lire en cas de mon décès » avait écrit et signé Henri-Paul. Avons-nous eu raison de lui obéir ?

Par Roger Cabaton,

Membre de l'Académie François Bourdon.

Au lendemain de l'immense hécatombe humaine que fut la Première Guerre Mondiale, et au cours de laquelle quasiment toutes les communes françaises payèrent un lourd tribut, chaque municipalité jugea souhaitable d'ériger un monument en souvenir de ceux qui avaient versé leur sang pour la défense du pays¹. Considérons tout d'abord, quelques chiffres qui nous rappellent que la population du Creusot ne fut pas épargnée ; divers documents statistiques² établis en mai 1920 par l'usine et par la ville, nous donnent les résultats suivants ; tués, morts des suites de blessures de guerre ou de maladie, disparus. :

- Agents et ouvriers de l'usine du Creusot : 826 individus,
- Habitants de la ville du Creusot n'appartenant pas au personnel de l'usine : 511 individus.

UN PREMIER PROJET AVORTÉ

Dès 1919, à l'initiative d'Eugène Schneider qui contribua au financement, la ville lança un projet de construction d'un Monument aux Morts. La réalisation en fut confiée au sculpteur Paul-Albert Bartholomé (1848-1928) qui en sous-traita lui-même quelques éléments à un sculpteur bourguignon, Henri Bouchard (1875-1960).

« Le départ pour la guerre », projet imaginé par Bartholomé, était sans doute fortement inspiré par Eugène Schneider lui-même et se voulait une allégorie grandiose du courage et de l'héroïsme des ouvriers creusotins face à l'ennemi, incarnés par Henri-Paul, fils d'Eugène, tué en combat aérien en février 1918, mais aussi, et surtout, une affirmation de la puissance

industrielle et de l'engagement des Etablissements Schneider dans le conflit.

Neuf éléments en bronze (un groupe central constitué de trois statues et huit bas-reliefs plaqués sur un mur incurvé) devaient constituer un triptyque d'une longueur de plus de vingt mètres et de trois mètres de hauteur ! Le personnage principal de cette « fresque » en était Henri-Paul lui-même, entraînant derrière lui toute la population ouvrière des usines, représentée par des hommes en tenue de travail, chacun tenant son outil et symbolisant un métier de la mine ou de la métallurgie. Bartholomé souhaitait que chacun de ces personnages soit la personnification de l'une des victimes creusotines de la guerre. Dans un courrier qu'il adresse à Eugène Schneider le 9 mai 1920, il l'exprime ainsi :

« La raison pour laquelle je chercherai les frères des morts, vous la devinez, c'est afin que dans la mesure du possible les ouvriers représentés soient les portraits des disparus³ ».

Pour répondre à son souhait, Jean Schneider⁴, frère d'Henri-Paul, va poser en personne dans l'atelier parisien de l'artiste et, au Creusot, une trentaine de jeunes gens, ouvriers des usines ou élèves de l'Ecole Spéciale sélectionnés par M^{me} Eugène Schneider



Monument Bartholomé

1 - La loi du 25 octobre 1919 « relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la « Grande Guerre » invitait chaque commune à prendre toutes mesures de nature à « glorifier les héros morts pour la France ».

2 - AFB - Cote 01L 0002-6

La raison pour laquelle je chercherai les frères des morts, vous la devinez, c'est afin que dans la mesure du possible les ouvriers représentés soient les portraits des disparus.
Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments distingués
Bartholomé

Courrier Bartholomé extrait

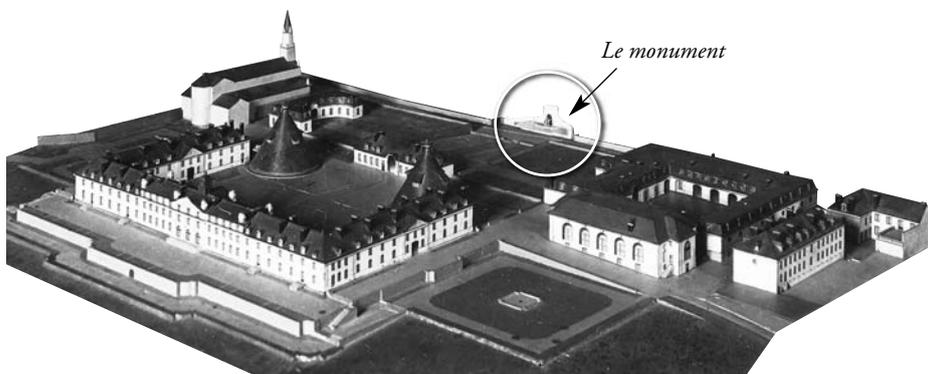
3 - AFB - Cote SS1086-04 / 4 - AFB - Id. 3



Pose jeunes hommes

elle-même parmi les frères ou proches parents de soldats morts au combat, sont photographiés dans des poses très théâtrales⁵.

Est-ce pour une raison de coût, que ce projet avorta et fut abandonné en 1921 ? Est-ce parce que, trop empreint du sceau « Schneider » il ne faisait pas l'unanimité auprès des édiles creusotins ? Précisons ici que le monument, déjà très chargé symboliquement, devait être érigé face au château de la Verrerie, siège et image de la famille Schneider⁶ ?



Maquette monument 1920

Bartholomé était sans doute contrarié par le fait que son œuvre soit critiquée, lui dont Mme Eugène Schneider elle-même parlait en ces termes : « ...à l'époque, c'était le plus grand sculpteur français, mais il avait un caractère exécration...il prenait des colères subites, des colères épouvantables à ne plus avoir du tout le contrôle de ses attitudes...⁷ ».

5 - AFB - Cote 01L0002

6 - Source : Georges Bondoux - AFB - Maquette - cote 01PHHISTPF04177/1

7 - Compte rendu d'une communication téléphonique de mai 1966 entre Mme Eugène Schneider et Mr Lartaud , secrétaire particulier de la Direction . AFB - Cote SS1086-04

En juillet 1921, sur un ton très désabusé, Bartholomé écrivait à son ami Bouchard : « Depuis que tout le monde, à la suite des conseils municipaux, apprécie, juge et décide la sculpture, les sculpteurs sont bien peu heureux en France⁸ ».

Mais, à en croire encore le témoignage de Mme Eugène Schneider, l'artiste, alors âgé de 72 ans, n'avait-il pas un autre sujet de préoccupation ?

« ...et puis, nous avons été longtemps sans entendre parler de lui... et voilà qu'il s'est marié⁹... Il s'est marié, il avait pris une femme beaucoup plus jeune que lui. Il était en admiration devant cette femme qu'il statufiait continuellement : un jour elle représentait la jeunesse, un jour elle représentait autre chose... Toujours est-il qu'il n'en avait plus que pour cette femme. Il ne pensait plus qu'à cette femme et ainsi, ma foi, on n'a plus entendu parler de lui, cela s'est terminé comme ça¹⁰ ».

Qu'en penser ? La réalisation était cependant commencée : Bartolomé avait déjà exécuté un bas-relief et Henri Bouchard, associé à cette entreprise, avait quant à lui, fondu deux statues, « l'Employé » et « l'Ouvrier ». Ces trois éléments¹¹, désormais propriété de Schneider Electric, sont conservés par l'Académie François Bourdon qui possède également une



Bas relief

8 - Cité par François Baillet dans « Le Creusot, sites et monuments », La Société Brogélienne d'Etudes et de Sauvegarde du Patrimoine, 1994, p.22

9 - Pour Bartholomé , il s'agit d'un son second mariage, sa première épouse étant décédée en 1887 à l'âge de 36 ans

10 - Id. 6

11 - N° d'inventaire : Bas-relief : 2006.00.182 ; l'Ouvrier : 2006.00.165.01 ; l'Employé : 2006.00.165.02

collection de photographies et la liste nominative des jeunes gens ayant posé pour le sculpteur¹².

LE MONUMENT ACTUEL

L'échec du projet Bartholomé avait sans doute été difficile à accepter par Eugène Schneider qui contribua néanmoins à la réalisation du nouveau projet engagé quelques années plus tard : en plus de sa participation financière, Schneider céda à la ville le terrain nécessaire à son édification.

L'emplacement retenu fut une parcelle située au pied de la Montagne des Boulets¹³ et faisant face au pont de la Direction. Une souscription publique et une subvention municipale complétèrent le financement de l'œuvre. Beaucoup plus sobre dans sa conception et sa décoration que celui imaginé par Bartholomé, ce nouveau monument, long de 20 mètres et haut de 9 mètres à sa partie centrale, n'en prenait pas moins de place pour autant. Supervisées par M. Devillard, architecte des Etablissements Schneider, l'édification de la structure en pierre de Comblanchien fut réalisée en 1929 par l'entreprise Pagani et l'exécution des sculptures, dont l'élément central en marbre blanc est une « Pleureuse », confiée à Descotes.

Les noms des 879 victimes creusotines de la 1^{ère} guerre mondiale furent gravés dans la pierre sur les deux ailes du monument.

Victor Bataille, alors maire du Creusot, inaugura l'imposant édifice le 11 mai 1930, en présence de M. et M^{me} Eugène Schneider et de M. et M^{me} de Cossé Brissac. Cette inauguration fut précédée d'une cérémonie religieuse en l'église Saint-Laurent et d'un défilé jusqu'au monument, défilé rassemblant tous les corps constitués et les associations de la ville : commerçants, fonctionnaires, écoles, harmonie, fanfares, pompiers, associations sportives, syndicats, Croix-Rouge, scouts, anciens combattants, anciens prisonniers de guerre...¹⁴

Très endommagé par le bombardement allié du 20 juin 1943, il fit l'objet d'une restauration après la seconde guerre mondiale et d'une nouvelle inauguration le 8 mai 1953, présidée par le Général Koenig¹⁵.

Au cours de cette cérémonie, trois plaques furent apposées sur l'édifice : les deux premières, nominatives, destinées à perpétuer le souvenir des 96 officiers, sous-officiers, soldats, FFI et résistants tombés au Champ d'Honneur, la troisième en hommage aux 378 victimes civiles du Creusot.

S'y rajoutèrent ensuite deux plaques à la mémoire des combattants tombés en Indochine (19 victimes) et en Afrique du Nord (10 victimes). Enfin, en 2002, sur la stèle reprenant le nom des 35 déportés et disparus en camps de concentration, a été rajouté celui d'Henri-Charles Stroh, directeur de l'usine du Creusot sous l'occupation allemande, déporté et disparu à Buchenwald¹⁶.



Monument aux morts actuel

12 - AFB - Cote SS1086-04

13 - Ainsi nommée car elle servait de cible pour l'essai des canons lors de la guerre de 1870

14 - AFB - Cote SS0109-06

15 - Général d'Armée Pierre Koenig : ex Général en chef des Forces Françaises de l'Intérieur en 1944, puis Gouverneur militaire de la Zone française d'occupation en Allemagne de 1945 à 1949

16 - Voir article de M. André Prost dans bulletin AFB n°14. Mars 2013. p.54



LE LIVRE D'OR DES ÉTABLISSEMENTS SCHNEIDER (1914 - 1918)

Par Roger Cabaton,
Membre de l'Académie François Bourdon.

On ne connaît pas le nombre total des employés de chez Schneider qui furent appelés au front au cours de la première Guerre Mondiale, mais beaucoup d'entre eux y eurent un comportement héroïque qui leur valu décoration ou citation pour fait de guerre. Ils sont 347¹ à avoir été recensés et honorés par l'édition d'un registre dans lequel sont reprises intégralement leurs citations : le « Livre d'Or des Etablissements Schneider² ». Les deux frères Schneider, Henri-Paul et Jean, fils d'Eugène, y figurent aux premières places. Bien sûr, toutes ces citations font état de courage, sang-froid, dévouement, héroïsme, bravoure, audace, mépris du danger... Mais au-delà des mots, leur intérêt réside surtout dans la description des circonstances et des faits qui ont justifié la distinction ; c'est une succession de « tableaux », de petites « scènes » de guerre qui nous plongent au cœur des événements.

QUELQUES EXTRAITS DE CITATIONS :

Bouillet Lazare - Agent ; cité à l'ordre du jour du Régiment : « ... s'est distingué, les 2 et 3 octobre 1914, à la ferme de Beauregard et s'est brillamment conduit le lendemain au combat de Puisieux, où il a été tué glorieusement en faisant le coup de feu à la tête de sa section ».

Chabry Philippe - Grutier ; cité à l'ordre du jour du Régiment : « ... est allé porter la soupe du soir et le café du lendemain à sa section... malgré le bombardement... ».

Buffet François - Archiviste ; cité à l'ordre du jour du Commandement du Génie : « ... a fait preuve de courage et de dévouement en se portant au secours de quatre sapeurs évanouis dans un galerie de mines infectée par des gaz toxiques et a contribué ainsi à sauver la vie à trois d'entre eux ».

Page Casimir - Mineur ; cité à l'ordre du jour

du Régiment et de la Brigade : « ... le 6 octobre 1915, voyant l'élan de notre attaque brisé par le feu des mitrailleuses ennemies, a sonné la charge debout sur le parapet, bravant les rafales des balles... ».

Meulien Gilbert - Tailleur de pierres ; cité à l'ordre du jour de la Division : « ... à l'attaque du 20 juillet (Somme), est resté seize heures entre les lignes, dans un trou d'obus, subissant un tir continu d'artillerie lourde... La nuit, est parvenu à rentrer dans nos lignes, rapportant un de ses camarades grièvement blessé ».

Devenet Paul - Calqueur ; cité à l'ordre du jour : « ... se trouvant en reconnaissance en Lorraine, a eu son cheval tué sous lui. Voyant venir trois uhlands, il s'accroupit derrière le cadavre de son cheval et, quand les Allemands furent à bonne portée, il les abattit à coup de carabine : puis, s'emparant des trois chevaux, il les ramena au cantonnement ».

Et ce n'est pas uniquement sur le front terrestre que les hommes se distinguaient, sur mer aussi :

Gauthier Frédéric - Manœuvre ; Médaille militaire, Croix de guerre avec palme, cité à l'ordre du jour : « ... a eu une conduite admirable lors de la perte du croiseur « Provence II »³. Se trouvant sur un radeau surchargé, s'est jeté spontanément à la mer en disant : " Un marin doit céder sa place à un soldat ". A pu être retrouvé le lendemain matin accroché à une planche ».

LE LIVRE D'OR DES ÉCOLES SCHNEIDER (1914-1918)

Autre document de mémoire, ce registre manuscrit⁴ reprend la liste de 109 anciens élèves des écoles Schneider, tués, blessés, prisonniers ou cités au cours de la Grande Guerre. On y retrouve évidemment un certain nombre d'entre eux déjà cités dans le Livre d'Or des Etablissements Schneider, et là

1 - Une note de bas de page précise : « La présente édition est forcément incomplète ; nous nous proposons de la mettre au point au fur et à mesure que de nouveaux renseignements nous parviendront »

2 - AFB - Cote SS0216-1

3 - Le 26 février 1916, le croiseur français Provence II est torpillé au large de la Grèce par un sous-marin allemand, avec à son bord 2000 militaires, 400 hommes d'équipage et 200 chevaux ; seuls 870 hommes ont survécu

4 - AFB - Cote 0064Z0997-02

encore, respectivement en première et deuxième position, Henri-Paul et Jean Schneider. Pour chacun des individus enregistrés, diverses informations sont reportées, telles l'établissement scolaire duquel il est issu⁵, son régiment d'affectation, son grade et, quand c'est le cas, et comme dans le Livre d'Or des Etablissements Schneider, ses citations et ses décorations... Y sont précisées aussi les dates et circonstances de la blessure, de la disparition ou de la mort.

Pour certains, tués sans gloire, une simple mention « Mort pour la France » est reportée.

En fin de registre, est dressée la liste de 43 anciens élèves du Cours Supérieur, tués, blessés, disparus, prisonniers, et dont les noms figurent au Tableau d'Honneur.

PLAQUE COMMÉMORATIVE DES ÉLÈVES DU COURS SUPÉRIEUR

Le Cours supérieur (aussi appelé Le Caboulot)⁶ constituait le dernier niveau de la pyramide scolaire Schneider ; c'est du Cours Supérieur qu'étaient issus les ingénieurs appelés aux hautes responsabilités. Malheureusement, pour 15 d'entre eux, c'est sur le champ de bataille que se termina ce qui se présentait comme une brillante carrière... Ils sont cités dans le Livre d'Or des



Plaque Caboulot

5 - Groupe Préparatoire, Ecole St-Charles, Ecole St-Henri, Ecole Spéciale, Cours Supérieur
6 - Le Caboulot : voir article M. Georges Charnet dans bulletin AFB n° 11. Mars 2010 - p.29

écoles Schneider, mais leurs anciens camarades du « Caboulot » ont tenu à leur rendre un hommage particulier en faisant graver leurs noms sur une plaque de marbre, ornée d'une palme⁷.

Et si l'on devait démontrer que les écoles Schneider étaient un outil de promotion sociale, il nous suffirait de prendre l'exemple de l'un de ces élèves du Cours Supérieur, dont le nom est gravé dans ce marbre :

RODHAIN FRANÇOIS, ÉLÈVE DU COURS SUPÉRIEUR, PROMOTION 1910-1913

Son père est un enfant abandonné, né à Paris, recueilli par les Hospices de la Seine et élevé ensuite, jusqu'à l'âge de 16 ans, dans une ferme à Etang-sur-Aroux.

Après avoir travaillé comme domestique dans plusieurs fermes de la région et effectué son service militaire, il est embauché chez Schneider le 23 octobre 1891 où il sera successivement manœuvre aux hauts-fourneaux, manœuvre aux aciéries (1892) et manœuvre à la fonderie d'acier (1900).

Marié en 1892 à une fille de Saint-Symphorien-de-Marmagne, il y habite, et c'est dans ce village que naît son fils François le 12 août 1893.

François Rodhain fréquente l'école communale de Saint-Symphorien puis, ses parents étant venus s'établir au Creusot, il intègre en 1905 le Groupe Spécial où, pendant 5 ans, il se révèle un élève brillant⁸, ce qui lui vaut son admission au Cours Supérieur en 1910.

Le 1^{er} septembre 1913, il « rentre à l'usine » d'abord comme stagiaire au service Montage de Marine, puis un an plus tard comme dessinateur aux ateliers de construction mécanique⁹.

Appelé sous les drapeaux le 7 septembre 1914 au 174^{ème} Régiment d'infanterie, il est mortellement blessé le 8 octobre 1915 à Suippes (Marne).

Il est inhumé à la Nécropole Nationale de Suippes-Ville. Il avait 22 ans... et il était appelé à une belle carrière...

7 - AFB - N° d'inventaire 2006.00.097

8 - AFB - Registre des bulletins scolaires 1909-1910, p. 118

9 - AFB - Dossier individuel, cote 01L0867 - Registre d'embauche, cote 01L0178

Par Maurice Thiéry,

Membre de l'Académie François Bourdon.



Le soldat inconnu à l'Arc de Triomphe (11 novembre 1920)
http://a.c.o.ma.r.free.fr/histo_soldat-inconnu.htm

La revue « L'illustration » a consacré un numéro spécial, en 1934, au vingtième anniversaire de l'entrée en guerre de la France.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une leçon d'histoire, mais d'une longue méditation sur la guerre et ses conséquences, telles qu'elles étaient perçues à l'époque. Nous en retiendrons l'essentiel.

Par exemple, on y lit « *La guerre reste présente... dans le chaos économique et social d'un monde qu'elle a bouleversé... dans les haines des peuples qu'elle n'a pas abolies... le monde de 1914 est toujours frémissant* ». Plus loin, on est loin de l'idée de « *la der des der* ». « *Il y a toujours eu des guerres dans le passé, il y en aura dans l'avenir* », mais, ajoute le rédacteur, « *cette guerre devait être la dernière de cette espèce* ». On sait ce qu'il advint...

Nous choisirons quelques 11 novembre marquants : le 11 novembre 1920, eut lieu l'inhumation du Soldat Inconnu sous l'Arc de Triomphe, demandée, entre autres, par André Jouvenel. Mais cette sépulture restait peu visible. Peu de temps après, un journaliste, Gabriel Boissy, demanda qu'elle fût visible, et, le 11 novembre 1923, André Maginot, devant 300 000 personnes, alluma la flamme qui continue de veiller sur le tombeau qui porte cette simple inscription : « *Ici repose un soldat français mort pour la patrie* ».

L'article se poursuit en montrant comment, peu à peu, l'homme et la nature reprennent leurs droits sur la nature bouleversée par les combats : ici, un cultivateur moissonne ses blés avec, en arrière-plan, des blockhaus allemands. Au Chemin des Dames, un laboureur retourne la terre restée en friche depuis 1918 ; plus loin, des restes d'armes et de munitions déterrées par les labours le long de la « Voie royale ». Des images populaires aussi : une partie de cartes visiblement très difficile, caricature allemande montrant Poincaré, l'air très sévère, avec le kaiser Guillaume II, le tsar Alexandre III et les rois d'Italie, de Belgique... voisinant avec une maquette de la grosse Bertha tirant sur Paris. On y caricature aussi – c'est l'époque – les « profiteurs de guerre » : l'épicier, le marchand d'obus... Mais le plus impressionnant, ce sont ces centaines de cimetières militaires qui, maintenant, figurent sur la ligne de front. Ils sont au nombre de 450, depuis Bailleul (Nord) jusqu'à Altkirch (Haut-Rhin), formant une sorte de S, et abritant les corps de 1 500 000 soldats de toutes nationalités.

N'oublions pas les villages rayés de la carte : Fleury-sous-Douaumont, sans doute le plus connu, est représenté par une stèle.

Aujourd'hui, ce site a été planté d'arbres, et seules, des pancartes indiquent ce qui était autrefois ce village avec son école, sa boulangerie...

Un général anglais ne disait-il pas, avant de lancer une attaque en Belgique, en aout 1914 « *Si nous mourons, nous entrerons peut-être dans la l'Histoire, mais si nous sommes vainqueurs, nous modifierons la géographie* ». Il fut vainqueur, et le village fut pulvérisé par les 250 tonnes d'explosifs placés par ses sapeurs sous le village...

En relisant Roland Dorgelès, une sourde inquiétude résume ces sentiments : « *On oubliera, les voiles de deuil tomberont... l'image du soldat disparu s'effacera dans le cœur consolé de ceux qu'ils aimaient tant... les soldats victorieux et las rentreront chez eux, mais Vous, ne rentrerez jamais* ».

Par Maurice Thiéry,

Membre de l'Académie François Bourdon.

LES GRANDS CHEFS DE LA GUERRE DE 1914-1918, DU MOINS CEUX QUI ONT TENU LES POSTES LES PLUS IMPORTANTS, ÉTAIENT DÉJÀ ÂGÉS LORS DE LA DÉCLARATION DE GUERRE.

Pour les récompenser des services rendus – après les avoir sévèrement critiqués, parfois durant la guerre – il restait, outre les décorations, deux ou trois voies. La politique (bien peu empruntèrent cette voie), l'Académie Française, c'était plus simple : un militaire de haut rang y était admis à l'unanimité, sans même être obligé de rendre les visites protocolaires d'usage à ses futurs confrères, ou encore, le maréchalat.

La dignité de maréchal de France avait été abolie par la 3^{ème} République naissante, qui se méfiait des militaires capitulant en rase campagne, tel Bazaine. Elle fut plus compréhensive à la fin de la guerre de 1914, où le bâton de maréchal fut distribué avec une certaine générosité. Après tout, c'était une récompense qui ne s'accompagnait d'aucune contrainte du pouvoir vis-à-vis des promus.

EN 1934, UN NUMÉRO SPÉCIAL DE L'ILLUSTRATION DRESSE LE PORTRAIT DE CERTAINS SOLDATS CÉLÈBRES SURVIVANTS DE L'HÉCATOMBE.

Je commencerai par celui qui, à mes yeux, fut le plus héroïque :

> le légendaire **commandant RAYNAL** (1867-1939), défenseur du fort de Vaux, fait prisonnier après sa reddition avec les honneurs de la guerre. Promu lieutenant-colonel à son retour de captivité, il participa à l'occupation de la Rhénanie. Puis, sur sa demande, il partit à l'armée du Levant, où il fut nommé colonel en 1925. Il commanda les troupes alaouites, puis les Druzes où il fut adjoint au général Gamelin. Il prit sa retraite en 1926, atteint par la limite d'âge et se retira en Dordogne. Il était ancien

élève de Saint-Maixent, soutien de Jaurès, et tenait la rubrique « armée » à l'Humanité avant le congrès de Tours.

> Le **maréchal FRANCHEY D'ESPÉREY**, vainqueur des Balkans, a effectué de nombreuses missions à l'étranger. Né à Mostaganem en 1856, membre de l'Académie Française, il est mort en 1942.

> Le **général WEYGAND** (1867-1965), le plus immédiat collaborateur de Foch, membre de l'Académie Française en 1931, a été, en 1934, président du Conseil Supérieur de la Guerre, donc, en fait, commandant en chef de l'armée.

> Le **général GOURAUD** (1867-1946), fut gouverneur militaire de Paris.

> Le **général DE CASTELNAU** (1851-1944) était le plus âgé (83 ans) des officiers généraux survivants. Ses trois fils furent tués à la guerre. Il s'est retiré dans sa propriété familiale de Montastruc près de Toulouse.

> **Philippe PÉTAIN**, né en 1856, est ministre de la guerre en 1934. En 1914, il était colonel, et songeait plus à la retraite qu'au maréchalat. Cet homme, objet de bien des controverses, avait eu un avancement lent puisqu'il resta sous-lieutenant 5 ans (!), lieutenant pendant 7 ans puis capitaine pendant 10 ans avant d'obtenir sa deuxième barrette. La guerre, en 4 ans, le propulsa, si j'ose dire, aux plus hautes fonctions militaires.

Chargé de nombreuses missions de représentation à l'étranger (aux États-Unis, en particulier), il devint par la suite ambassadeur de France en Espagne. Je ne reviens pas sur l'histoire complexe de la 2^{ème} guerre mondiale. Philippe Pétain meurt en 1955. Nommé à l'Académie Française en 1929, il en fut radié en 1945.

> **Charles DE GAULLE** fut lieutenant, puis capitaine, au 33^{ème} régiment d'infanterie commandé par un certain... Philippe Pétain, à qui il vouait une

admiration réelle à cette époque. Certaines légendes ayant la vie dure, rappelons que non, Philippe Pétain n'était pas le parrain de Philippe de Gaulle.

On sait que les carrières des deux hommes se rencontrèrent parfois, et divergèrent définitivement en 1940. Mais ceci est une autre histoire. Il faut lire à ce sujet, le livre très documenté de Guy Raïssac : « *Un combat sans merci, l'affaire Pétain-de Gaulle* » (Albin Michel, 1966).

> Le **maréchal JOFFRE** (1851-1931) sorti de l'Ecole Polytechnique comme officier du génie, fut membre de l'Académie Française en 1918.

> Le **maréchal FOCH** (1851-1929) était également polytechnicien. Il fut signataire de l'armistice de 1918 et défendit la thèse selon laquelle le Rhin serait la frontière militaire de la France. Membre de l'Académie Française en 1918.

> Le **maréchal LYAUTEY** (1854-1934) passa la quasi-totalité de la guerre au Maroc, sauf de décembre 1916 à avril 1917 où il fut ministre de la guerre dans le cabinet Briand. Il fut membre de l'Académie Française en 1912.



Capitaine De Gaulle



Commandant Raynal



Général De Castelnau



Général Gouraud



Général Pétain



Général Weygand



Maréchal Foch



Maréchal Franchey d'Espérey



Maréchal Joffre

*Par Georges Charnet,
Membre de l'Académie François Bourdon.*

† PIERRE GIMARD

Pierre ! Au moment où se termine ton long parcours terrestre, nous voudrions, avec tous tes amis, jeter un regard sur ce qui fut ta vie, bien exemplaire en de nombreux points de vue.

En juin 1978, la direction générale de l'usine, cherchait un ingénieur pour réaliser et livrer de petites turbines à vapeur suivant des circuits rapides. Et c'est toi, Pierre, qui fut retenu parmi les compétences de l'usine de Commentry.

S'est avéré très bon et l'opération fut réussie car pour remplir ta mission tu as payé de ta personne en allant toi-même chez les fournisseurs pour y vaincre les obstacles à la livraison.

Nous avons alors découvert tes qualités de fin mécanicien. Aussi, quand l'Académie François Bourdon ouvrit ses activités, nous pûmes te confier notre petit atelier. Tu t'es intéressé particulièrement aux jeunes pour lesquels tu conçus des maquettes animées comme celle de l'éclipse, du moteur Stirling ou des maquettes fixes représentant les outils de l'usine : presses, laminoir, four électrique... à l'adresse des jeunes. Tu as ainsi révélé les talents du « gadz'arts » à la fois concepteur et réalisateur.

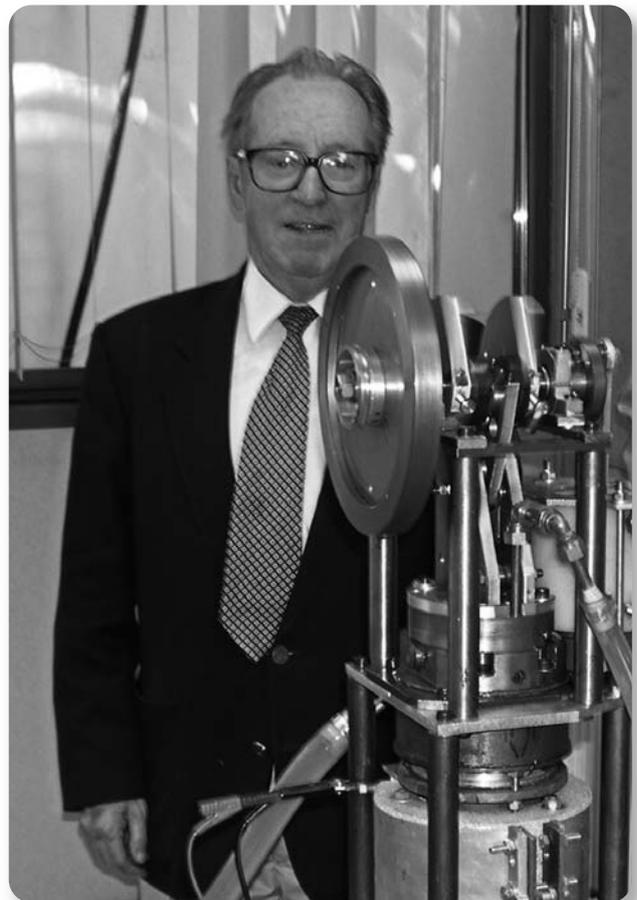
Gadz'arts de la promotion Angers 40, tu as participé régulièrement aux activités de notre communauté apportant-quelques fois avec véhémence le fruit de ton expérience de la formation.

Un autre trait révèle bien ton caractère audacieux et entreprenant : c'est le vol à voile pratiqué avec ton ami Henri Graffard à Paray-le-Monial, où à 67 ans tu passes ton brevet de pilote et tu aimes à t'évader dans l'espace.

Et la famille dans tout cela ? Ce fut une bonne équipe avec six enfants. On sait ce que cela comporte d'abnégation, de dévouement et d'audace.

On vous imagine vous épaulant l'un et l'autre. Madame Gimard fut la compagne assidue et intéressée par les déplacements de son mari. Qui ne se souvient de la petite voiture rouge ?

Pour l'amitié partagée, pour ta fidélité dans tous tes engagements, pour la passion développée dans ton métier et dans toutes les relations y compris, bien sûr, à l'Académie François Bourdon, tu demeures l'une des Pierres solides sur lesquelles s'édifie la cité de demain.



*Par Raymond Assémat,
Membre de l'Académie François Bourdon.*

6 MARS : Réunion du Conseil Scientifique de l'Académie.

19 MARS : Conférence organisée avec la Société Française d'Énergie Nucléaire

Monsieur Thibaud LABALETTE,

Directeur des programmes de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) :

« Le programme CIGEO - Le stockage des déchets radioactifs »

La politique nationale de gestion des déchets radioactifs définie en France par le Parlement a pour objectif la réduction des volumes de déchets radioactifs émanant des centrales nucléaires.

Aujourd'hui, les déchets radioactifs produits en France disposent, pour 90 % d'entre eux d'une solution industrielle complète consistant à les stocker dans des installations spécialement aménagées en surface. Les solutions, pour les déchets restants, notamment ceux de haute activité (HA) et de moyenne activité à vie longue (MA-VL), sont en cours de développement. Parce que leur radioactivité décroît sur plusieurs milliers à centaines de milliers d'années, ils nécessitent la mise en place d'une solution de gestion qui soit capable d'assurer leur confinement, de manière sûre, sur de très longues périodes de temps.

L'ANDRA souhaite maintenant lancer le débat public pour présenter l'avancement du projet de stockage profond étudié depuis 2006 et préparer la future loi.



27 MARS : Conférence organisée avec l'Université pour Tous de Bourgogne, antenne du Creusot

Monsieurs Patrick NGUYEN et Jérôme PERNOT informaticiens :

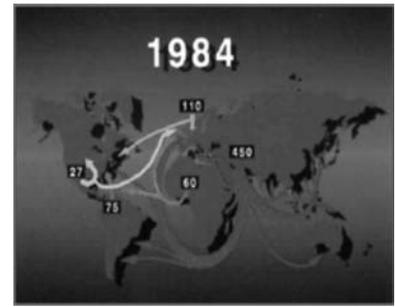
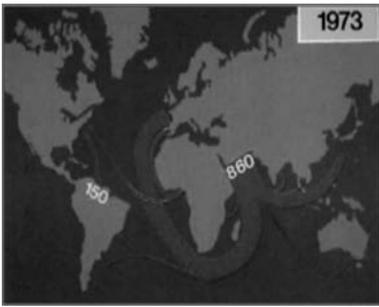
« Du système d'exploitation au système d'information »

2 AVRIL : Conseil d'Administration.

9 AVRIL : Conférence par **Monsieur Benoît DOESSANT**, *lauréat du prix jeune chercheur 2011* :

**« Les transports maritimes pétroliers du groupe TOTAL et
la sécurité des approvisionnements énergétiques de la France de 1939 à 1992 »**

- Destruction et renaissance de la flotte (1939-1956),
- Le ravitaillement pétrolier français lors des crises du MO,
- La crise des surcapacités et la disparition de la flotte de Total.



Les routes maritimes pétrolières 1973 - 1984

23 AVRIL : Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire.



15 MAI : Réunion du Jury du Prix d'Histoire Fondation Arts et Métiers / Académie François Bourdon.

17 JUIN : Remise du prix d'histoire.

Ce prix est décerné grâce au soutien financier de la Fondation des Arts et Métiers.



Remise prix histoire

Jessica DOS SANTOS pour sa thèse "*L'utopie en héritage. La Société du Familistère de Guise, de la mort de Jean-Baptiste Godin à la dissolution de l'Association (1888-1968)*", thèse de doctorat en histoire, Université Charles de Gaulle-Lille. Jessica Dos Santos est agrégée d'histoire, enseignante au Lycée Louis Pasteur de Somain (59).

Le prix jeune chercheur doté d'une somme de 750€, a été attribué à **Rémi LAROERE** pour son mémoire "*La fabrique de dentelle Surrel à Craponne (1853-1914)*", mémoire de Master Culture, Territoire et Patrimoine, Université Blaise Pascal-Clermont II. Rémi Laroere termine actuellement un master professionnel en Action Culturelle à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.



MARDI 14 MAI : Conférence sur le thème des gaz de Schiste par Pierre-René BAUQUIS

Pierre-René Bauquis est diplômé de l'École de Géologie de Nancy et de l'École du Pétrole et des Moteurs de l'IFP. Ingénieur économiste et enseignant pendant quelques années à l'IFP, il a ensuite rejoint le groupe Total pour une carrière de 30 ans. Il est actuellement professeur Associé à l'ENSPM (IFP School), et professeur auprès de l'association TPA (Total Professeurs Associés). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages relatifs à l'énergie.

Il a abordé : Les notions géologiques de base, extraction et évaluation des ressources énergétiques espérées avant toute investigation approfondie ; les aspects techniques de l'exploration et de la production des « gaz de schiste » et la part du mythe et de la réalité dans les risques et les contraintes associés.

Ses conclusions : Dans les perspectives d'exploitation de ces nouveaux pétroles dans l'évolution de la consommation mondiale des hydrocarbures, ces nouvelles découvertes retarderont à peine le pic pétrolier.



18 JUIN : Conférence Sadi CARNOT, le physicien et sa famille

« De l'écllosion de la Thermodynamique à son actualité »

par Gilles BERTRAND, professeur émérite à l'Université de Bourgogne et
Président du Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle de Bourgogne

Il est possible de situer Sadi et son œuvre dans l'histoire familiale, dans la suite de sa formation à Polytechnique et du contexte technique de l'époque. Mais on peut aussi suivre le fil ténu par lequel ses « réflexions » ont trouvé leur plein essor au point d'être aujourd'hui un chapitre essentiel et en pleine actualité de la Science et des retombées qu'elle suscite (débat sur l'énergie, les courants atmosphériques, l'organisation de la matière...).



Cette conférence fait suite à l'exposition « Sadi Carnot, vers la maîtrise de l'énergie » à Nolay.

DU 4 AU 20 MAI 2013 : Exposition à Nolay

sur le physicien Sadi CARNOT,

1796-1832, l'un des scientifiques les plus cités dans le monde,
200 ans après son passage à l'École Polytechnique,
sa vie et ... la thermodynamique.

« Sadi Carnot, vers la maîtrise de l'énergie... »



SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 2013 :

JOURNÉES EUROPENNES DU PATRIMOINE
sur le thème « 1913-2013 cent ans de protection »

L'année 2013 revêt pour le monde du patrimoine une importance bien particulière puisqu'elle est le cadre de la commémoration d'une loi fondatrice pour la protection des monuments historiques en France, celle du 31 décembre 1913, mais aussi de la célébration du 30^{ème} anniversaire des Journées Européennes du Patrimoine. Deux événements majeurs, qui ont vocation à unir leur charge culturelle et symbolique pour convier les citoyens à partager leur amour du patrimoine en cette année historique.

- visite gratuite de l'exposition « le Métal, la Machine et les Hommes »,
- réalisation d'une exposition d'archives dans les locaux de l'AFB,
- visite guidée des locaux d'archives de l'AFB.



24 SEPTEMBRE : Conférence d'André LAFFLY " Le Creusot au temps de la Révolution "



André Laffly nous a proposé de revisiter l'histoire locale de cette époque en rappelant le nom des hommes, pour la plupart, oubliés qui évoquent au mieux un nom de rue tels :

« de la Chaise, Wendel, Ramus, ... ».

26 SEPTEMBRE : Visite des sites de l'ANDRA :

CSA (Centre de stockage de l'Aube) à Soulaines et du site du CIRES à Morvilliers
Centre industriel de regroupement, d'entreposage et de stockage.



12 ET 13 OCTOBRE : Semaine de la SCIENCE

organisation en partenariat avec la Communauté Creusot-Montceau,
 et le Grand Chalon du village des Sciences à Chalon-sur-Saône (au Colisée).



Accueil spécifique de classes par le centre de ressources de l'AFB.



7 OCTOBRE : Conférence Jean Claude MERLIN

" Comment va la terre ? Climat et Réchauffement "

Glaciation, réchauffement, pollution, effet de serre, nucléaire, activité solaire, J.C. Merlin tâte le pouls de la planète en se basant sur les travaux des chercheurs, son approche se veut la plus factuelle possible et a le mérite d'ouvrir le débat en sortant des idées reçues.

15 OCTOBRE : Conférence de Maurice GIROUD, *professeur de Neurologie au CHU de Dijon*

" Les Accidents Vasculaires Cérébraux et les maladies neuro dégénératives " *(maladies d'Alzheimer et Parkinson)*

Les AVC, comment les reconnaître et intervenir en urgence dans les 3 heures. Le professeur Giroux et son équipe ont été récompensés par les victoires de la médecine pour la mise en place du réseau AVC Bourgogne.



18 OCTOBRE : Christophe FINOT,

Docteur en physique, professeur à l'Université de Bourgogne.

" Les ondes scélérates, comment mieux les comprendre, explication des solitons hydrodynamiques et les applications en optique "

22 OCTOBRE : " Art et Sciences "

Par Olivier AUBRETON, *maître de conférence*
et Alain MICHAUD, *artiste peintre.*

Le monde de la recherche scientifique et le monde de l'art paraissent aujourd'hui clairement séparés pourtant les similitudes sont nombreuses tant dans les techniques que dans la démarche. C'est ce que les deux intervenants sont parvenus à nous montrer dans le cadre du petit théâtre.





COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

du 23 AVRIL 2013

*Par Michel Prêtet,
Président de l'Académie.*

Membres présents : 50
Pouvoirs: 86
Quorum: 60

La baisse du chiffre d'affaires global par rapport à 2011, est due à une recette non reconduite en 2012 (traitement d'archives dites du bâtiment 45 000).

I- OUVERTURE

Le président Michel PRETET ouvre la séance à 17 heures 15 et remercie les adhérents de leur présence. Il demande l'avis de l'assemblée sur le compte-rendu de l'AG de 2012 publié dans le bulletin de l'Académie n°14 - mars 2013. Il est adopté à l'unanimité.

Il donne ensuite la parole à Monsieur OLIVIERI commissaire aux comptes, pour la présentation des résultats de l'exercice 2011.

II- SITUATION COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2012

Le compte de résultats fait apparaître un résultat global positif de 2 365 €, les charges s'élevant à 532 603 € et les produits à 534 968 €. L'activité des archives intermédiaires est bénéficiaire de 28 188 €, l'activité archives historiques étant déficitaire de 25 823 €.

Au bilan, les disponibilités qui se montent à 31 % de l'actif sont nécessaires pour faire face aux échéances de paiement qui ne correspondent pas à celles des ressources.

Les comptes sont certifiés sans réserve par le cabinet CORGECO commissaire aux comptes.

III- ANALYSE DE LA SITUATION COMPTABLE

L'examen des ressources fait apparaître une augmentation de 5 % des subventions due aux subventions exceptionnelles obtenues pour la numérisation des archives de la guerre 14/18 et pour le colloque sur les mutations de la sidérurgie. Le chiffre d'affaires des archives intermédiaires qui constitue 47 % du chiffre d'affaires total est en légère baisse de 1 %.

IV- PRÉVISIONS DE BUDGET 2013

Le budget est présenté selon le modèle demandé par l'Etat et les Collectivités.

Ce budget prévisionnel de fonctionnement est arrêté à 487 000 € en tenant compte de la baisse de subvention du Conseil Régional. (47 000 € au lieu de 50 000 € les années précédentes).

Investissements :

Manège : Matériel informatique et rayonnages, environ 5 200 €.

Guide : Réfection du tableau électrique et circulation d'air au sous-sol, environ 9 000 €.

Magenta : Sécurité travailleur isolé et suppression du transformateur, environ 9 300 €.

Jeu de paume : 10 000 € sont prévus pour financement partiel de la nouvelle exposition.

Soit un total d'investissements de 33 500 €.

V- INVESTISSEMENTS ET GROS TRAVAUX RÉALISÉS EN 2012

Leur montant global s'élève à 48 112 €.

Manège : Matériel informatique et rayonnages, 4 286 €.

Guide : Porte d'entrée robuste et isolante, 3 380 €.

Magenta : Rayonnages, travaux sur bâtiment, liaison téléphonique sécurité et internet par GSM, 36 773 €.

Jeu de paume : Support de maquette et reconstruction de la dynamo Thury, 3 673 €.

VI- INVESTISSEMENTS SCHNEIDER-ELECTRIC AU MANÈGE

Les investissements importants financés par Schneider-Electric ont permis la rénovation de la salle 64, et de la salle bleue pour une partie du sol et pour le plafond. Ils ont porté également sur le système d'alarme.

Une 2^{ème} tranche des remplacements de fenêtres et

l'installation de toilettes pour handicapés sont prévues pour 2013.

VII- APPROBATION DES COMPTES

Tous les comptes et le budget prévisionnel sont approuvés à l'unanimité par l'assemblée générale qui donne quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

VIII- COMPTE-RENDU D'ACTIVITÉ

Ce document vous a été adressé avec la convocation à la présente assemblée.

Archives historiques :

- **238 mètres linéaires d'archives** provenant de sociétés ou de particuliers ont été accueillis. Compte tenu des sorties et destructions le fonds s'est accru de 66 mètres linéaires.

- **2709 notices descriptives** ont été créées.

- **152 chercheurs** ont été reçus.

Bulletins d'admissibilité du personnel des usines du Creusot de la société Schneider et Cie.

Grâce à un soutien financier de la Communauté Le Creusot-Montceau, nous avons lancé la **réalisation d'une base de données** comportant aux alentours de 130 000 entrées en reprenant et mettant en forme une base existante et en la complétant avec les données des « bulletins d'admissibilité ». La base de données sera accessible au grand public dans notre exposition permanente « Le Métal, la Machine et les Hommes » et mise en ligne via notre site Internet. Par ailleurs, nous avons numérisé recto-verso l'ensemble des **13 650 fiches des « bulletins d'admissibilité »**.

Partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon.

Notre partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon se renforce au fil des années dans le cadre de nouvelles conventions.

Colloque et Journées d'études

- Réalisation du Colloque international « Les mutations de la sidérurgie mondiale du XX^e siècle à nos jours ». La première partie du colloque s'est tenue au Creusot les 24 et 25 mai 2012, la seconde partie a eu lieu à Luxembourg les 13 et 14 septembre 2012.

Ce colloque, patronné par : l'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe (AIHCE), a été réalisé en partenariat avec le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, Aix-Marseille Université & l'UMR

TELEMME, la MSH de Dijon et l'Académie François Bourdon.

- Partenariat pour exposition et prêt, publications.

Mars 2012 « Et l'usine Créa la ville », exposition pédagogique organisée par la ville de Champagne-sur-Seine en mars 2012.

- Avril 2012, Festins de la renaissance, Château royal de Blois, exposition du 7 juillet au 21 octobre 2012. 2012 Collection du Patrimoine - Région Ile-de-France « Champagne-sur-Seine : et l'usine créa la ville » par N. Pierrot avec la participation de J.P. Passaqui.

- Mai 2012, Chalon-sur-Saône, le canal du Centre et l'essor des industries mécaniques de la fin du XVIII^e siècle à 1984, ouvrage de Lucien Gandrey et Jean-Claude Mallard publié par le centre de Chalon de l'Université pour tous de Bourgogne.

- Mai 2012, Le pays du Creusot au temps de la Révolution, ouvrage d'André Laffly, publié par l'Académie François Bourdon avec Les Nouvelles Editions du Creusot.

MUSÉOGRAPHIE

Exposition permanente :

L'exposition de l'Académie François Bourdon a été visitée en 2012 par 15 294 personnes dont 8 102 individuels et 7 192 personnes en groupes, soit une baisse importante de la fréquentation qui continue depuis plusieurs années et devient préoccupante.

Exposition temporaire :

En partenariat avec le musée de Bibracte et le groupe Arcelor-Mittal, nous avons réalisé une exposition temporaire intitulée « Du fer de Bibracte à l'Acier du Creusot ». L'exposition, présentée dans la salle du Jeu de Paume du Château de la Verrerie au Creusot a été inaugurée le 15 mai. Elle est restée ouverte jusqu'au 16 septembre 2012.

SERVICE ÉDUCATIF

Premier degré

Centre de ressources science et technique : pour la 10^e année, le Centre de ressources sciences et techniques, mis en place par l'Académie François Bourdon et animé par monsieur Jean-Marc Hippolyte, professeur des écoles détaché de l'Éducation Nationale, a fait le plein de classes et de réalisations.

Outre la mise à disposition d'un espace de 200 m², dans ses locaux de la Cour du Manège au Château de la Verrerie, l'Académie François Bourdon prend à sa charge tous les coûts liés au centre ressource (hors salaire de l'enseignant). Par ailleurs, salariés et bénévoles soutiennent activement les enseignants

en les aidant notamment, à préparer le matériel nécessaire à leur expérimentation.

Second degré : collèges et lycées

Depuis janvier 2006, l'Éducation Nationale a mis à disposition de l'Académie François Bourdon un enseignant de technologie. Sa mission est d'aider ses collègues des collèges et lycées de l'Académie de Dijon à développer des projets culturels liés au patrimoine scientifique, technique et industriel, dans le cadre d'une démarche pluridisciplinaire.

763 élèves des collèges et lycées ont participé à ces activités pendant l'année scolaire 2012 sous la direction de monsieur Rebouillat.

Fête de la science

Organisé en partenariat avec la Ville du Creusot, la Communauté Creusot-Montceau et le Grand Chalon, le village de la science s'est tenu à la Nef les 13 et 14 octobre et a accueilli environ 6 000 visiteurs. Le village de la science 2013 aura lieu au Colisée à Chalon-sur-Saône.

Journées du Patrimoine

1 314 visiteurs ont été accueillis les 15 et 16 septembre à la salle du jeu de paume et au centre d'archives.

Prix d'histoire

La 14^{ème} édition du prix AFB et Fondation Arts et Métiers a récompensé Stéphane Lembré pour sa thèse d'histoire L'école des producteurs : activités économiques et institutionnalisation de la formation au travail dans la région du Nord des années 1860 aux années 1930, thèse de doctorat d'histoire, Université Charles de Gaulle - Lille3.

Le jury a décidé de ne pas attribuer de prix « jeunes chercheurs ».

Le compte-rendu d'activité est approuvé à l'unanimité par l'assemblée générale.

IX- DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS

Ce document attribuant au bureau et au président les pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'académie est adopté à l'unanimité par l'assemblée.

X- CONSEIL D'ADMINISTRATION

8 postes d'administrateurs sont renouvelables en 2013. Un poste est à pourvoir par suite de la démission de M. Etienne RAVY. Le président Michel PRETET propose la candidature de M. Roger

STANCHINA. Il demande également à l'assemblée d'entériner candidature de M. Philippe BOURGES coopté par le CA de 2012.

Ces deux candidatures et celles des autres administrateurs sortants sont adoptées à l'unanimité par l'assemblée générale.

La composition du conseil d'Administration est donnée en 2^{ème} de couverture.

XI- PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

Les activités habituelles : Conférences, prix d'histoire, journées du patrimoine et fête de la science sont reconduites en 2013.

Une visite de site de stockage de déchets nucléaires est prévue en septembre.

L'AFB prêtera son concours aux manifestations organisées à Nolay à l'occasion de l'année CARNOT. L'exposition dédiée à la fête de la science dont le thème est cette année : « De l'infiniment grand à l'infiniment petit » sera présentée au Colisée à Chalon-sur-Saône.

XII- EFFECTIFS

Adhérents : l'effectif actuel est de 238 membres actifs et 11 membres d'honneur.

Salariés : l'effectif est de 9 salariés dont 7 CDI et 2 CDD.

XIII- SALLE DU JEU DE PAUME

La Ville du Creusot propriétaire du local a lancé les travaux de rénovation (remplacement des menuiseries dans une première phase, puis électricité, chauffage et toiture ensuite).

Le Président présente les décisions concernant la future exposition qui sera aussi un centre d'interprétation et un espace pour la grande industrie.

Les travaux seront financés par des subventions provenant des Collectivités locales et des Industriels locaux, étalées sur 3 ans.

XIV- CLÔTURE

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie l'assemblée et lève la séance à 18 heures 30.

Le Président,
Michel PRETET

Le Secrétaire,
Henri PIERRAT



ACHAT DE L'OR AUX PARTICULIERS



Banque de France, certificat de dépôt d'or conservé par des creusotins

L'ACADÉMIE FRANÇOIS BOURDON

À POUR SOUTIEN ET POUR PARTENAIRES :



Académie François Bourdon, association type loi 1901, J.O. du 25 juin 1985
Reconnue d'intérêt général à caractère scientifique par arrêté préfectoral du 6 février 1989

Cour du Manège - Château de La Verrerie - B. P. 60031 - F-71201 Le Creusot Cedex
Tél : 03 85 80 81 51 - E-mail : afboudon@wanadoo.fr - Site Internet : www.afboudon.com

1914 · 1917

DEPOUILLY, Jean. *Forgeron.*

Chasseur.

Cité à l'ordre du jour du Bataillon.

« S'est toujours montré plein d'entrain au feu. S'est particulièrement distingué pendant le cours d'une reconnaissance dirigée le 29 novembre 1914 sur Parroy. A été blessé au cours de cette reconnaissance. »

DESBROSSES, Claude. *Manœuvre.*
155^e Régiment d'Infanterie.

Médaille militaire.
Croix de guerre avec palme.
Cité à l'ordre du jour.

« S'est signalé le 11 mai 1915 par son allant et son sang-froid. »

DESMUR, Jean. *Électricien.*
Sergent au 5^e Régiment du Génie.

Croix de guerre.

Cité à l'ordre du jour pour avoir évacué du matériel de la gare d'Arras, sous les projectiles de l'ennemi. Mai 1915.

DERDE, Soulange. *Ingénieur.*
Lieutenant au 61^e Régiment d'Artillerie.

Cité à l'ordre du jour du Régiment.

« Officier dévoué jusqu'au surmenage de ses forces. D'un beau sang-froid sous le feu, a donné à tous, jusqu'au moment où il a dû être évacué pour la maladie qui l'a emporté, le plus bel exemple de patriotisme et d'énergie. »

Décédé le 14 octobre 1914.

DESLOIR, Louis. *Élève du Cours supérieur.*
Sous-Lieutenant au 167^e Régiment d'Infanterie.

Cité à l'ordre du jour de la Brigade.

1^{re} Citation. — « Jeune sous-officier plein de courage et de sang-froid; le 25 novembre 1916, dans des circonstances difficiles, n'a cessé de maintenir l'ordre et le calme dans sa section exposée à un violent bombardement, jusqu'au moment où il a reçu une violente commotion due à l'explosion d'un obus de gros calibre. »

Le 2 décembre 1916.

Cité à l'ordre du jour de l'armée.

2^e Citation. — « Chef de section d'un courage et d'un sang-froid à toute épreuve. Le 8 septembre 1917 a entraîné superbement sa section à l'assaut. Blessé et dirigé sur un hôpital d'évacuation, a demandé l'autorisation de rejoindre son corps en ligne et est revenu en toute hâte. »

Le 11 octobre 1917.

DEVÉ, Émile. *Tourneur.*
Maître-Pointeur au 45^e Régiment d'Artillerie.

Cité à l'ordre du jour.

« Est resté constamment à côté de ses chefs très grièvement blessés sans perdre un instant son sang-froid, a rallié les hommes des pièces voisines pour abattre l'observatoire du capitaine qui servait de repère à l'ennemi. »

